

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Aperçu de la situation économique et financière de la Belgique à la fin de juin 1965 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

APERÇU DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE A LA FIN DE JUIN 1965

Depuis la dernière chronique relative à la situation économique et financière de la Belgique (1), les données de cette situation ont subi des modifications essentielles : les tensions de nature inflationniste qui, depuis les derniers mois de 1963, affectaient les relations extérieures de l'économie ont disparu, tandis que les menaces pour l'équilibre intérieur se sont atténuées. Abstraction faite de certaines réactions spontanées des forces économiques, ce retour à un meilleur équilibre est le résultat de mesures prises sur le plan national et sur celui de la Communauté Economique Européenne, dans la ligne des recommandations du Conseil de Ministres du 14 avril 1964 et du 8 avril 1965. La longue phase d'expansion conjoncturelle qui, au premier semestre de 1964, tendait à évoluer vers un état critique, a fait place ainsi à une évolution plus ordonnée qui a permis aux autorités monétaires belges de suspendre des mesures exceptionnelles prises antérieurement.

Etant donné les problèmes délicats de politique que posent maintenant la persistance de

certains éléments inflationnistes, quoique affaiblis, dans le domaine des prix et des coûts, et l'apparition de symptômes d'un ralentissement conjoncturel, il est utile de faire le point de la situation économique telle qu'elle se présentait au milieu de l'année 1965.

A cette fin, le présent article décrira d'abord la demande extérieure et intérieure, l'activité industrielle et les principaux indicateurs du degré d'équilibre intérieur; il exposera ensuite les données des relations extérieures et, finalement, les développements monétaires et financiers. Les conclusions finales seront présentées dans l'optique des mesures prises récemment sur le plan de la politique du crédit.

Demande extérieure.

Les tendances conjoncturelles de l'économie belge s'intègrent dans un contexte économique international dont la Communauté Economique Européenne constitue l'élément dominant.

Pendant les années 1959-1963, les pays de la Communauté présentaient l'image homogène d'une zone économique en expansion rapide.

(1) *Bulletin* de juillet-août 1964, pp. 1-24.

Nous pouvons nuancer quelque peu cette vue en rappelant qu'en 1963 des tensions inflationnistes se développaient en Italie et, dans une moindre mesure, en France, aux Pays-Bas et en Belgique, alors que l'Allemagne fédérale connaissait une conjoncture relativement calme. Toutefois, la conjoncture a évolué d'une façon plus hétérogène en 1964 et 1965, du fait que, les tensions s'étant accentuées, des mesures de restriction de la demande ont dû être prises avec une intensité différente dans les pays de la Communauté. Ces mesures ont mis fin à la phase d'expansion en Italie et en France et l'ont ralentie en Belgique et, très légèrement, aux Pays-Bas. En Allemagne fédérale, des tendances inflationnistes ne sont apparues qu'au cours du second semestre de 1964. Elles ont donné une impulsion très forte à l'activité économique des pays partenaires de la Communauté au moment où la demande émanant de l'Italie, de la France, du Royaume-Uni et de certains autres pays était en recul ou marquait une progression ralentie. Située au milieu de la Communauté Economique Européenne, la Belgique a bénéficié ainsi des décalages entre les développe-

ments conjoncturels de ses partenaires pour poursuivre une expansion relativement équilibrée.

En juin 1965, le contexte économique international se présentait encore sous un jour favorable.

L'économie allemande était caractérisée par la persistance des tensions de haute conjoncture. Le taux d'accroissement des investissements privés avait doublé par rapport au premier semestre de 1964. La consommation privée s'accélérait également, tandis que les dépenses publiques augmentaient à un taux dépassant celui des recettes publiques. La construction et la demande extérieure, au contraire, enregistraient une tendance au ralentissement. En ce qui concerne l'offre, la production industrielle était supérieure de 7 p.c. à son niveau du premier semestre de 1964, mais ne suffisait pas pour suivre la croissance de la demande intérieure. Aussi les importations avaient-elles augmenté de 23 p.c. dans l'ensemble et de près de 40 p.c. pour les produits finis. La progression des exportations était de 10 p.c. pour la même période. Les prix étaient orientés à la hausse.

Tableau I.

Variations des indices de la production industrielle

(en pour cent par rapport à la période correspondante de l'année antérieure)

Sources : Belgique : *Institut National de Statistique*; Allemagne : *Monatsberichte der Deutschen Bundesbank*; Pays-Bas : *Centraal Bureau voor de Statistiek*; France : *Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques*; Italie : *Organisation de Coopération et de Développement Economiques*; Etats-Unis : *Federal Reserve Bulletin*; Royaume-Uni : *Monthly Digest of Statistics*.

	Belgique	Allemagne	Pays-Bas	France	Italie	Etats-Unis	Royaume-Uni
1963	+ 7,6	+ 3,8	+ 6,0	+ 4,7	+ 8,2	+ 5,4	+ 3,8
1964 1 ^{er} trimestre ¹	+ 12,3	+ 11,6	+ 11,1	+ 12,7	+ 7,8	+ 6,1	+ 8,1
2 ^e trimestre	+ 7,1	+ 7,2	+ 8,0	+ 6,6	- 0,7	+ 5,8	+ 9,6
3 ^e trimestre	+ 4,2	+ 7,5	+ 5,2	+ 1,7	- 2,4	+ 6,6	+ 7,0
4 ^e trimestre	+ 5,3	+ 7,7	+ 9,4	+ 1,8	- 2,9	+ 6,5	+ 6,8
1965 1 ^{er} trimestre	+ 3,6	+ 7,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,2	+ 8,6	+ 5,5
2 ^e trimestre	+ 2,2	+ 7,1	+ 4,8	- 0,9	+ 3,7	+ 7,6	+ 0,7

¹ Taux influencés par l'hiver rigoureux au début de 1963.

Aux Pays-Bas, l'évolution économique était nettement meilleure que celle qui avait été escomptée en automne de 1964 : non seulement la haute conjoncture s'était maintenue, mais l'équilibre de la balance des transactions courantes avec l'étranger était presque rétabli, grâce à une expansion rapide du produit national. Au premier semestre, la production industrielle était supérieure de 5,7 p.c. à son niveau correspondant de l'année antérieure. Les dépenses publiques accusaient une progression

rapide mais, contrairement au cas de l'Allemagne, l'augmentation des investissements productifs privés était plutôt faible. L'équilibre économique intérieur n'était pas encore atteint : la hausse des prix se poursuivait à un rythme de 5 p.c. par an.

A l'inverse de la situation de ces deux pays, dont on retrouve les répercussions dans les chiffres du commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la conjoncture de la France et de l'Italie avait

nécessité l'application de mesures de soutien de la demande.

L'économie italienne, en récession depuis le début de 1964, avait amorcé un lent redressement, soutenu, en premier lieu, par la demande extérieure et, subsidiairement, par une gestion anticyclique des finances publiques et une légère reprise de la consommation. Par contre, on n'a guère relevé de symptômes de reprise des investissements privés, d'abord parce qu'il existait de fortes capacités inutilisées, ensuite parce que les marges bénéficiaires étaient trop faibles. Après avoir augmenté de 0,8 p.c. seulement en 1964, la production industrielle était restée à peu près inchangée au premier semestre de 1965 par rapport à son niveau correspondant de l'année antérieure. L'augmentation des prix à la consommation avait nettement faibli; les prix de gros tendaient à se stabiliser.

En France, le plafonnement de l'activité économique (la production industrielle était en recul de 0,9 p.c. au premier semestre de l'année), la tendance relativement faible des investissements en équipement et la stabilité retrouvée des prix avaient amené les autorités à relâcher graduellement les restrictions instaurées antérieurement et même à adopter certaines mesures de stimulation de la demande.

La reprise économique, quoique modérée et hésitante, en France et en Italie, d'une part, la persistance de la haute conjoncture en Allemagne et aux Pays-Bas, d'autre part, assuraient à l'économie belge au milieu de 1965 une demande extérieure encore soutenue, abstraction faite d'une tendance plus faible sur des marchés particuliers, comme celui de l'acier.

Cette situation se trouvait appuyée par la haute conjoncture dans l'économie américaine,

renforcée récemment par un accroissement sensible des dépenses militaires qui ne manquera pas d'influencer, de façon directe et indirecte, la demande globale. Des marges de capacité étant encore disponibles, la production industrielle s'était accrue de 8 p.c. du premier semestre de 1964 à la même période de 1965; plus récemment, le taux de chômage est tombé à son niveau le plus bas depuis octobre 1957.

L'économie du Royaume-Uni, au contraire, avait commencé de subir les effets d'une politique déflationniste tendant à rétablir l'équilibre extérieur. Au deuxième trimestre, la production industrielle ne présentait plus qu'un progrès très faible par rapport à l'année antérieure, alors qu'au premier trimestre, le taux d'accroissement était encore de 5,5 p.c.

Les autres pays industriels bénéficiaient généralement encore d'une situation prospère, mais une politique modérément restrictive s'efforçait, dans la plupart des cas, de prévenir tout emballement de la demande intérieure.

Enfin, les pays en voie de développement, sauf les pays asiatiques non producteurs de pétrole, avaient vu leurs réserves en devises s'accroître à la fin de 1964 et au premier trimestre de 1965. L'orientation récente des marchés des matières premières pourrait toutefois mettre fin à ce redressement qui aurait permis une politique d'importation plus libérale dans ces pays.

Demande intérieure.

Suivant les premiers calculs de l'Institut National de Statistique, le produit national aurait augmenté, en 1964, de 5 p.c. à prix

Tableau II.

Données de la comptabilité nationale

(Variations, en pour cent, par rapport à l'année antérieure)

Source : Institut National de Statistique.

	Prix constants			Prix courants		
	1962	1963	1964	1962	1963	1964
Produit national brut	+ 4,9	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,8	+ 7,8	+ 10,1
Consommation privée	+ 4,5	+ 5,5	+ 4,2	+ 6,0	+ 9,1	+ 8,1
Consommation publique	+ 9,4	+ 11,5	+ 2,9	+ 10,6	+ 13,5	+ 6,9
Investissements	+ 1,4	+ 1,2	+ 8,9	+ 4,1	+ 6,4	+ 15,7
Exportations	+ 9,4	+ 7,3	+ 13,0	+ 7,9	+ 9,0	+ 16,3
Importations	+ 8,1	+ 8,6	+ 12,6	+ 6,2	+ 12,5	+ 14,4
Demande intérieure globale	+ 4,5	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	+ 9,1	+ 9,4

constants et de 9,4 p.c. à prix courants ⁽¹⁾. Les dépenses intérieures ont connu, en moyenne, une progression analogue pendant cette année, un certain infléchissement de la courbe de la consommation privée ayant été compensé par une accélération de la formation de capital.

Le taux d'accroissement de la consommation privée (4,2 p.c. à prix constants) a, en effet, été légèrement inférieur à celui de l'année précédente. Il est allé de pair avec une hausse des prix d'un peu plus de 4 p.c. également.

Les indications récentes suggèrent une progression moins rapide de la consommation au cours du premier semestre de 1965. L'accroissement sensible de l'épargne monétaire indique un ralentissement dans la progression des dépenses de consommation.

La consommation publique ne s'est accrue que de 2,9 p.c. en 1964 contre 11,5 p.c. l'année précédente. A prix courants, la progression a été de 6,9 p.c., contre 13,5 p.c. En 1965, les dépenses de consommation publique ont accusé un nouvel accroissement, notamment au titre des salaires et traitements, ainsi que des dépenses sociales. Il en sera question plus loin dans les alinéas relatifs aux finances publiques.

La formation intérieure brute de capital fixe, qui s'était fortement ralentie en 1963, a augmenté, en 1964, de 8,9 p.c. à prix constants et de 15,7 p.c. à prix courants. La majoration sensible des prix des biens d'investissement a été déterminée largement par le secteur de la construction.

L'expansion globale des investissements privés à prix constants peut être ventilée en une progression de 31 p.c. des investissements en immeubles d'habitation et une autre de 0,6 p.c. des investissements productifs.

Les investissements industriels fixes dans les entreprises existantes se situeraient, en 1965, suivant la dernière enquête de la Banque Nationale, à peu près au même niveau qu'en 1964. Mais, il faut tenir compte en outre de la mise en œuvre de quelques nouveaux projets non recensés par l'enquête.

Dans le secteur des services, où les marges bénéficiaires sont manifestement restées plus larges, la demande de biens d'investissement est demeurée fort élevée, ainsi que le fait apparaître notamment la durée assurée de

l'activité dans la construction de bâtiments non résidentiels. Etant donné, toutefois, la pénurie d'ouvriers qualifiés, l'amélioration très lente de la productivité et les conditions climatologiques moins favorables, les investissements dans ce secteur, de même qu'en habitations, n'ont probablement plus augmenté, à prix constants, au premier semestre.

Les investissements de l'Etat (décaissements) se sont situés à un niveau supérieur à celui de 1964. Pour le second trimestre de 1965, les engagements n'ont pas seulement porté sur la tranche trimestrielle normale, mais sur un montant supplémentaire en provenance de la réserve conjoncturelle.

Suivant des indications indirectes, les investissements des pouvoirs subordonnés accuseraient un recul en 1965. Les prêts mis à la disposition de ces pouvoirs par le Crédit Communal sont revenus de 5,1 milliards pour les six premiers mois de 1964 à 4,1 milliards pour la même période de 1965.

Une dernière catégorie de dépenses, à savoir la constitution de stocks, ne fait pas l'objet de statistiques directes. Des indications indirectes révèlent toutefois que le fléchissement des prix mondiaux de plusieurs matières premières, dès la fin de 1964, a freiné la constitution de stocks de matières premières qui s'était produite au cours de l'année 1963 et pendant le premier semestre de 1964. Par ailleurs, l'expansion moins rapide de la demande de biens industriels a entraîné, tant au stade du commerce qu'à celui de l'industrie, un accroissement des stocks de produits finis, qui s'est répercuté sur le rythme d'approvisionnement des entreprises en biens de production. Ces phénomènes ont engendré un ralentissement dans la progression des importations de matières premières et de demi-produits et ont freiné l'augmentation de la demande intermédiaire de biens de production à l'intérieur du pays.

En définitive, l'évolution des principaux éléments de la demande intérieure fait apparaître un ralentissement général du taux d'expansion de celle-ci au premier semestre de 1965.

Activité Industrielle.

Pour l'industrie, ce ralentissement, mitigé par l'orientation relativement favorable de la demande extérieure décrite plus haut, s'est traduit par un certain dégarnissement des car-

(1) Dulbéa évalue le taux d'accroissement à 6,7 p.c. à prix constants, contre 4,8 p.c. en 1963.

Tableau III.

Durée assurée moyenne de l'activité dans l'industrie manufacturière

(en mois)

Moyennes	Industries textiles	Sidérurgie	Industrie des fabrications métalliques	Industrie des papiers et cartons ¹	Industrie du bois	Industrie du cuir	Total
1960	2,3	2,7	4,8	3,5	2,2	1,5	3,5
1962	2,5	2,3	6,2	2,3	2,4	1,6	4,1
1964 1 ^{er} trimestre	2,8	2,5	5,6	3,6	3,5	1,6	4,1
2 ^e trimestre	2,7	2,8	5,6	2,9	3,4	1,8	4,1
3 ^e trimestre	2,5	2,9	5,5	2,2	2,9	1,7	4,0
4 ^e trimestre	2,4	2,6	5,2	2,1	2,7	1,7	3,6
1965 1 ^{er} trimestre	2,2	2,7	5,1	2,7	2,2	1,3	3,6
2 ^e trimestre	2,4	2,3	5,1	2,3	2,3	1,6	3,6
juin	2,5	2,1	5,0	2,2	2,4	2,0	3,5

¹ Avant 1965, secteur de la fabrication; à partir de 1965, secteur de la fabrication plus celui de la transformation.

nets d'ordres et un infléchissement de la courbe de la production.

Dans les industries manufacturières, le rythme de la demande était, au second semestre de 1964, nettement inférieur à celui de l'activité, ainsi qu'il ressort des enquêtes mensuelles de la Banque.

Un meilleur équilibre entre l'évolution de la demande et celle de la production s'est toutefois rétabli à partir du mois de novembre 1964.

Suivant les mêmes enquêtes périodiques de la Banque, le degré d'utilisation des capacités de production s'élevait, en mai 1965, à 82 p.c., soit un niveau un peu inférieur au maximum conjoncturel (84 p.c.) atteint en mai 1964. Cependant, l'insuffisance de la demande était devenue une cause plus importante de la sous-utilisation des capacités de production, ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant.

Grâce à ce degré élevé d'utilisation des capacités, la production industrielle, à l'exclusion de la construction, a dépassé, au premier semestre de 1964, alors que pour l'ensemble de cette dernière année la progression moyenne de l'indice avait été de 7 p.c. L'infléchissement ressort également du taux d'accroissement du second semestre de 1964 au premier semestre de 1965, qui atteint 0,8 p.c. contre 2,6 p.c. pendant les périodes correspondantes de 1963-1964.

Dans le secteur de l'énergie, le développement du raffinage de pétrole et de la production d'électricité contraste fortement avec le recul de la production d'énergie primaire sous la forme de charbon : par rapport au premier semestre de 1964, le premier représente en effet environ 8 p.c., alors que le dernier atteint

Tableau IV.

Proportion des entreprises qui attribuent la sous-utilisation de leurs capacités de production à une insuffisance de la demande¹

(en pour cent du total)

	1963	1964			1965	
	octobre	janvier	mai	octobre	janvier	mai
Sidérurgie	79	69	14	50	46	50
Industrie des fabrications métalliques	56	52	43	50	55	54
— Biens d'équipement	(59)	(58)	(41)	(51)	(54)	(56)
— Biens de consommation	(35)	(42)	(56)	(51)	(56)	(47)
Industries textiles	25	31	39	56	59	58
Industrie du papier	8	13	8	30	51 ²	35 ²
Industrie du cuir	50	57	60	44	62	75
Transformation du bois	6	14	8	7	46	48
Ensemble	50	48	34	48	53	54
Verreries	n.d.	n.d.	14	22	65	59

¹ Il s'agit de la moyenne des réponses des participants, pondérée pour tenir compte, dans chaque secteur, de l'importance des entreprises.

² Avant 1965, secteur de la fabrication; à partir de 1965, secteur de la fabrication plus celui de la transformation.

7,2 p.c. Ce recul doit être attribué en premier lieu au fléchissement de la demande intérieure et extérieure de charbons industriels. Il n'a pu empêcher l'augmentation constante des stocks sur le carreau des mines.

En termes de production, la situation de la métallurgie de base paraît très favorable au premier semestre de 1965. En effet, l'indice de la production est en augmentation de 6,1 p.c. par rapport au premier semestre de 1964; ce mouvement se retrouve aussi bien dans la sidérurgie que dans l'industrie des métaux non ferreux. Cependant, la tendance récente apparaît moins favorable en termes de demande et de prix. A la fin de 1964 et au

début de l'année en cours, la sidérurgie avait bénéficié d'une demande spéciale des utilisateurs désireux de se prémunir contre une grève éventuelle dans la sidérurgie américaine. Ce facteur, allant de pair avec une activité relativement favorable dans les industries consommatrices d'acier, avait permis un regarnissement des carnets d'ordres de la sidérurgie et un relèvement des prix. A partir du deuxième trimestre, ces éléments de soutien se sont affaiblis et la durée assurée de l'activité s'est nettement raccourcie.

L'activité de l'industrie des fabrications métalliques, en progression de 5 p.c. au premier semestre, a bénéficié d'une demande exté-

Tableau V.

Variations des indices de la production industrielle

(en pour cent par rapport à la période correspondante de l'année antérieure)

Source : Institut National de Statistique.

	1963		1964		1965
	1er semestre	2e semestre	1er semestre	2e semestre	1er semestre
Indice général, non compris la construction	+ 6,2	+ 9,0	+ 9,6	+ 4,9	+ 2,9
Industries manufacturières seules	+ 6,5	+ 9,4	+ 9,9	+ 5,5	+ 3,9
Extraction de charbon	+ 1,7	+ 0,4	+ 0,6	- 2,5	- 7,2
Industries des dérivés du pétrole et du charbon	+ 20,7	+ 20,2	- 5,7	+ 3,7	+ 8,7
Centrales électriques	+ 12,4	+ 4,8	+ 6,5	+ 12,4	+ 7,2
Métallurgie de base	+ 1,2	+ 7,2	+ 12,8	+ 12,4	+ 6,1
Industrie des fabrications métalliques ...	+ 9,2	+ 15,6	+ 8,8	+ 2,3	+ 5,0
Industries chimiques et du caoutchouc ...	+ 2,9	+ 6,1	+ 10,7	+ 9,1	+ 9,6
Industries textiles	+ 8,9	+ 6,4	+ 5,5	- 3,0	- 6,2
Industries de l'habillement et des chaussures	+ 13,1	+ 14,9	+ 12,3	+ 0,6	+ 4,2
Industries alimentaires	+ 2,6	+ 3,7	+ 5,7	+ 6,6	+ 1,2
Industrie du bois	+ 12,5	+ 20,4	+ 14,6	+ 0,7	+ 12,2
Papeteries	+ 10,3	+ 15,2	+ 14,5	+ 7,9	+ 4,5

rieure favorable, spécialement en ce qui concerne les commandes de l'Allemagne fédérale. L'orientation de la demande intérieure a été un peu moins ferme. La durée assurée de l'activité a quelque peu diminué.

Un taux d'expansion très élevé, à savoir 9,6 p.c., a été réalisé par l'industrie chimique qui a poursuivi son expansion structurelle, conformément à une tendance qui se manifeste également sur le plan international.

Le climat conjoncturel des industries de biens de consommation non durables et semi-durables s'est détérioré. Si les industries alimentaires ont pu maintenir leur production au niveau atteint au premier semestre de 1964, l'industrie textile, par contre, a enregistré un recul de production de 6,2 p.c. Ce recul

s'est amorcé au second semestre de 1964 et s'intègre dans une évolution affectant également les entreprises des pays voisins. Un certain redressement de la demande, au premier semestre de l'année en cours, a permis à l'industrie textile de regarnir ses carnets d'ordres.

A défaut de statistiques directes très sûres sur le niveau de l'activité dans la construction, nous pouvons rappeler que les renseignements transmis par les participants aux enquêtes mensuelles de la Banque traduisent une détente de la demande dans cette industrie depuis le second trimestre de 1964, notamment pour les maisons individuelles et les travaux de génie civil. Cette évolution doit être rapprochée des recommandations faites par les autorités aux institutions financières en vue de limiter l'oc-

trois de prêts hypothécaires et de la politique d'étalement de certains travaux publics adoptée en 1964.

La détente ne s'est toutefois plus accentuée en 1965, ainsi qu'il apparaît dans la statistique ci-après.

Tableau VI. **Durée assurée de l'activité dans la construction**
(en mois)

	Maisons construites en série	Maisons individuelles	Immeubles à appartements	Bâtiments non résidentiels	Ensemble gros œuvre	Travaux routiers	Travaux hydrauliques	Autres travaux de génie civil	Ensemble génie civil
1964 1 ^{er} trimestre	7,0	4,3	10,4	14,1	8,3	16,1	17,4	14,4	16,0
2 ^e trimestre	7,7	3,9	9,7	14,4	8,1	14,7	16,2	14,7	15,1
3 ^e trimestre	8,0	3,8	9,3	14,8	8,1	12,2	17,2	17,3	15,1
4 ^e trimestre	7,3	3,3	9,5	12,8	7,4	9,0	16,2	16,4	13,1
1965 1 ^{er} trimestre	6,9	3,2	9,6	12,1	7,2	8,6	15,0	15,2	12,2
2 ^e trimestre	8,8	3,5	8,6	13,2	7,5	8,5	14,5	14,2	11,8
juin	8,9	3,5	8,6	13,6	7,7	8,6	14,3	14,2	11,8

L'infléchissement du rythme de l'activité industrielle a donné lieu à une légère détente sur le marché de l'emploi. Les demandes d'emploi ont couvert une proportion croissante des offres d'emploi, encore qu'au deuxième trimestre 60 p.c. de celles-ci n'ont pu être satisfaites dans le mois. D'après les enquêtes périodiques de la Banque, la proportion des entreprises

attribuant la sous-utilisation de leurs capacités au manque de travailleurs qualifiés est revenue d'un maximum conjoncturel de 29 p.c. en janvier 1964 à 16 p.c. en janvier et mai 1965. La diminution de cette proportion tient non seulement à l'évolution de l'activité, mais encore aux efforts des entreprises en vue de former du personnel qualifié.

Tableau VII.

Proportion des entreprises qui attribuent la sous-utilisation de leurs capacités de production à un manque de main-d'œuvre qualifiée ¹
(en pour cent du total)

	1964		1965	
	mai	octobre	janvier	mai
Sidérurgie	11	6	0	0
Industrie des fabrications métalliques ...	29	31	21	20
Industries textiles	39	27	18	21
Industrie du papier	36	31	39	42
Industrie du cuir	19	24	6	6
Transformation du bois	14	18	16	8
Transformation du papier	n.d.	n.d.	20	20
Ensemble	26	24	16	16

¹ Il s'agit de la moyenne des réponses des participants, pondérée pour tenir compte, dans chaque secteur, de l'importance des entreprises.

Dans l'ensemble, le plein emploi de la main-d'œuvre a toutefois persisté : le pourcentage des chômeurs complets dans la population active est resté inférieur à 1 p.c.; le chômage complet est passé, pour le deuxième trimestre, d'une moyenne journalière de 23.300 unités en 1964 à 29.300 en 1965. D'autre part, l'immigration des travailleurs étrangers s'est mainte-

nue au niveau de l'année précédente. Les nouveaux permis de travail accordés à l'immigration ont atteint une moyenne mensuelle de 2.630 unités par mois pour les six premiers mois de 1965, contre une moyenne de 2.610 en 1964. Le maintien de cette immigration a contribué à atténuer les tensions sur le marché du travail.

Prix, salaires, coûts.

Le retour à un meilleur équilibre entre l'offre et la demande dans des secteurs industriels importants a commencé à peser sur la tendance à la hausse des prix qui était allée en s'accélégrant ces trois dernières années, ainsi qu'il ressort de l'indice des prix du produit national brut.

	(variations annuelles en pour cent)
1960	+ 0,8
1961	+ 0,9
1962	+ 1,7
1963	+ 2,9
1964	+ 4,8

Source : Institut National de Statistique.

L'action de freinage s'est surtout exercée sur les prix de gros des produits industriels; leur mouvement ascendant amorcé au quatrième trimestre de 1962 pour s'accélérer progressive-

ment jusqu'en juin 1964, s'est ralenti par la suite et a fait place à une tendance au repli à partir de novembre. Entre octobre 1964 et juillet 1965, leur indice moyen a fléchi de 1,2 p.c., alors qu'il s'était élevé de 4,3 p.c. pendant les dix premiers mois de 1964 (cf. tableau VII-3 des Statistiques).

Le changement de climat en matière de prix, depuis le milieu de l'année 1964, apparaît encore mieux dans les réponses des participants aux enquêtes mensuelles de la Banque. La proportion des participants signalant une hausse de leurs prix de vente était moins élevée dans les industries manufacturières à partir du deuxième trimestre de l'année passée, tandis que la proportion des participants signalant une baisse des prix s'élargissait nettement. Cette évolution se retrouve, d'une façon moins accentuée, dans le secteur des travaux de génie civil et, plus tard, dans celui du gros œuvre du bâtiment.

Tableau VIII.

Réponses des entreprises signalant respectivement une hausse, une baisse et une situation inchangée de leurs prix de vente ¹

(en pour cent du total)

	Industries manufacturières			Industrie de la construction					
	Hausse	Inchangé	Baisse	Gros œuvre du bâtiment			Travaux de génie civil		
				Hausse	Inchangé	Baisse	Hausse	Inchangé	Baisse
1964 1 ^{er} trimestre	33	64	3	61	38	1	27	72	1
2 ^e trimestre	16	80	4	56	43	1	28	70	2
3 ^e trimestre	7	86	7	47	52	1	20	74	6
4 ^e trimestre	8	80	12	50	49	1	18	64	18
1965 1 ^{er} trimestre	6	83	11	54	43	3	15	73	12
2 ^e trimestre	6	75	19	32	64	4	14	75	11
juillet	10	74	16	35	61	4	21	72	7
août	7	80	13	34	63	3	13	77	10

¹ Il s'agit de la moyenne des réponses des participants aux enquêtes de conjoncture, pondérée pour tenir compte, dans chaque secteur, de l'importance des entreprises.

Le mouvement de repli de l'indice des prix de gros, mentionné plus haut, recouvre des tendances fort divergentes. Les produits textiles, hormis le jute, ont poursuivi leur baisse, commencée au second trimestre de 1964, jusqu'en mars 1965; depuis, ils se sont légèrement raffermis. Les produits sidérurgiques et les minerais ferreux ont commencé de fléchir à partir du début de 1965. Les produits chimiques ont haussé jusqu'en mars 1965, mais, depuis, leurs prix ont tendance à s'effriter. En revanche, le mouvement de hausse a persisté, bien que de manière atténuée, pour les maté-

riaux de construction et les fabrications métalliques. De même, le cuivre et l'étain, les papiers, les bois ainsi que les peaux et cuirs ont renchéri sous l'influence d'un raffermissement des marchés mondiaux de ces produits.

Le mouvement ascendant des prix de gros de l'ensemble des produits agricoles, amorcé au dernier trimestre de 1961, s'est infléchi au travers de variations saisonnières. L'indice moyen de ces prix s'est relevé de 5,6 p.c. du deuxième trimestre de 1963 à celui de 1964 et de 2,9 p.c. au cours de la période

correspondante de 1964 à 1965. Par contre, suivant l'indice calculé par le Ministère de l'Agriculture, qui n'englobe pas les produits importés, la hausse a été de 3,7 p.c. pendant la première période et de 6,2 p.c. pendant la seconde. Les produits des cultures ont successivement diminué de 2,8 p.c. et augmenté de 7,1 p.c.; le renchérissement des céréales et des pommes de terre a plus que compensé la baisse du lin, des betteraves à sucre et des chicorées. Pour les produits de l'élevage, le relèvement a été successivement de 5,6 et 5,9 p.c.; si les prix de la plupart des produits ont accusé de nouvelles majorations, ceux des porcs ont, au contraire, présenté une tendance au repli à partir du troisième trimestre de 1964.

La poussée à la hausse des prix à la consommation n'a pas faibli. Elle s'est même accélérée de mars à juin 1965 sous l'influence d'un renchérissement des produits alimentaires, dû pour une bonne part aux conditions climatiques défavorables; la hausse des produits non alimentaires s'est, au contraire, ralentie. Au deuxième trimestre, l'indice officiel des prix de détail a été, en moyenne, de 4,5 p.c. plus élevé que l'année précédente; en septembre, l'écart était de 3,9 p.c. Sa progression a entraîné à trois reprises, depuis juin 1964, une adaptation générale de 2 à 2,5 p.c. des salaires et traitements dans les services publics et dans les principales industries, la dernière fois en juillet et en août 1965. De la sorte, le relèvement des coûts de production en cours depuis le début de 1963, s'est poursuivi.

Dans l'industrie, les prix de revient ont subi une nette pression à la hausse jusqu'à la fin de 1964, sous l'influence conjuguée des tensions sur le marché de l'emploi et du raffermissement des cours mondiaux des matières premières industrielles.

Le mouvement de hausse de ces derniers, amorcé à la fin de 1962, s'est poursuivi jusqu'en octobre 1964. Mais, à partir de novembre, une détente s'est dessinée sur les marchés mondiaux de matières premières. D'après l'indice du Volkswirt, les cours ont haussé d'environ 4 p.c. pendant les onze premiers mois de 1964 et se sont repliés de 3 p.c. de novembre 1964 à juillet 1965. Selon le même indice, les cours des produits de base alimentaires ont accusé une baisse continue se chiffrant à 12 p.c. entre janvier 1964 et

juillet 1965. Pendant la même période, d'autre part, les frets maritimes n'ont cessé de se redresser, au travers de variations saisonnières.

Le comportement des marchés mondiaux a été un des facteurs du renversement de la tendance qui s'est dessinée, à partir de novembre 1964, dans l'évolution des indices des prix de gros des matières premières importées et de ceux des matières premières industrielles. Alors que ces deux indices avaient haussé respectivement de 8 et 3 p.c. entre janvier et octobre 1964, ils ont, depuis lors, accusé une baisse de 2 p.c. La détente sur les marchés mondiaux s'est transmise graduellement à l'économie belge.

Les prix de gros des produits énergétiques se sont stabilisés au niveau atteint au deuxième trimestre de 1964 et n'ont plus été un facteur de relèvement des prix de revient de l'industrie, comme cela avait été le cas du début de 1963 au milieu de 1964.

Par ailleurs, la tendance à la majoration des rémunérations a persisté au cours des douze premiers mois. L'indice du gain moyen brut par heure prestée, calculé par la Banque, a progressé de 9 p.c. de juin 1963 à juin 1964 et de 10,6 p.c. pour la période correspondante de 1964 à 1965. L'augmentation tient en grande partie au jeu de l'adaptation des salaires à l'indice officiel des prix de détail dont l'évolution a été décrite plus haut. De plus, des majorations de salaires et de traitements de base se sont encore produites : la détente qui s'est amorcée sur le marché de l'emploi n'a pas encore mis fin, pour certaines catégories d'ouvriers, à la surenchère à l'embauche qui a caractérisé ce marché ces deux dernières années et a créé un climat propice aux revendications salariales.

A la majoration des rémunérations directes s'est ajoutée de nouveau celle des charges sociales incombant aux employeurs. Dès lors, le coût horaire de la main-d'œuvre a continué de se relever à un rythme supérieur à celui des gains par heure prestée. Son indice, calculé par l'I.R.E.S.P. s'est élevé de 12 p.c. entre juin 1963 et juin 1964, et de 11,7 p.c. entre ce dernier mois et juin 1965.

Les progrès de la productivité n'ont pas complètement compensé l'augmentation du coût horaire de la main-d'œuvre. Dans les industries manufacturières, l'indice du coût

de la main-d'œuvre par unité produite, calculé par l'I.R.E.S.P., s'est accru de 0,7 p.c. au premier semestre de 1963, de 1,4 p.c. au second et respectivement de 4,1 et 3,9 p.c. en 1964. Pour le premier semestre de 1965, d'après l'indice provisoire, l'augmentation se rapprocherait de 3 p.c.

L'alourdissement des charges salariales par unité produite semble, par conséquent, se poursuivre dans l'ensemble des industries. Ses répercussions sur le prix de revient ont toutefois été atténuées à des degrés divers, suivant les industries et les entreprises, dans la mesure où l'augmentation de l'activité a permis de répartir les frais généraux sur un plus grand nombre d'unités produites et, depuis la fin de 1964, par la baisse des cours des matières industrielles.

Relations extérieures.

Depuis le milieu de 1964, le commerce extérieur est caractérisé par le fait que les exportations ont continué de s'accroître rapidement, alors que le rythme d'accroissement des importations s'est fortement infléchi. Dès lors, la balance commerciale s'est nettement améliorée.

Cette évolution traduit bien les développements respectifs de la demande extérieure et intérieure décrits au début du présent article; il y a lieu de relever, au surplus, l'amélioration de la position compétitive de l'économie belge en termes de prix de gros des produits industriels : les disparités de ceux-ci ont recommencé à s'améliorer depuis le milieu de 1964 vis-à-vis de l'Allemagne fédérale, des Etats-Unis et de la France; elles ont continué à évoluer en faveur de la Belgique vis-à-vis des Pays-Bas.

Les aspects particuliers de l'évolution divergente des exportations et des importations apparaîtront dans la description plus détaillée des courants des échanges.

Du premier semestre de 1964 à la période correspondante de 1965, les exportations de l'U.E.B.L. ont augmenté de 12,5 p.c. en valeur, c'est-à-dire à un rythme à peine inférieur à celui des semestres antérieurs.

Ce sont les livraisons à la Communauté Economique Européenne qui ont enregistré l'accroissement le plus marqué. Celles qui sont destinées à l'Allemagne fédérale et aux Pays-Bas se sont accrues respectivement de 28,7 et 8,9 p.c. pendant la période susmentionnée; ces deux pays absorbent déjà 45 p.c. environ

Tableau IX.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	Importations	Exportations	Balance commerciale	Taux d'accroissement par rapport à la période correspondante	
	(milliards de francs)			Importations	Exportations
1963	21,3	20,2	- 1,1	+ 12,2	+ 11,9
1964 1 ^{er} semestre	24,8	23,1	- 1,7	+ 22,1	+ 18,9
2 ^e semestre	24,6	23,5	- 1,1	+ 10,2	+ 12,3
1965 1 ^{er} semestre p	25,6	25,9	+ 0,3	+ 3,4	+ 12,5
juillet p	25,3	25,5	+ 0,2	+ 4,1	+ 12,4

p Chiffres provisoires.

des exportations totales de l'U.E.B.L. Malgré le ralentissement conjoncturel très net en France, les livraisons à ce pays ont encore progressé de 5,8 p.c., alors que celles qui sont destinées à l'Italie ont diminué de 3,3 p.c.

Les exportations vers l'ensemble des autres pays européens, membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, se sont accrues en valeur absolue; les ventes à l'Espagne ont presque doublé, tandis

que les ventes au Royaume-Uni sont, au contraire, restées inchangées.

Les livraisons aux Etats-Unis, après un tassement au second semestre de 1964, ont enregistré, au premier semestre de 1965, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, un accroissement de 6,3 p.c., sous l'influence de l'expansion conjoncturelle de ce pays, mais également à la suite d'achats exceptionnels d'acier par les utilisateurs qui ont

cherché à se prémunir contre l'éventualité d'une grève dans la sidérurgie.

Enfin, les exportations ont continué à progresser vers la Yougoslavie et les pays partenaires du Comecon, ainsi que vers les pays en voie de développement, entre autres ceux de la zone sterling, de l'Amérique latine et la République démocratique du Congo-Léopoldville.

L'évolution des exportations par groupes de produits a été relativement hétérogène. L'intensification de la concurrence a donné lieu à un plafonnement des exportations de produits textiles et à un fléchissement de celles de combustibles solides, d'huiles minérales et de verres et glaces. Par contre, les livraisons de matériel de transport au premier semestre de 1965 ont dépassé de 45,3 p.c. celles de la période correspondante de 1964, en grande partie en raison de la mise en activité, depuis le milieu de 1964, d'une importante usine d'assemblage automobile. Pour les mêmes périodes, les exportations de produits agricoles et alimentaires ont augmenté de 35,4 p.c., grâce à l'ouverture graduelle de débouchés dans la Communauté Economique Européenne résultant de l'organisation commune de marchés, notamment pour la viande bovine, le lait et les produits laitiers à partir du 1^{er} novembre 1964. Les livraisons de produits chimiques et de matières plastiques ont progressé de 19,3 p.c. et celles de métaux communs, de 13,8 p.c. Les accroissements enregistrés par les rubriques précitées représentent au total 98 p.c. de l'augmentation que les exportations globales ont accusée du premier semestre de 1964 à celui de 1965.

Pour la même période, les importations n'ont marqué qu'un progrès de 3,4 p.c. en valeur. Leur quasi-stabilisation résulte de l'ac-

tion de plusieurs facteurs. Le premier est la détente conjoncturelle qui a amené les industries à comprimer leurs stocks de matières premières et à freiner leur réapprovisionnement. Les importations de biens de production s'en sont ressenties également. De plus, les achats de biens d'équipement sont demeurés étales au cours des douze derniers mois. D'autre part, les récoltes de 1964 ayant été supérieures à celles de 1963, les approvisionnements en produits agricoles ont moins progressé en 1965.

Parmi les principaux mouvements qui se sont produits dans les courants d'importation du premier semestre de 1964 à celui de 1965, il y a lieu de noter, d'une part, une augmentation de 12,7 p.c. des importations de produits chimiques et de matières plastiques, de 8 p.c. de celles de métaux communs, de 12,9 p.c. de celles de matériel de transport et de 5,2 p.c. de celles de produits minéraux, et, d'autre part, une réduction de 6,9 p.c. des importations de matières textiles, de 5,1 p.c. de celles de pierres et métaux précieux et de 1 p.c. de celles de machines, appareils et matériel électrique.

A la détérioration de la balance commerciale au premier semestre de 1964 a succédé ainsi une amélioration notable : le taux de couverture des importations par les exportations, tombé à 93,1 p.c. au premier semestre de 1964, est remonté à 95,7 p.c. le semestre suivant et à 101,3 p.c. au premier semestre de 1965.

La répartition géographique des balances commerciales révèle un accroissement de l'excédent sur l'ensemble des pays partenaires de la Communauté Economique Européenne allant de pair avec une réduction du déficit dans les échanges extra-communautaires. Le premier mouvement provient essentiellement de l'apparition d'un boni vis-à-vis de l'Allemagne

Tableau X. **Balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les pays partenaires de la Communauté Economique Européenne**
(moyenne mensuelle en milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	Total
1963	- 0,37	- 0,26	+ 0,80	+ 1,41	+ 1,08
1964 1 ^{er} semestre	- 0,44	- 0,28	- 0,03	+ 1,74	+ 0,99
2 ^e semestre	+ 0,32	+ 0,03	- 0,08	+ 1,61	+ 1,88
1965 1 ^{er} semestre	+ 0,60	- 0,26	- 0,06	+ 1,90	+ 2,18

fédérale. La balance commerciale avec ce pays s'est retournée au second semestre de 1964, en partie par suite de la mise en activité en Belgique d'une importante usine d'assemblage automobile qui écoule la presque-totalité de sa production en Allemagne. De plus, les échanges avec les Pays-Bas ont laissé un boni croissant. La balance commerciale avec la France, en amélioration au second semestre de 1964, s'est dégradée au semestre suivant. Les échanges commerciaux avec l'Italie, qui avaient

fléchi dans les deux sens au premier semestre de 1964, se sont stabilisés depuis lors, laissant un faible déficit.

La balance commerciale avec les partenaires européens de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, à l'exclusion des pays de la Communauté Economique Européenne, est devenue excédentaire au premier semestre de 1965, malgré un déficit inchangé de 0,7 milliard vis-à-vis du Royaume-Uni.

Tableau XI.

**Balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les pays non membres de la
Communauté Economique Européenne**
(moyenne mensuelle en milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	Pays européens de l'O.C.D.E.		Etats-Unis	Autres pays	Total
	Ensemble	Royaume-Uni			
1963	+ 0,10	- 0,60	- 0,26	- 2,06	- 2,22
1964 1 ^{er} semestre	- 0,07	- 0,71	- 0,25	- 2,38	- 2,70
2 ^e semestre	- 0,16	- 0,77	- 0,36	- 2,42	- 2,94
1965 1 ^{er} semestre	+ 0,37	- 0,72	- 0,05	- 2,16	- 1,84

Le déficit commercial avec les Etats-Unis, en nette augmentation au second semestre de 1964, a été quasiment résorbé dans les mois suivants; la progression déjà mentionnée des exportations de l'U.E.B.L. s'est accompagnée d'un recul des importations. Vis-à-vis de l'ensemble des autres pays, comprenant en majorité des pays en voie de développement, le déficit de la balance commerciale a diminué dans une mesure appréciable, une stagnation des importations de l'U.E.B.L. étant allée de pair avec un nouveau progrès des exportations.

*
**

De même que les statistiques douanières, commentées ci-dessus, les statistiques de la balance des paiements établies par la Banque font apparaître un changement fondamental dans les opérations avec l'étranger au cours de 1964 : sous l'influence des opérations sur marchandises, les transactions courantes ont laissé un excédent de 5,9 milliards au dernier trimestre de l'année, contre un déficit de 6 milliards pour les neuf mois précédents ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ L'évolution de la balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1964 a été décrite dans le *Bulletin* de juin, pp. 717-744.

Au premier semestre de 1965, ces transactions ont accusé un surplus de 6,7 milliards, qui, sur une base trimestrielle, est nettement inférieur au boni exceptionnel des derniers mois de 1964; il est attribuable aux opérations sur biens et services, à concurrence de 6,2 milliards, et aux transferts, pour 0,5 milliard. Le surplus de 6,2 milliards des opérations sur biens et services résulte par solde d'un excédent des exportations sur les importations, de recettes nettes au titre des opérations d'arbitrage sur marchandises et du travail à façon et d'un déficit des transactions sur services. Les règlements recensés sous les rubriques « Exportations » et « Importations » se sont clôturés au premier trimestre par un surplus de 1,8 milliard; au second trimestre, toutefois, les exportations n'ont plus dépassé les importations que de 0,2 milliard. Au total, les recettes nettes provenant des opérations d'arbitrage sur marchandises et du travail à façon se sont élevées au premier semestre à 5,4 milliards, soit un montant approximativement égal aux bonis enregistrés au cours des deux semestres de 1964. Quant au déficit des opérations sur services, il s'est élevé à 1,2 milliard au premier semestre de 1965, contre

0,8 milliard au deuxième semestre et 1,8 milliard au premier semestre de 1964.

Pour l'ensemble des six premiers mois de 1965, les entrées nettes de capitaux des entreprises et particuliers se sont élevées à 4 milliards, dont 0,9 milliard a pour origine des opérations d'organismes paraétatiques d'exploitation et 3,1 milliards, des opérations du secteur privé. Les recettes au titre des opérations des organismes paraétatiques d'exploitation s'expliquent essentiellement par l'émission d'un emprunt en dollars par la Régie des Télégraphes et des Téléphones. Quant aux entrées nettes de capitaux du secteur privé, elles proviennent d'opérations autres que les opérations identifiées sur valeurs mobilières; celles-ci se sont en effet équilibrées par solde pour l'ensemble du premier semestre, en dépit de la reprise d'achats nets de valeurs étrangères par les résidents au second trimestre.

Enfin, les mouvements de capitaux des pouvoirs publics se sont soldés, au premier semestre, par une sortie nette de 4,2 milliards. L'Etat belge a effectué des remboursements sur sa dette en devises ainsi que sur sa dette en francs belges logées à l'étranger pour un montant de 4,3 milliards; il a, en outre, payé des amortissements à concurrence de 0,5 milliard sur la dette du Congo dont il assume la charge aux termes de la Convention du 6 février entre la Belgique et la République

démocratique du Congo. Les autres pouvoirs publics, en l'occurrence la Ville d'Anvers, ont fait, par contre, appel à l'étranger à concurrence de 0,8 milliard.

Développements monétaires et financiers.

Le renversement de la balance des opérations avec l'étranger a été un des développements par lequel s'est opérée une accélération de la création de liquidités monétaires.

L'augmentation du stock monétaire au premier semestre de 1965 a été de 11,9 milliards. Comme le montrent les données du tableau XII, le rythme d'expansion du stock monétaire qui, sur la base des moyennes semestrielles, avait fléchi de 6 p.c. au premier semestre de 1963 à 3,4 p.c. au semestre suivant et à 2,4 p.c. au premier semestre de 1964, s'est accéléré au second semestre de 1964 et au premier semestre de 1965; pour ces deux dernières périodes, les taux d'accroissement sont en effet respectivement de 3,5 et 4,2 p.c. Au travers de mouvements saisonniers, la proportion de la monnaie scripturale dans le stock monétaire global continue à s'accroître modérément.

La progression des liquidités quasi monétaires dans les banques s'est également fortement accélérée au premier semestre : elle a été de 8,2 p.c. contre 1,5 et 9,2 p.c. respecti-

Tableau XII.

Stock monétaire, liquidités quasi monétaires logées dans les banques et les caisses d'épargne

	Stock monétaire			Liquidités quasi monétaires logées dans les banques				Dépôts d'épargne logés dans les caisses d'épargne	
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale	Total	Dépôts à terme	Dépôts en devises	Carnets de dépôts	Total	A la C.G.E.R.	Dans les caisses d'épargne privées
<i>a) Moyennes des encours de la période (milliards de francs)</i>									
1963 1 ^{er} semestre	144,3	116,6	260,9	28,2	7,8	21,9	57,9	93,6	36,3
2 ^e semestre	150,7	119,0	269,7	26,9	8,6	26,4	61,9	94,9	39,3
1964 1 ^{er} semestre	153,0	123,1	276,1	26,4	9,6	31,6	67,6	98,1	42,3
2 ^e semestre	159,2	126,6	285,8	28,9	5,7	34,0	68,6	98,7	44,8
1965 1 ^{er} semestre	163,4	134,3	297,7	31,9	4,7	37,6	74,2	p104,3	48,5
<i>b) Variations par rapport à la moyenne semestrielle précédente (pour cent)</i>									
1963 1 ^{er} semestre	+ 5,2	+ 7,1	+ 6,0	- 9,6	- 4,9	+ 18,4	...	+ 5,1	+ 9,7
2 ^e semestre	+ 4,4	+ 2,1	+ 3,4	- 4,6	+ 10,3	+ 20,5	+ 6,9	+ 1,4	+ 8,3
1964 1 ^{er} semestre	+ 1,5	+ 3,4	+ 2,4	- 1,9	+ 11,6	+ 19,7	+ 9,2	+ 3,4	+ 7,6
2 ^e semestre	+ 4,1	+ 2,8	+ 3,5	+ 9,5	- 40,6	+ 7,6	+ 1,5	+ 0,6	+ 5,9
1965 1 ^{er} semestre	+ 2,6	+ 6,1	+ 4,2	+ 10,4	- 17,5	+ 10,6	+ 8,2	p+ 5,7	+ 8,3

p Chiffres provisoires.

vement au cours des deux semestres précédents, dont le dernier avait été marqué par une réduction importante des dépôts en devises.

Même phénomène d'accélération en ce qui concerne la formation de dépôts d'épargne auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et des caisses d'épargne privées : leur rythme d'accroissement a été de 6,5 p.c. au premier semestre, contre 2,2 et 4,6 p.c. respectivement aux deuxième et premier semestres de 1964.

Au total, l'ensemble des actifs financiers ci-dessus recensés a progressé, au premier semestre, de 26,8 milliards ou 5,4 p.c. par rapport au deuxième semestre de 1964, contre 13,8 milliards ou 2,8 p.c. au semestre précédent et 18,3 milliards ou 3,9 p.c. au premier semestre de 1964. L'augmentation du premier semestre de 1965 est la plus élevée enregistrée depuis juin 1962.

Une ventilation des modifications intervenues au premier semestre de 1965 dans les composantes des actifs financiers précités, fait apparaître les mouvements suivants : un accroissement de 10,4 p.c. des avoirs en francs belges en comptes bancaires à terme, de 10,6 p.c. des carnets de dépôts dans les banques, de 5,7 p.c. des dépôts d'épargne auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, de 8,3 p.c. des dépôts dans les caisses d'épargne privées, de 6,1 p.c. des encaisses en monnaie scripturale et de 2,6 p.c. de celles en monnaie fiduciaire.

Au surplus, les souscriptions nettes du public (ensemble des souscriptions, après déduction de celles des organismes monétaires et de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite) aux émissions de bons de caisse et d'obligations des institutions publiques de crédit, sont passées de 4,5 milliards au premier semestre de 1964, à 5,1 et 6,8 milliards respectivement pour les deux semestres suivants.

Outre les influences d'ordre économique général, sur lesquelles nous reviendrons encore, cette création accélérée de liquidités a subi l'influence de certains facteurs particuliers.

L'évolution des dépôts à terme en francs belges dans les banques a probablement encore été influencée par les modifications des conditions de rémunération de ces dépôts

décidées en 1964. Par ailleurs, leur progression est concomitante d'une nouvelle réduction des dépôts en devises. Pour ce qui est des avoirs en carnets de dépôts dans les banques, si leur développement au premier semestre de 1965, par rapport au semestre précédent, excède nettement celui du second semestre de 1964, il est, par contre, resté sensiblement en deçà des taux relevés pour les périodes antérieures pendant lesquelles l'effet des exonérations fiscales, décidées en novembre 1962, s'était fait sentir pour la première fois. En revanche, les banques n'ont presque plus développé leurs émissions nettes de bons de caisse et d'obligations depuis la fin de 1962, la récolte de fonds d'un coût relativement moins élevé ayant été abondante.

L'augmentation des dépôts d'épargne de particuliers auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite a été favorisée par le relèvement, à dater du 1^{er} janvier 1965, du montant maximum des dépôts sur lequel est crédité un taux de 3 p.c. et du taux de la prime de fidélité; la majoration de cette dernière s'accompagne d'une réduction de 15 jours de la période pendant laquelle les sommes doivent rester en dépôt sans interruption pour pouvoir bénéficier de la prime de fidélité; en outre, la constitution de dépôts d'épargne a été favorisée par la décision de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite de prélever sur son fonds de réserve un montant de un milliard de francs qui sera réparti entre les livrets d'épargne au marc le franc des intérêts bonifiés à chacun d'eux pour l'ensemble des années 1961 à 1965.

L'augmentation au premier semestre de 1965, par rapport au deuxième semestre de 1964, du rythme de constitution des dépôts d'épargne de particuliers auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite est allée de pair avec une accélération du rythme de formation des dépôts auprès des caisses d'épargne privées.

Les développements d'ordre économique général, qui sont à l'origine de la création de liquidités, apparaissent en premier lieu dans les statistiques relatives aux besoins des agents économiques en moyens de paiement. En l'absence d'un meilleur repère et bien qu'il corresponde à une somme de valeurs ajoutées, le produit national brut peut être considéré comme un indice représentatif de l'évolution des transactions.

Tableau XIII.

**Produit national brut, stock monétaire
et coefficient de rotation des encaisses scripturales**

	Moyenne mensuelle du P.N.B. à prix constants	Moyenne mensuelle du P.N.B. à prix courants	Stock monétaire moyen	Coefficient de rotation		Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue et des avoirs en C.C.P. (milliards de francs) ³	
	(variations en pour cent par rapport à la période précédente)			des dépôts bancaires à vue ¹	des avoirs en C.C.P. ²		
1960	+ 5,7	+ 6,5	+ 2,1	2,06	3,04	186,6	
1961	+ 4,9	+ 5,8	+ 4,9	2,18	2,96	199,9	
1962	+ 4,9	+ 6,8	+ 7,0	2,23	2,89	218,3	
1963	+ 4,8	+ 7,8	+ 10,1	2,23	2,85	239,6	
1964 1 ^{er} semestre	+ 4,9	+ 8,5	+ 4,1	2,47	3,06	274,4	
2 ^e semestre	+ 2,1	+ 3,8	+ 3,5	2,46	3,10	277,0	
1965 1 ^{er} semestre e	+ 1,4	+ 3,5	+ 4,2	2,50	3,33	302,4	

¹ Approximations données par le total des débits en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers, ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements de comptes à comptes constituant double emploi, qui résultent de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

³ Moyennes mensuelles par mois type de 25 jours.

e Estimations.

Il ressort du tableau ci-dessus que, par rapport au deuxième semestre de 1964, la progression, au premier semestre de 1965, du stock monétaire moyen est de 4,2 p.c., alors qu'elle est de 1,4 p.c. pour le produit national à prix constants. Dès lors, les besoins du financement en volume des transactions ne suffisent apparemment pas à rendre compte de l'évolution du stock monétaire. Celle-ci est mieux en rapport avec l'accroissement en valeur des transactions : d'après les indications actuellement disponibles, il semble qu'on puisse en effet estimer à 3,5 p.c. environ l'augmentation du produit national brut à prix courants au premier semestre de 1965 par rapport au second semestre de 1964. Mais, en même temps, le coefficient de rotation des dépôts bancaires à vue et des avoirs à l'Office des Chèques Postaux a encore légèrement augmenté, traduisant une utilisation rapide de la monnaie scripturale.

Une certaine masse de liquidités monétaires a néanmoins dû être accumulée pour d'autres motifs que le règlement immédiat des transactions et serait donc devenue moins active. Une plus grande préférence pour les liquidités quasi monétaires s'est également manifestée. Ce phénomène s'intègre dans le nouveau climat conjoncturel caractérisé, à partir du milieu de 1964, par une propension moins forte à dépenser. Cet affaiblissement de la

propension à dépenser des agents économiques — que ce soit sous la forme de consommation, d'investissements fixes ou de stockage — apparaît à la fois comme un phénomène de correction spontanée des déséquilibres inflationnistes et comme le résultat de la politique suivie par les autorités, notamment sur le plan du crédit, dans le même but. Il s'est concrétisé par un surplus important de la balance des transactions courantes avec l'étranger; l'apparition de ce surplus traduit une détente relative de la dépense intérieure globale dont l'accroissement des épargnes financières liquides est une autre manifestation; à cette demande accrue de liquidités répond d'ailleurs l'offre qui s'opère à partir du surplus sur l'étranger, devenu source principale de création d'encaisses monétaires et d'avoirs quasi monétaires auprès des banques; compte tenu également des opérations en capital des entreprises et particuliers, cette création de liquidités s'est élevée à 8,2 milliards au second semestre de 1964 et 8,3 milliards au premier semestre de 1965, alors qu'au premier semestre de 1964 les opérations avec l'étranger avaient donné lieu à une destruction de liquidités de 1,4 milliard.

La demande de liquidités monétaires et quasi monétaires a aussi été satisfaite, au premier semestre, à concurrence de 5,6 milliards par le financement monétaire des pouvoirs

Tableau XIV.

**Origines des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires
auprès des banques**

(milliards de francs)

	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Financement monétaire des pouvoirs publics	Monétisation d'effets publics	Crédits aux entreprises et particuliers ¹	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Divers	Total (1) à (7) = (9) + (10) = (8)	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires
					de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers				
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
1963 1 ^{er} semestre ...	+ 3,2	+ 16,8	+ 0,5	+ 5,8	- 1,3	...	- 2,6	+ 22,4	+ 18,8	+ 3,6
2 ^e semestre ...	- 4,6	+ 7,0	- 2,2	+ 11,5	+ 0,8	+ 1,0	- 2,3	+ 11,2	+ 6,6	+ 4,6
1964 1 ^{er} semestre ...	- 1,4	+ 9,4	- 0,8	+ 7,6	- 0,6	- 3,8	...	+ 10,4	+ 8,1	+ 2,3
2 ^e semestre ...	+ 8,2	+ 4,7	- 2,4	+ 4,0	+ 1,0	+ 1,6	- 1,7	+ 15,4	+ 11,6	+ 3,8
1965 1 ^{er} semestre ... p	+ 8,3	+ 5,6	- 0,8	+ 4,9	- 0,5	- 0,6	+ 2,2	+ 19,1	+ 13,1	+ 6,0

¹ Variations de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

p Chiffres provisoires.

publics, contre 4,7 et 9,4 milliards respectivement au second et au premier semestre de 1964.

Dans le montant de 5,6 milliards, le financement de l'Etat intervient pour 3,4 milliards et celui des autres pouvoirs publics, pour 2,2 milliards (voir tableau XV). Comparativement au premier semestre de 1964, le Trésor a pu réduire sensiblement son nouveau recours aux organismes monétaires, malgré l'aggravation du déficit de trésorerie.

Tableau XV.

Financement monétaire des pouvoirs publics

(milliards de francs)

	Financement de l'Etat	Financement des autres pouvoirs publics	Total
1963 1 ^{er} semestre	+ 18,0	- 1,2	+ 16,8
2 ^e semestre	+ 6,0	+ 1,0	+ 7,0
1964 1 ^{er} semestre	+ 8,1	+ 1,3	+ 9,4
2 ^e semestre	+ 3,9	+ 0,8	+ 4,7
1965 1 ^{er} semestre ... p	+ 3,4	+ 2,2	+ 5,6

p Chiffres provisoires.

Pour le premier semestre de l'année, les besoins nets de financement de l'Etat correspondant à la différence entre le déficit de trésorerie et les amortissements de la dette publique ont atteint 16,2 milliards contre

13,5 milliards au cours de la période correspondante de 1964. Le déficit du budget ordinaire s'est accru de 2,4 milliards; l'accroissement des recettes (+ 3,6 milliards) a été moins important, en effet, que celui des dépenses (+ 6 milliards). La majoration des dépenses ordinaires résulte principalement de l'accroissement des charges au titre des traitements, salaires et pensions, de l'assurance maladie-invalidité, de l'enseignement et des intérêts de la dette. Du côté des recettes, le fait important à relever est la très nette diminution de la progression des recettes fiscales au cours des six premiers mois de l'année (+ 3,2 milliards) comparativement à la même période de 1964 (+ 11,2 milliards).

Les ressources que le marché belge a fournies à l'Etat au premier semestre (19,4 milliards) ont permis à celui-ci, non seulement de couvrir la totalité de ses besoins (16,2 milliards), mais encore de réduire de 3,2 milliards son endettement à l'égard des marchés étrangers. Cependant, la structure de la dette en francs belges s'est détériorée d'une période à l'autre, ainsi qu'il ressort du tableau XVII.

Il y a lieu de rappeler, toutefois, qu'il a été procédé, au cours du premier semestre de 1964, à un remboursement de 7,5 milliards de certificats de trésorerie à moyen terme, en l'occurrence les certificats 1958-1964, inclus dans la dette flottante mais que l'on peut

Tableau XVI.

Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture

(milliards de francs)

	Opérations budgétaires					Solde des opérations extra-budgétaires (6)	Déficit de trésorerie (5) + (6) = (7)	Amortissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires (8)	Besoins nets de financement de l'Etat ²		
	Budget ordinaire			Solde du budget extra-ordinaire (4)	Solde budgétaire total (3) + (4) = (5)				Total général (7) + (8) = (9)	couverts par recours aux marchés	
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Solde (1) - (2) = (3)							belge ³ (10)	étrangers ⁴ (11)
1960	108,1	111,2	-3,1	-23,4	-26,5	-3,9	-30,4	8,6	-21,8	+11,7	+10,1
1961	120,4	126,0	-5,6	-14,2	-19,8	-6,5	-26,3	9,0	-17,3	+13,8	+ 3,5
1962	131,2	130,1	+1,1	-17,3	-16,2	-3,7	-19,9	7,6	-12,3	+20,1	- 7,8
1963	139,5	143,0	-3,5	-21,6	-25,1	-7,8	-32,9	9,6	-23,3	+10,8	+12,5
1964	157,8	155,3	+2,5	-23,8	-21,3	-5,1	-26,4	11,4	-15,0	+13,9	+ 1,1
1964 1 ^{er} semestre	75,2	81,7	-6,5	-11,4	-17,9	-1,8	-19,7	6,2	-13,5	+11,8	+ 1,7
1965 1 ^{er} semestre	78,8	87,7	-8,9	-12,4	-21,3	-0,7	-22,0	5,8	-16,2	+19,4	- 3,2

¹ D'après les situations de la dette publique.

² Correspondent aux variations de la dette publique directe et indirecte après élimination des variations comptables et des doubles emplois.

³ Accroissements de la dette qui n'est ni logée à l'étranger, ni financée par les banques belges au moyen de fonds étrangers.

⁴ Mouvements de la dette, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire des banques belges.

considérer comme ressortissant à la dette consolidée. Même après cette correction, la détérioration de la structure de la dette, quoique nettement moins apparente, subsiste en 1965.

cours du premier semestre, contre 1,3 milliard durant la même période de 1964. La majeure partie de ce financement résulte, pour des parts sensiblement égales, de l'octroi de crédits d'avances et de l'achat par des organismes monétaires du produit d'emprunts en devises émis par ces pouvoirs publics.

Tableau XVII.

Dette publique en francs belges¹

(variations en milliards de francs)

	Dette consolidée	Dette flottante	Total
1964 1 ^{er} semestre	+ 18,4	- 6,3	+ 12,1
1965 1 ^{er} semestre	+ 9,7	+ 10,0	+ 19,7

¹ Après élimination des variations comptables et des doubles emplois.

Nonobstant cette détérioration et le fait que la dette totale se soit accrue davantage en 1965, la partie de l'augmentation de la dette qui a donné lieu à une création de monnaie parce que financée par des organismes monétaires ou par l'étranger, s'est réduite d'un semestre à l'autre. En effet, pour les six premiers mois de l'année, le financement monétaire de l'Etat a contribué, comme il a été mentionné plus haut, pour 3,4 milliards à la création de liquidités dans l'économie, contre 8,1 milliards au cours de la même période de 1964.

Le financement monétaire des pouvoirs publics autres que l'Etat a donné lieu à une création de liquidités de 2,2 milliards au

Tableau XVIII.

Monétisation d'effets publics

(milliards de francs)

	Par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (1)	Achats (+) ou ventes (-) sur le marché par des organismes monétaires (2)	Monétisation d'effets publics ¹ (1) + (2) = (3)
1963 1 ^{er} semestre	+ 1,1	- 0,6	+ 0,5
2 ^e semestre	- 1,2	- 1,0	- 2,2
1964 1 ^{er} semestre	- 0,3	- 0,5	- 0,8
2 ^e semestre	- 0,7	- 1,7	- 2,4
1965 1 ^{er} semestre ... p	- 0,5	- 0,3	- 0,8

¹ Signe + = facteur de création de monnaie.

Signe - = facteur de destruction de monnaie.

p Chiffres provisoires.

Les opérations de démonétisation résultant des interventions des organismes monétaires sur le marché des effets publics existants ont entraîné une destruction de liquidités de 0,8 milliard, contre 2,4 milliards au second semestre de 1964 et 3,2 milliards

pour l'ensemble de cette dernière année. La destruction de liquidités au premier semestre de 1965 est imputable principalement à l'action du Fonds des Rentes, alors qu'en 1964 et 1963, elle était due essentiellement aux opérations effectuées à l'intervention des banques. Au cours de ces deux années, par suite de l'accroissement substantiel de la demande de crédits émanant des entreprises, les ressources af-

fectées par les banques à l'achat de fonds publics existants ont été inférieures à celles qui résultaient des remboursements de fonds publics et des ventes auxquelles elles ont pu procéder.

Une autre source de création de liquidités est constituée par les crédits octroyés par les organismes monétaires aux entreprises et aux particuliers.

Tableau XIX.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires

	Encours utilisés en fin de période (milliards de francs)				Mouvements entre l'encours au début et à la fin de chaque période (pour cent)	
	Total	dont :			Crédits aux entreprises et particuliers	Crédits aux entreprises et particuliers et crédits à l'exportation
		Crédits aux entreprises et particuliers	Crédits à l'étranger ¹	dont : Crédits à l'exportation		
1962	100,0	83,3	16,7	11,0	—	—
1963	119,6	100,8	18,8	12,0	+ 21,0	+ 19,6
1964 1 ^{er} semestre	128,1	108,3	19,8	13,8	+ 7,4	+ 8,2
2 ^e semestre	133,4	112,3	21,1	14,2	+ 3,8	+ 3,7
1965 1 ^{er} semestre	<i>p</i> 142,0 ²	<i>p</i> 117,2	24,8	16,3	+ 4,3	<i>p</i> + 5,5

¹ Crédits aux particuliers domiciliés à l'étranger, ainsi qu'aux entreprises industrielles, commerciales, artisanales et agricoles établies à l'étranger.

² Dont 130,4 milliards accordés par les banques de dépôts.

p Chiffres provisoires.

Après avoir considérablement fléchi au second semestre de 1964, par rapport au semestre précédent, le rythme d'accroissement de l'ensemble des crédits aux entreprises et particuliers et des crédits représentatifs de délais de paiement à l'exportation s'est accéléré au premier semestre de 1965. Cependant, le taux d'accroissement pour cette période, 5,5 p.c., est nettement en deçà du taux très élevé de 8,2 p.c. atteint au premier semestre de 1964. Si l'on exclut les crédits à l'exportation, le taux d'accroissement des crédits aux entreprises et particuliers est de 4,3 p.c. au premier semestre, contre 3,8 p.c. au second semestre de 1964 et 7,4 p.c. au premier trimestre de cette dernière année, époque à laquelle les autorités monétaires avaient été amenées à prendre les mesures visant à modérer l'expansion du crédit, qui ont été exposées en détail dans ce *Bulletin* (1).

La comparaison de l'évolution au premier semestre de 1964 et de 1965 des crédits ventilés en fonction de leur destination économique

apparente conduit aux constatations suivantes : d'une part, un ralentissement du rythme de progression des crédits ci-après : crédits liés à des importations, crédits d'investissement industriels, agricoles et artisanaux, crédits à la construction, prêts personnels et crédits finançant des ventes à tempérament; d'autre part, un accroissement du rythme de progression des crédits à l'exportation et des crédits dont la destination économique apparente n'est pas identifiée de façon formelle mais dont la majeure partie paraît bien financer des transactions intérieures commerciales.

Le ralentissement du rythme de développement des crédits à l'importation peut être rapproché dans une certaine mesure du plafonnement relatif des achats à l'étranger, celui des crédits d'investissement, de la propension moins forte à investir dans l'industrie. Quant au fléchissement de l'expansion des prêts personnels et des crédits finançant des ventes à tempérament et la construction, il répond dans son principe au souhait des autorités monétaires. Le montant plus élevé de la mobilisation auprès des banques des créances résultant

(1) Février 1965, pp. 156-158.

Tableau XX.

Ventilation, d'après leur destination économique apparente, des crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires

Mouvements entre le début et la fin de chaque période
(milliards de francs)

	Crédits aux entreprises et aux particuliers						Crédits à l'exportation	Total général
	Crédits à l'importation	Crédits d'investissement industriels, agricoles ou artisanaux ¹	Crédits à la construction ²	Crédits finançant des ventes à tempérament et des prêts personnels ³	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée ⁴	Total		
1964 1 ^{er} semestre	+ 0,8	+ 2,7	+ 0,5	+ 1,6	+ 2,0	+ 7,6	+ 1,8	+ 9,4
2 ^e semestre	—	+ 1,2	+ 0,1	— 0,1	+ 2,8	+ 4,0	+ 0,4	+ 4,4
1965 1 ^{er} semestre p	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,7	+ 2,6	+ 4,9	+ 2,1	+ 7,0

¹ Ont été considérés comme crédits d'investissement industriels, agricoles et artisanaux, les crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 et 18 juillet 1959 et 15 février 1961 (crédits subsidiés et/ou garantis) ainsi que les crédits non subsidiés ni garantis dont une partie au moins a une durée initiale de cinq ans et plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux (par exemple, crédits à l'exportation), ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil; sont également inclus dans la rubrique « Construction » les crédits à des sociétés immobilières et ceux qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Ensemble des crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), des prêts personnels consentis directement par les banques et des crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Il s'agit essentiellement de crédits finançant des transactions intérieures commerciales.

p Chiffres provisoires.

de délais de paiement accordés à des acheteurs étrangers est en relation avec l'élargissement des courants d'exportation.

De la fin de juin 1964 à la fin de juin 1965, l'accroissement absolu des moyens d'action des banques a été supérieur à celui de l'ensemble des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation qu'elles ont accordés aux entreprises et particuliers. Il s'ensuit que, d'une période à l'autre, les banques ont été à même de nourrir un encours plus élevé de ces crédits : le montant mobilisé a diminué de 2,5 milliards de la fin de juin 1964 à la fin de juin 1965, alors que simultanément l'encours logé dans les banques s'est accru de 11,4 milliards.

Si, débordant le cadre des crédits accordés à leur origine par les banques aux entreprises et

particuliers, on étend le champ d'observation aux crédits accordés aux mêmes bénéficiaires par l'ensemble des organismes monétaires, on constate que, de la fin de juin 1964 à la fin de juin 1965, ces crédits se sont accrus globalement de 8,9 milliards. Comme, pendant la même période, l'encours de ces crédits refinancés en dehors des organismes monétaires a diminué de 1 milliard, le montant des crédits aux entreprises et particuliers nourris par l'ensemble des organismes monétaires a, en fait, augmenté de 9,9 milliards. Par ailleurs, la diminution du refinancement en dehors des organismes monétaires, du 30 juin 1964 au 30 juin 1965, ne concerne pas exclusivement les créances sur les entreprises et particuliers : l'encours des créances commerciales sur l'é-

Tableau XXI.

Financement des crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers

(encours utilisés en fin de période, milliards de francs)

	Total	dont :			
		Financés par les organismes monétaires			Financés en dehors des organismes monétaires
		logés dans les banques	logés à la B.N.B.	logés dans les autres organismes	
1963 décembre	100,7	83,1	5,2	1,5	10,9
1964 juin	108,3	88,4	4,2	1,0	14,7
décembre	112,3	95,0	2,8	1,4	13,1
1965 juin	p 117,2	99,8	2,3	p 1,4	13,7

p Chiffres provisoires.

tranger refinancées en dehors des organismes monétaires a également fléchi d'un demi-milliard (voir tableau XIV).

Marché monétaire et taux d'intérêt.

Les marchés monétaires ont été caractérisés par une détente pendant les derniers mois de 1964 et les premiers mois de l'année en cours. L'abondance des liquidités, dont la création a été décrite ci-dessus, a entraîné, dans un contexte de détente conjoncturelle, une baisse des taux d'intérêt.

Au deuxième trimestre cependant, un resserrement s'est dessiné. Les taux se sont orientés à la hausse, indice d'une moindre aisance des marchés. Il semble que des éléments

autres que les facteurs saisonniers habituels qui déterminent normalement un resserrement des marchés pendant les mois d'été, ont produit leur effet. D'une part, les apports de capitaux étrangers qui avaient été particulièrement élevés dans la seconde moitié de 1964 en relation avec les difficultés rencontrées par certaines monnaies étrangères, se sont réduits et les marchés européens sont devenus plus étroits en conséquence des mesures prises par les Etats-Unis pour redresser leur balance des paiements. D'autre part, les besoins considérables du Trésor, qui se marquent notamment par l'importance des encours de ses certificats logés dans les organismes de crédit participant au marché monétaire, ont entretenu une pression persistante sur les taux.

Tableau XXII.

Argent au jour le jour ¹
(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total des capitaux prêtés ou empruntés	Retraits de capitaux
	les banques	le Fonds des Rentes	les autres organismes	les banques	le Fonds des Rentes	l'I.R.G. (emprunts nets)	les autres organismes		
1962	1,5	1,0	1,7	1,5	...	1,4	1,3	4,2	0,3
1963	1,6	0,2	1,8	1,6	0,1	1,1	0,8	3,6	...
1964 1 ^{er} trimestre	1,8	...	2,5	1,4	0,8	1,1	1,0	4,3	...
2 ^e trimestre	1,6	...	2,9	1,2	0,2	2,2	0,9	4,5	...
3 ^e trimestre	2,0	...	2,8	1,4	0,3	1,9	1,2	4,8	...
4 ^e trimestre	2,2	...	2,8	1,1	0,7	1,6	1,6	5,0	...
1965 1 ^{er} trimestre	2,0	0,3	2,3	1,4	...	1,6	1,6	4,6	0,3
2 ^e trimestre	1,6	0,3	2,6	1,5	...	2,2	0,8	4,5	...

¹ Y compris des capitaux traités en dehors du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ».
² Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

Le taux moyen pondéré de l'argent au jour le jour est passé d'un minimum de 1,77 en février 1963 à un maximum de 3,98 en juillet 1964. Une détente s'est amorcée en août 1964 et poursuivie presque sans interruption jusqu'en février 1965, mois pour lequel le taux moyen pondéré a été de 2,26. Par après, le taux a recommencé à monter : en juin 1965, il se situait à 3,57.

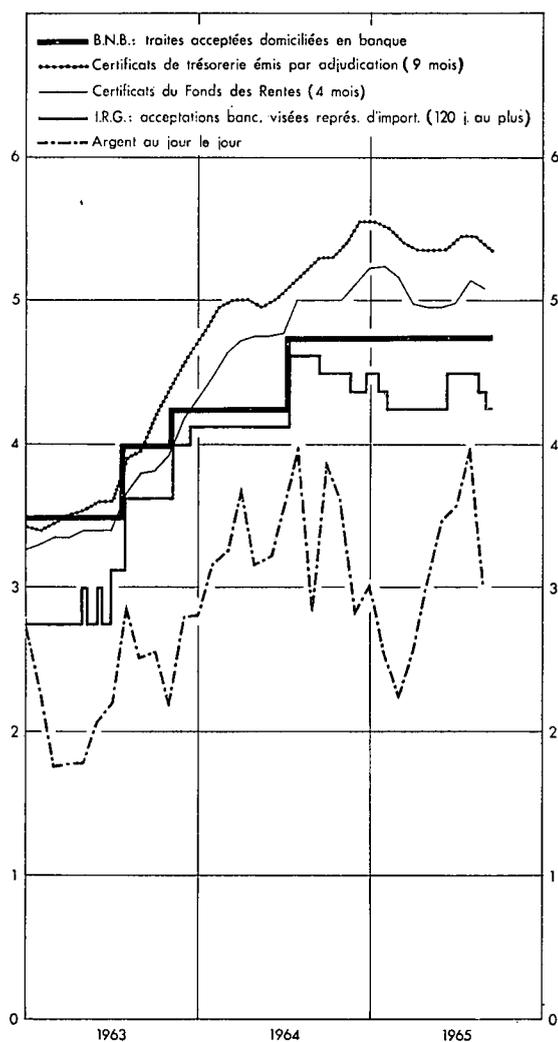
La baisse du taux qui s'est produite au second semestre de 1964 provient, comme le montrent les données du tableau XXII, de la combinaison d'un accroissement des apports nets des banques avec une diminution des emprunts de l'Institut de Réécompte et de Garantie.

Après l'échéance de fin 1964, l'aisance est réapparue sur le marché du call money. Le

13 janvier, les apports nets effectifs des banques s'élevèrent jusqu'à un maximum de près de 3,8 milliards. Dans le courant du mois de janvier, des offres de capitaux ont dû être retirées à plusieurs reprises et, pendant la plus grande partie du mois, l'Institut de Réécompte et de Garantie a trouvé sur ce marché des ressources suffisantes pour financer son portefeuille commercial.

Les tensions qui s'étaient manifestées à l'échéance de janvier ont persisté au début de février, notamment sous l'effet du versement par les banques du solde des souscriptions à l'emprunt de l'Etat 1965/1970/1976, 6,25 p.c. - 6,50 p.c. Mais le Fonds des Rentes a pu en atténuer l'ampleur. Ses interventions n'ont d'ailleurs été que de courte durée; à la suite de la diminution des besoins des banques

et de l'augmentation de l'offre émanant des autres organismes, le marché a retrouvé son aisance au point que des excédents d'offres de capitaux ont encore été enregistrés. Finalement, l'Institut de Réesc compte et de Garantie n'a dû faire appel à la Banque Nationale que pendant une très petite partie du mois de février.



La dernière semaine de mars a marqué un tournant dans l'évolution du marché du call money : c'est, en effet, à cette époque que se sont manifestés les premiers signes d'une moindre aisance, voire d'un resserrement, du marché qui allait persister pendant le second trimestre. Au cours de cette période, les prêts nets des banques n'ont plus atteint que 0,1 milliard, soit 0,5 milliard de moins que pendant le trimestre précédent, alors que d'un trimestre à l'autre, les emprunts nets de call money par l'Institut de Réesc compte et de Garantie ont augmenté de 0,6 milliard. Malgré

l'accroissement des apports nets des autres organismes, depuis la deuxième semaine de mars jusqu'à la fin de juin, l'Institut de Réesc compte et de Garantie a mobilisé presque en permanence auprès de la Banque une partie de son portefeuille commercial. De son côté, le Fonds des Rentes, qui, en mars et avril, n'était intervenu qu'aux échéances, a été amené à agir plus souvent comme prêteur du milieu du mois de mai à la fin du mois de juin.

Après la tension saisonnière de juillet, le marché du call money a retrouvé une situation plus aisée et les taux se sont orientés à la baisse.

En ce qui concerne le *marché des effets commerciaux et des acceptations*, il faut souligner dès l'abord que l'encours global des crédits d'escompte et d'acceptation nourris par les banques, tel qu'il est calculé au tableau XXIII, est monté d'une moyenne de 48,6 milliards au troisième trimestre de 1964 à 54,4 milliards au dernier trimestre de 1964 et à 57,2 milliards au premier trimestre de 1965, pour se stabiliser à 57,1 milliards au trimestre suivant.

L'augmentation du portefeuille global d'effets commerciaux et d'acceptations logés dans les banques, au quatrième trimestre de 1964, est allée de pair avec une diminution de l'encours global des crédits d'escompte et d'acceptation mobilisés. La réduction la plus importante, 3,4 milliards, concerne le portefeuille logé à la Banque Nationale, plus particulièrement l'encours cédé par les banques, qui avait atteint un montant très élevé dans le courant du troisième trimestre. A cette dernière époque, certains taux du marché se situaient à proximité et même au-delà des taux officiels; l'Institut de Réesc compte et de Garantie, limité par le plafond fixé à ses engagements, ne pouvait pas donner suite à toutes les offres.

Au cours du premier trimestre de 1965, l'encours global des effets commerciaux et des acceptations logés dans les organismes du marché hors banque, autres que l'Institut de Réesc compte et de Garantie, a enregistré une augmentation, qui n'a toutefois pas compensé la réduction globale des deux trimestres précédents. Si, pour sa part, le portefeuille de l'Institut de Réesc compte et de Garantie était également en augmentation, pendant le premier quart de 1965, son accroissement est cepen-

Tableau XXIII.

Localisation des effets commerciaux escomptés et des acceptations ¹*(encours en milliards de francs)*

Moyennes des fins de mois	Portefeuille logé				Total
	dans les banques	à l'I.R.G. 2	dans les autres organismes du marché	à la B.N.B. 3	
1963	41,4	0,7	18,0	6,0	66,1
1964 1 ^{er} trimestre	47,1	1,2	21,1	5,6	75,0
2 ^e trimestre	48,9	1,1	22,0	6,6	78,6
3 ^e trimestre	48,6	1,4	19,3	9,2	78,5
4 ^e trimestre	54,4	0,9	19,0	5,8	80,1
1965 1 ^{er} trimestre	57,2	1,5	20,3	3,8	82,8
2 ^e trimestre	57,1	1,7	20,3	6,0	85,1

¹ Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises résidentes ou à l'étranger.

² Encours du portefeuille à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la Banque Nationale.

³ Encours des crédits d'escompte des comptoirs et des effets commerciaux et acceptations bancaires réescomptés par la Banque Nationale à la demande des banques ou de l'I.R.G.

dant resté nettement inférieur au montant de la diminution du recours à la Banque Nationale; en outre, comme dit plus haut, l'Institut de Réescompte et de Garantie a pu, en janvier et février 1965, se procurer des ressources sur le marché du call à des taux en baisse. Dès lors, l'Institut, qui avait haussé ses taux en décembre de 1/8 p.c. pour les acceptations bancaires et commerciales visées ayant au plus 120 jours à courir, a été en mesure de les réduire de 1/8 p.c. en janvier 1965 et du même pourcentage le mois suivant. Les taux libres sur le marché hors banque ont baissé aussi en janvier et février et de façon d'ailleurs plus accentuée que les taux précités de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Au second trimestre de 1965, le portefeuille d'effets commerciaux et d'acceptations nourri par les banques a cessé d'augmenter. Par contre, le portefeuille de l'Institut de Réescompte et de Garantie s'est accru et le financement de la quasi-totalité de l'accroissement a dû être reporté sur la Banque Nationale. En effet, comme on l'a vu plus haut, l'aisance qui avait caractérisé le marché du call money dans la seconde moitié de 1964 et pendant la quasi-totalité du premier trimestre de 1965, ne s'est plus manifestée au deuxième trimestre et le coût de l'argent au jour le jour s'est élevé. Les taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie pour les acceptations bancaires et commerciales visées ayant au plus 120 jours à courir sont cependant restés, pendant la plus grande partie du second trimestre, au niveau atteint en février; c'est en juin seulement que ces taux ont été relevés, mais d'emblée le relè-

vement a été de 0,25 p.c. Quant aux taux libres sur le marché hors banque, ils sont montés par paliers au cours du deuxième trimestre : le taux des acceptations bancaires non visées ayant au plus 120 jours à courir dépassait, à la fin de juin, de 0,75 franc le taux appliqué aux opérations négociées à la fin de mars.

Au troisième trimestre, après la tension saisonnière, la situation plus aisée du marché de l'argent au jour le jour allait permettre à l'Institut de Réescompte et de Garantie de réduire à trois reprises (le 17 août, le 6 et le 28 septembre) de 1/8 p.c. ses taux d'achat d'acceptations visées à 120 jours maximum représentatives d'importations et d'exportations de marchandises. De même, les taux libres pratiqués sur le marché hors banque allaient se replier, certaines baisses étant apparues déjà dans le courant du mois de juillet.

Quant aux *effets publics à court terme*, la diminution prolongée de l'encours des effets détenus par les principaux intermédiaires financiers participant au marché monétaire, qui s'était amorcée dès 1962 et avait pris fin au quatrième trimestre de 1964, a fait place, depuis le premier trimestre de l'année en cours, à un gonflement considérable de cet encours. Le portefeuille de ces intermédiaires (banques, organismes publics de crédit, Caisse Générale d'Épargne et de Retraite) en certificats du Fonds des Rentes et en certificats de trésorerie à un an au plus souscrits avec des moyens d'action en francs belges, qui s'était réduit de 44,7 milliards au deuxième trimestre de 1962 à 25,6 milliards au troisième tri-

mestre de 1964, est remonté à 40,6 milliards durant le deuxième trimestre de l'année en cours. Les ressources procurées de la sorte au Trésor ont augmenté de 22,9 milliards en moyenne au troisième trimestre de 1964 à 33,9 milliards au deuxième trimestre de 1965.

Cette augmentation de 11 milliards des prêts au Trésor, d'une période à l'autre, s'est réalisée à concurrence de 7,9 milliards par l'accroissement du portefeuille de certificats de trésorerie des organismes publics de crédit et de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, et, pour le solde, par l'augmentation de l'encours des effets publics dans les banques.

En ce qui concerne les taux des effets publics considérés, la majoration, en novembre 1964, du taux des certificats à très court terme et les relèvements, en novembre et décembre 1964, du taux des certificats du Fonds des Rentes et des certificats émis par adjudications mensuelles ont marqué l'achèvement du mouvement de hausse en cours depuis 1962.

Les taux des certificats de trésorerie à très court terme et celui des certificats du Fonds des Rentes ont baissé en janvier, février et mars 1965. Après être demeurés stables en avril et mai, ils ont à nouveau haussé passagèrement en juin et en juillet. Cependant, le mouvement de baisse allait réapparaître à partir du mois d'août, conformément à la tendance générale du marché monétaire. Le 15 septembre, les taux des certificats de trésorerie à très court terme allaient être inférieurs de 0,15 franc à leur niveau de décembre 1964, le taux des certificats du Fonds des Rentes étant en recul de 0,25 franc.

Pour les certificats de trésorerie émis par adjudications mensuelles, le premier mouvement de baisse s'est situé aux adjudications des 9 février, 9 mars et 13 avril. Les montants adjugés les 11 mai et 8 juin l'ont été aux mêmes taux que le 13 avril, mais l'adjudication du 13 juillet a donné lieu à une hausse qui, toutefois, a été annulée par l'adjudication du 14 septembre. A ce moment, les taux étaient inférieurs de 0,20 franc aux taux de l'adjudication du 8 décembre 1964.

Sur le marché des capitaux, le taux de rendement moyen des emprunts d'Etat émis avant le 1^{er} décembre 1962 et ayant encore de 5 à moins de 20 ans à courir a atteint 5,68 p.c. au début d'octobre 1964, soit le

taux le plus élevé depuis janvier 1962. Le fléchissement qui s'est produit pendant les premiers mois de 1965 a ramené ce taux à 5,51 p.c. au début d'avril, minimum pour le premier semestre de 1965; au début de juillet, le taux de rendement moyen de ces emprunts était de 5,61 p.c.; au début de septembre, il allait revenir à 5,57 p.c. A cette même date, le taux des emprunts d'Etat à échéances similaires émis après le 1^{er} décembre 1962 et donc soumis au précompte mobilier s'élevait à 6,39 p.c., après être passé par un minimum de 6,34 p.c. au début du mois d'août.

Les rendements moyens des emprunts consolidés de l'Etat émis depuis octobre 1964 ont été les suivants : 6,44 p.c. pour l'emprunt d'octobre 1964, 6,48 p.c. pour l'emprunt de janvier 1965 et 6,40 p.c. pour l'emprunt de mai 1965. La réduction du taux de rendement moyen de l'emprunt de mai par rapport à celui de janvier est allée de pair avec un allongement de la durée maximale de vie des titres : 11 ans et 6 mois pour l'emprunt de janvier, 13 ans pour celui de mai.

Conclusions générales.

La description des principaux développements économiques et financiers, tels qu'ils se présentaient au milieu de 1965, a révélé la persistance de la haute conjoncture, accompagnée de plusieurs symptômes concordants d'une certaine détente.

La continuation de la haute conjoncture apparaît dans une nouvelle progression, quoique affaiblie, de l'activité industrielle, dans l'expansion des exportations à la faveur d'un contexte économique international favorable, dans le maintien du plein emploi et dans le fait que la durée assurée de l'activité dans l'industrie manufacturière et la construction, après un recul en septembre et octobre 1964, s'est stabilisée au premier semestre de 1965; enfin, la demande de crédit est restée soutenue et le mouvement de baisse des taux d'intérêt a cessé à la fin du second trimestre.

A côté de ces indicateurs d'une haute conjoncture, plusieurs symptômes d'une détente conjoncturelle se sont manifestés : les besoins non satisfaits de main-d'œuvre ont diminué, tandis que la courbe d'évolution de la production et des importations s'est infléchie et que la hausse des prix industriels

a pris fin; la tendance à la baisse des taux d'intérêt, bien qu'elle soit restée hésitante et qu'elle ait été interrompue par un revirement à la hausse à la fin du second trimestre, s'est intégrée également dans l'ensemble des indicateurs de la détente.

La situation conjoncturelle était dès lors incertaine au milieu de 1965 : elle pouvait correspondre au début d'une phase de ralentissement, mais elle pouvait aussi constituer une simple pause qui serait bientôt suivie de nouvelles tensions.

Les données les plus récentes ne lèvent pas cette incertitude. Le contexte économique international reste favorable dans son ensemble et le plein emploi de la main-d'œuvre est sauvegardé. Mais les carnets d'ordres tendent, en moyenne, à se dégarnir très légèrement, notamment à la suite d'un affaiblissement de la demande de produits sidérurgiques, après la solution du conflit dans la sidérurgie américaine. Les dépenses d'investissement plafonnent, au total, dans les entreprises existantes, mais quelques nouveaux projets industriels sont près d'être mis en route. Les dépenses publiques marquent une progression rapide dont la formation de capital ne bénéficie toutefois pas assez. La propension à consommer des particuliers est moins vive qu'il y a un an; aussi les épargnes financières liquides s'accumulent-elles plus rapidement. Le solde des transactions courantes avec l'étranger indique que le déséquilibre antérieur s'est résorbé et au-delà, tandis que l'équilibre intérieur est réalisé en termes de prix de gros alors qu'une pression à la hausse des coûts subsiste et que se poursuivent les relèvements des prix de détail.

Dans ces conditions, la Banque Nationale a décidé, au début du mois de juillet, d'aménager la politique de modération de crédit. Le principe en est maintenu, mais l'application des limitations quantitatives précises que la Banque avait demandé aux banques de s'imposer, est suspendue. En outre, la Banque a décidé de ne plus demander à la Commission bancaire de proroger l'application du coefficient de réserve monétaire au-delà du 15 juillet.

Cependant, elle a estimé que, dans les circonstances actuelles, la suspension jusqu'à

nouvel avis des limitations globales à l'expansion des crédits ne dispense pas les banques de veiller à se montrer sélectives dans l'octroi de certains types de crédits et d'observer avec soin les règles d'une saine gestion bancaire. Soucieuse de contribuer, par la politique de crédit, à la continuation d'une expansion ordonnée de l'économie, la Banque a recommandé aux banques :

a) d'éviter toute accélération du rythme d'accroissement de l'encours des crédits finançant des opérations immobilières et notamment la construction, car les tensions sont toujours manifestes dans ce secteur;

b) d'éviter toute accélération du rythme d'accroissement de l'encours des prêts personnels, des crédits finançant directement ou indirectement des ventes à tempérament et des crédits de caisse susceptibles de financer des dépenses de consommation; en effet, dans l'immédiat, les prix à la consommation sont encore orientés à la hausse et, par ailleurs, si le ralentissement de la conjoncture s'affirmait, un endettement excessif des consommateurs constituerait un risque supplémentaire de retournement de la conjoncture;

c) d'être attentives à la tendance que pourraient manifester certaines entreprises à s'endetter exagérément; il y a lieu de se garder de ce danger, car, en cas de ralentissement de la conjoncture, il risquerait également d'accentuer un retournement et, en outre, de compromettre la solvabilité des entreprises et de geler les crédits bancaires dont elles disposent. Pour prévenir ce risque, les banques doivent se montrer très prudentes, notamment dans les cas où les facilités qu'elles accordent prennent le caractère de crédits de conservation destinés à entretenir des stocks de produits finis dans une situation de mévente, et, plus généralement, à faire face à une situation obérée;

d) d'assurer leur liquidité, quel que soit l'état de la conjoncture; à cette fin, les banques devront veiller notamment à modérer l'octroi de crédits non mobilisables et à ne financer les crédits à moyen et long terme qu'avec des moyens d'action adéquats, c'est-à-dire à termes appropriés.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de juillet-août 1965. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

GELDERS G., Modalités du contrôle des appels publics à l'épargne. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Bruxelles, cahier n° 104, juin 1965, pp. 3-34.*)

Le marché monétaire belge en mai-juin. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, n° 40, juillet 1965, pp. 5-6.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

Mémorial 1865-1965 de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. (*Bruxelles, 1965, 420 p.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

GEHOT P., La réforme de la Société Nationale d'Investissement. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 3, mai 1965, pp. 233-240.*)

SCHRAM R., Obligations ou actions : comment financer les entreprises belges ? (*Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, 1965, pp. 370-380.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

Benelux. Classification économique des dépenses et recettes des pouvoirs publics. (*Union Economique Benelux, Bruxelles, 1964, 78 p.*)

GOETHALS M., Le déficit des comptes communaux ordinaires. (*Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XIX, n° 73, juillet 1965, pp. 129-133.*)

HINNEKENS L., De belastinghervorming en het investeringsbeleid van de holdingsmaatschappijen in België. (*Tijdschrift voor Economie, Lowain, n° 1, 1965, pp. 79-93.*)

Règlement du contentieux belgo-congolais. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 14 et 17, 3 et 24 avril 1965, pp. 113-116 et 137-140.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

COBBAUT J., De medische consumptie van het gezin. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 591-598.*)

DEHAENE J.L., De structuur van de uitgaven. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 553-569.*)

DELEECK H., De uitkeringen van de maatschappelijke zekerheid in de gezinsbudgetten. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 543-552.*)

De winst van onze ondernemingen; verslag van het jaarlijks algemeen congres van het Vlaams Economisch Verbond gehouden te Kortrijk op 22 april 1965. (*Vlaams Economisch Verbond, s.l., 1965, 43 p.*)

FRANZMEYER F., Versuch einer Berechnung des industriellen Anlagevermögens in Belgien. (*Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Berlin, n° 1, 1965, pp. 97-121.*)

JEUNE A.L., Le dollar en Europe. (*Banque, Paris, n° 229, juillet 1965, pp. 458-462.*)

LAEVAERT W., Gezinsbudgetonderzoek 1961. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 517-526.*)

NEIRYNCK M., Het sparen. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 599-623.*)

PEETERS F., Consumptie van voedingsmiddelen, van duurzame huishoudartikelen en voor vrije-tijdsbesteding. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 571-582.*)

PIRAUX M., Gezinsbudgetten en gezinslasten. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 625-642.*)

VEREECKEN M., Analyse van de inkomens der gezinnen. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 527-542.*)

ZWAENEPOEL J., Het verbruik voor huisvesting en onderhoud van de woning. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 583-590.*)

6. DEMOGRAPHIE

BAUVIR L., La population active wallonne va-t-elle continuer à diminuer ? (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 72-73, janvier-avril 1965, pp. 1-7.*)

BAUVIR L., L'immigration italienne pourrait davantage nous aider à résoudre notre problème de population. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 72-73, janvier-avril 1965, pp. 8-18.*)

DEBLAERE G. & VAN GEEL M., Aspecten van de Belgische demografische evolutie. 1947-1961. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, n° 1, 1965, pp. 3-78.*)

7. PRIX ET SALAIRES

L'évolution des prix en Belgique et dans les principaux pays industriels. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, n° 40, juillet 1965, pp. 1-5.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

SPITAELS G., L'année sociale 1964. (*Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Bruxelles, 1965, 337 p.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BRAUERS W. K., Het Arrondissement Antwerpen gesitueerd in de Belgische economie volgens de methode van de interindustriële relaties. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, n° 1, 1965, pp. 94-120.*)

HERREGAT G., Conjoncture belge. (*Bulletin Sédés, Paris, n° 923, 20 juin 1965, pp. 2-15.*)

NEESEN V., Quelques données sur la structure économique du Limbourg. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, n° 318, juin-juillet 1965, pp. 345-349.*)

Où en est la reconversion du Centre ? (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 72-73, janvier-avril 1965, pp. 26-46.*)

PAELINCK J., Economie régionale — analyse et politique. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 3, mai 1965, pp. 163-177.*)

Richtplan voor de ontwikkeling en de ruimtelijke ordening van de Denderstreek; synthese, problematiek, prognose en plan. (*Ministère des Travaux Publics, Bruxelles, 1965, 133 p.*)

WALHIN C., Méthodes et résultats de la politique régionale en Belgique. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 3, mai 1965, pp. 179-197.*)

YAKEMTCHOUK R., Zones industrielles. (*Synopsis, Bruxelles, n° 87-88, juillet-août 1965, pp. 27-34.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BRASSEUR H., L'accroissement de productivité par la recherche d'un équilibre optimum des moyens de production. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 37-44.*)

de GERLACHE de GOMERY G., Situation actuelle et perspectives d'avenir de l'industrie textile belge. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, n° 6, juin 1965, pp. 23-34.*)

NOLS E., La reconversion des régions minières de Wallonie. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 72-73, janvier-avril 1965, pp. 19-25.*)

PAQUET R., Les modifications dans le domaine de l'énergie et leur incidence sur la Wallonie. (*Etudes économiques, Mons, n° 123-124, décembre 1964, pp. 91-98.*)

Recherche et croissance économique; rapport sur certains aspects de la recherche industrielle dans ses relations avec la croissance économique. (*Conseil National de la Politique Scientifique, Bruxelles, 1965, 218 p.*)

12. TRANSPORTS

DELMER A., Comment a été construit le réseau routier belge. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 3, mai 1965, pp. 223-226.*)

LEFEVRE P., Justification économique d'un programme routier. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 3, mai 1965, pp. 209-221.*)

13. COMMERCE INTERIEUR

VANHOVE N., Binnenlandse toeristenstromen naar de Belgische kust. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, n° 1, 1965, pp. 121-137.*)

VANHOVE N., De geografische structuur van de binnenlandse toeristische markt van de Belgische kust. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, n° 2497, 30 juin 1965, pp. 603-606.*)

VAN MEERHAEGHE M.A.G., Die Marktformen, das Marktverhalten und die Marktergebnisse in Belgien. (*Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Tübingen, n° 1, 1965, pp. 131-142.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

Le commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1964. (*Office Belge du Commerce Extérieur, Bruxelles, 1965, 93 p.*)

18. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ABS H.J., Internationale Anleihen auf den europäischen Kapitalmärkten. (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 6, avril 1965, pp. 3-7.*)

- ANSELME-RABINOVITCH L., Transactions internationales et contrôle des changes. (*Banque, Paris, n° 229, juillet 1965, pp. 481-484.*)
- BAUDHUIN F., De l'inflation à l'étalon-or. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 216, mai-juin 1965, pp. 307-313.*)
- BLESSING K., The Present World Monetary Mechanism. (in *World Economic Problems and Policies, Harper & Row, New-York, 1965, XXV + 382 p.*)
- CORTNEY P., Pour éviter une crise monétaire internationale. (*Revue politique et parlementaire, Paris, n° 757, juin 1965, pp. 21-26.*)
- COSMACINI G., E necessaria una riforma del sistema monetario internazionale attuale? (*Rivista Internazionale di Scienze Sociali, Milan, XXXVI, n° 3, mai-juin 1965, pp. 235-249.*)
- DORRANCE G.S., Inflation rapide et paiements internationaux. (*Finances et Développement, Washington, II, n° 2, juin 1965, pp. 75-81.*)
- EMMINGER O., Bemerkungen zur sogenannten Krise des internationalen Währungssystems. (*Aussenwirtschaft, St-Gall, II, juin 1965, pp. 104-114.*)
- FLEMING J.M., Effects of Various Types of Fund Reserve Creation on Fund Liquidity. (*I.M.F. Staff Papers, Washington, XII, n° 2, juillet 1965, pp. 163-188.*)
- FORD A.G., The Truth about Gold. (*Lloyds Bank Review, Londres, n° 77, juillet 1965, pp. 1-18.*)
- FUJITA M., International Liquidity and the Tokyo Meeting of the International Monetary Fund. (*Kobe Economic and Business Review, Kobe, 1965, pp 57-71.*)
- HARROD R.E., The Present Position of Sterling. (*Weltwirtschaftliches Archiv, Hamburg, XCIV, n° 2, 1965, pp. 164-177.*)
- HATRY P., Retour à l'or? (*Energie, Bruxelles, n° 170, 1^{er} trimestre 1965, pp. 13-25.*)
- ITTENSOHN J., Die Zusammenarbeit der Notenbanken. II. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort s/M., n° 12, 15 juin 1965, pp. 555-558.*)
- JOHNSON H.G., Should Gold be Scrapped? (*The National Banking Review, Washington, vol. 2, n° 4, juin 1965, pp. 455-460.*)
- JUCKER-FLEETWOOD E.E., International Liquidity in Perspective. (*Basle Centre for Economic and Financial Research, Bâle, Série A, n° 46, 1963, 7 p.*)
- KLOPSTOCK F.H., The International Money Market : Structure, Scope and Instruments. (*The Journal of Finance, New-York, XX, n° 2, mai 1965, pp. 182-208.*)
- KROC R., La structure financière du Fonds. II. (*Finances et Développement, Washington, II, n° 2, juin 1965, pp. 116-123.*)
- LOVASY G., Survey and Appraisal of Proposed Schemes of Compensatory Financing. (*I.M.F. Staff Papers, Washington, XII, n° 2, juillet 1965, pp. 189-223.*)
- MACHLUP F., International Payments, Debts, and Gold. (*Scribner's Sons, New-York, 1964, VIII+472 p.*)
- PEDERSEN J., The Problem of International Liquidity. (*Weltwirtschaftliches Archiv, Hamburg, XCIV, n° 2, 1965, pp. 178-187.*)
- Report of the Study Group on the Creation of Reserve Assets. Report to the Deputies of the Group of Ten. (*Bank of Italy Press, Rome, 1965, 113 p.*)
- RUEFF J. & HIRSCH F., The Role and the Rule of Gold : An Argument. (*Princeton University Press, Princeton, 1965, 22 p.*)
- SAMUELSON P.A., La livre et le dollar. (*Bulletin Sédés, Paris, n° 921, supplément 1, 1 juin 1965, pp. 3-8.*)
- SCHWEITZER P.P., Le système monétaire international et les liquidités internationales. (*Banque, Paris, n° 229, juillet 1965, pp. 453-457.*)
- TRIFFIN R., The International Network of World Payments : An Integrated Approach. (*Yale University, New Haven (Conn.), 1965, pp. 182-197.*)
- VAN DER MENSBRUGGHE J., Les consultations du Fonds. (*Finances et Développement, Washington, II, n° 2, juin 1965, pp. 103-109.*)
- WOLFF J., L'inégalité d'influence des devises et les organisations institutionnelles des paiements internationaux. (*Revue de Science financière, Paris, LVII, n° 2, avril-juin 1965, pp. 185-220.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ALTMAN O.L., The Integration of European Capital Markets. (*The Journal of Finance, New-York, XX, n° 2, mai 1965, pp. 209-228.*)

BRUGMANS H., L'idée européenne 1918-1965. (*De Tempel, Bruges, 1965, 291 p.*)

BUERSTEDDE S., Der Ministerrat im konstitutionellen System der europäischen Gemeinschaften. (*De Tempel, Bruges, 1964, 251 p.*)

DAVIN L., Gemeinsamer Markt, wirtschaftliche Expansion und Grösse der Unternehmen. (*Weltwirtschaftliches Archiv, Hamburg, XCIV, n° 2, 1965, pp. 188-205.*)

KAPP E., The Merger of Executives of the European Communities. (*De Tempel, Bruges, 1964, 113 p.*)

Ontvangsten en uitgaven van de overheid in de lidstaten van de E.E.G. (*Communautés Européennes, Bruxelles, 1964, 309 p.*)

Problèmes actuels du Marché commun. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, n° 40, juillet 1965, pp. 6-9.*)

SEGRE C., Intégration économique et intégration financière dans la Communauté Economique Européenne. (*Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, 1965, pp. 343-355.*)

Selected Bibliography of Books and Periodicals About the European Economic Community. (*Bank of America, San Francisco, 1965, 17 p.*)

TOSCANO T., In finanziamento della politica agricola comune. (*Rivista di Politica Economica*, Rome, V, mai 1965, pp. 773-788.)

van BENTHEN van den BERGH, La C.E.E. et le Tiers-Monde — des formules d'association ou une politique communautaire réelle? (*Reflets et Perspectives de la Vie économique*, Bruxelles, n° 3, mai 1965, pp. 243-254.)

ZEITEL G., Probleme der Steuerharmonisierung im Gemeinsamen Markt. (in *Hamburger Jahrbuch für Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik*, Mohr, Tübingen, 1965, 304 p.)

17. DIVERS

de BRIEY P. (Cte), L'assistance au développement est-elle vraiment rentable? (*Industrie, Bruxelles*, n° 5, mai 1965, pp. 287-290.)

de BRIEY P. (Cte), Le problème du développement. (*Industrie, Bruxelles*, n° 6, juin 1965, pp. 350-364.)

VAN OMMESLAGHE P., La réforme des lois sur les sociétés. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles*, n° 317, mai 1965, pp. 286-292.)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Convention

coordonnée instituant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (Moniteur du 3 août 1965, p. 9181).

Loi du 24 mars 1961

portant approbation de la Convention européenne d'Etablissement et du Protocole, signés à Paris, le 13 décembre 1955 (Moniteur du 24 août 1965, p. 9829).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 17 août 1965

modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1960 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Moniteur du 27 août 1965, p. 9966).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 23 juillet 1965

dérogeant temporairement, en faveur des travailleurs des charbonnages, à l'article 150 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 18 août 1965, p. 9691).

Arrêtés royaux du 11 août 1965

relatifs à la durée du travail des ouvriers occupés par les entreprises relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie sidérurgique et dans les cristalleries ressortissant à la Commission paritaire nationale de l'industrie verrière (Moniteur du 24 août 1965, p. 9845).

Arrêté royal du 11 août 1965

pris en exécution de l'article 8 de la loi du 15 juillet 1964 sur la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale et relatif aux entreprises de production des pâtes, papiers et cartons (Moniteur du 24 août 1965, p. 9846).

Arrêté royal du 17 août 1965

relatif à la mise en vigueur et à l'exécution de la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat (Moniteur du 28 août 1965, p. 9990).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 17 août 1965

ordonnant le retrait de licences d'exportation pour certaines marchandises (Moniteur du 25 août 1965, p. 9879).

Arrêté ministériel du 17 août 1965

modifiant la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 16 janvier 1964, soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 25 août 1965, p. 9880).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 9 juin 1965

rendant obligatoire la décision du 3 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières des malteries ainsi que la prime pour travail de nuit (Moniteur du 7 août 1965, p. 9377).

Arrêté royal du 9 juin 1965

rendant obligatoire la décision du 9 novembre 1964 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de petit granit et des carrières de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur fixant les conditions de rémunération des ouvriers et ouvrières (Moniteur du 11 août 1965, p. 9482).

Arrêté royal du 25 juin 1965

rendant obligatoire la décision du 4 mars 1965 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire fixant les salaires horaires minimums des ouvriers de la viande (Moniteur du 4 août 1965, p. 9261).

Arrêté royal du 25 juin 1965

rendant obligatoire la décision du 4 mars 1965 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers occupés dans le commerce de bière et eaux de boisson (Moniteur du 3 août 1965, p. 9196).

Arrêté royal du 29 juin 1965

rendant obligatoire la décision du 10 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux concernant la classification des fonctions, la fixation des salaires et la sécurité d'existence des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie en y comprenant les ceintures, la gainerie et les équipements militaires, ainsi que le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 14 août 1965, p. 9635).

Arrêté royal du 12 juillet 1965

rendant obligatoire la décision du 25 mai 1965 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles, modifiant sa décision du 16 octobre 1957, concernant la classification professionnelle, la fixation des salaires horaires minimums de base et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, pour les ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises horticoles, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 avril 1959 (Moniteur du 10 août 1965, p. 9429).

Arrêté ministériel du 15 juillet 1965

réglementant le prix du riz. Erratum (Moniteur du 21 août 1965, p. 9805).

Arrêté royal du 16 juillet 1965

rendant obligatoire la décision du 29 mars 1965 de la Commission paritaire nationale de la préparation du lin rattachant les salaires minimums à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 7 août 1965, p. 9383).

Arrêté royal du 16 juillet 1965

rendant obligatoire la décision du 17 mars 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois portant modification de la décision du 22 janvier 1964 de la même commission fixant les salaires minimums des ou-

vriers et ouvrières occupés dans les scieries et le commerce du bois, rendue obligatoire par arrêté royal du 29 juin 1964 (Moniteur du 10 août 1965, p. 9434).

Arrêté royal du 23 juillet 1965

rendant obligatoire la décision du 29 mars 1965 de la Commission paritaire nationale de la préparation du lin fixant les salaires des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises qui relèvent de cette commission (Moniteur du 7 août 1965, p. 9385).

Arrêté royal du 23 juillet 1965

rendant obligatoire la décision du 3 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire modifiant la décision du 24 octobre 1957 de la même commission, concernant le rattachement des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 17 février 1958, déjà modifiée par les décisions du 7 juillet 1958 et du 9 octobre 1963 de la même commission, rendues obligatoires par arrêté royal du 7 janvier 1959 et du 21 janvier 1964 (Moniteur du 14 août 1965, p. 9643).

Arrêté royal du 23 juillet 1965

rendant obligatoire la décision du 25 février 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie verrière fixant certaines conditions de travail des ouvriers et ouvrières de l'industrie de la miroiterie et de la fabrication de vitraux d'art (Moniteur du 18 août 1965, p. 9698).

Arrêté royal du 23 juillet 1965

rendant obligatoire la décision du 22 mars 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de la sellerie et de la fabrication de courroies en cuir, d'articles industriels en cuir et d'articles de sport en cuir et peau et concernant la liaison des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 25 août 1965, p. 9882).

Arrêté royal du 30 juillet 1965

rendant obligatoire la décision du 22 septembre 1964 de la Commission paritaire nationale des magasins d'alimentation à succursales multiples modifiant la décision du 4 décembre 1961, modifiée par la décision du 18 avril 1963 de la même commission, rendues obligatoires respectivement par les arrêtés royaux des 10 juillet 1962 et 23 août 1963, fixant les conditions de travail et de rémunération des employés et des gérants des entre-

prises relevant de ladite commission paritaire (Moniteur du 26 août 1965, p. 9931).

Arrêté royal du 11 août 1965

rendant obligatoire la décision du 4 mars 1965 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières du commerce alimentaire (Moniteur du 31 août 1965, p. 10062).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté ministériel du 12 juillet 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 22 mai 1964 relatif à l'octroi de certains avantages aux travailleurs salariés ou indépendants et aux chômeurs qui reçoivent une formation professionnelle (Moniteur du 11 août 1965, p. 9491).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Recommandation de la Commission
du 29 juillet 1965
(65/403/C.E.E.)**

adressée au Royaume de Belgique, au sujet de la loi du 8 avril 1965 créant un Fonds d'assainissement de l'agriculture (Journal Officiel du 12 août 1965, p. 2445/65).

.....
La Commission considère que la loi belge, dont le texte lui a été soumis, a des objectifs qui sont également les siens. Elle estime notamment que les dispositions tendant à améliorer le rapport entre l'effectif des travailleurs agricoles et la surface agricole disponible sont particulièrement opportunes.

Il lui paraît, toutefois, souhaitable qu'une efficacité plus grande soit donnée à l'application de cette loi.

... La Commission, se basant sur les dispositions du traité instituant la Communauté et notamment son article 155, recommande à la Belgique pour la mise en œuvre de la loi du 5 avril 1965 créant un Fonds d'assainissement pour l'agriculture :

1. L'adoption de dispositions tendant à accroître l'efficacité de la loi en ce qui concerne l'accélération de la diminution du nombre des exploitations agricoles et horticoles.
.....

2. L'adoption de dispositions tendant à accroître l'efficacité de la loi en ce qui concerne la constitution des exploitations économiquement viables.
.....

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1963	1964
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328	9.428
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.876	5.906	5.948	
dont : Hommes	»	2.902	2.903	2.923	2.950	
Femmes	»	2.948	2.973	2.983	2.998	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589	3.622
dont : Agriculture	»	423	249	240	230	216
Industries extractives	»	191	115	105	102	102
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267	1.289
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276	282
Transports	»	243	243	240	245	250
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.383	1.404	1.427
Chômeurs complets	»	92	95	77	65	56

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	210,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,2	16,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	18,5	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,2	44,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	77,0	81,8
e) Corrections et compléments	9,3	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,5	23,1	20,2
<i>Total ...</i>	<i>199,7</i>	<i>215,9</i>	<i>235,4</i>	<i>243,4</i>	<i>244,6</i>	<i>261,8</i>	<i>274,0</i>	<i>301,5</i>	<i>333,5</i>	<i>373,6</i>
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	20,4	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,3	27,7	30,2
b) Professions libérales ¹	9,5	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	13,9	15,1	16,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,5	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	94,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	6,0	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,2	7,6
e) Ajustement statistique	- 0,1	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,9	0,6	- 0,8
<i>Total ...</i>	<i>105,3</i>	<i>108,1</i>	<i>111,4</i>	<i>110,7</i>	<i>114,2</i>	<i>119,7</i>	<i>127,1</i>	<i>130,1</i>	<i>137,8</i>	<i>147,4</i>
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	12,6	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	33,4	33,1	33,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	10,8	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	14,7
<i>Total ...</i>	<i>56,9</i>	<i>59,7</i>	<i>62,0</i>	<i>62,3</i>	<i>63,0</i>	<i>66,5</i>	<i>69,7</i>	<i>73,0</i>	<i>73,5</i>	<i>75,8</i>
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	12,4	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	12,1	14,5
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	13,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,9	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,8	6,0
7. Intérêt de la dette publique	-10,9	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-19,1	-21,2	-22,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	375,0	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,1	551,8	607,9
8. Amortissements	42,8	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,6	68,2	74,2
Revenu national brut au coût des facteurs ...	417,8	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	575,7	620,0	682,1
9. Impôts indirects	46,2	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,7	84,5	93,7
10. Subsidés	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

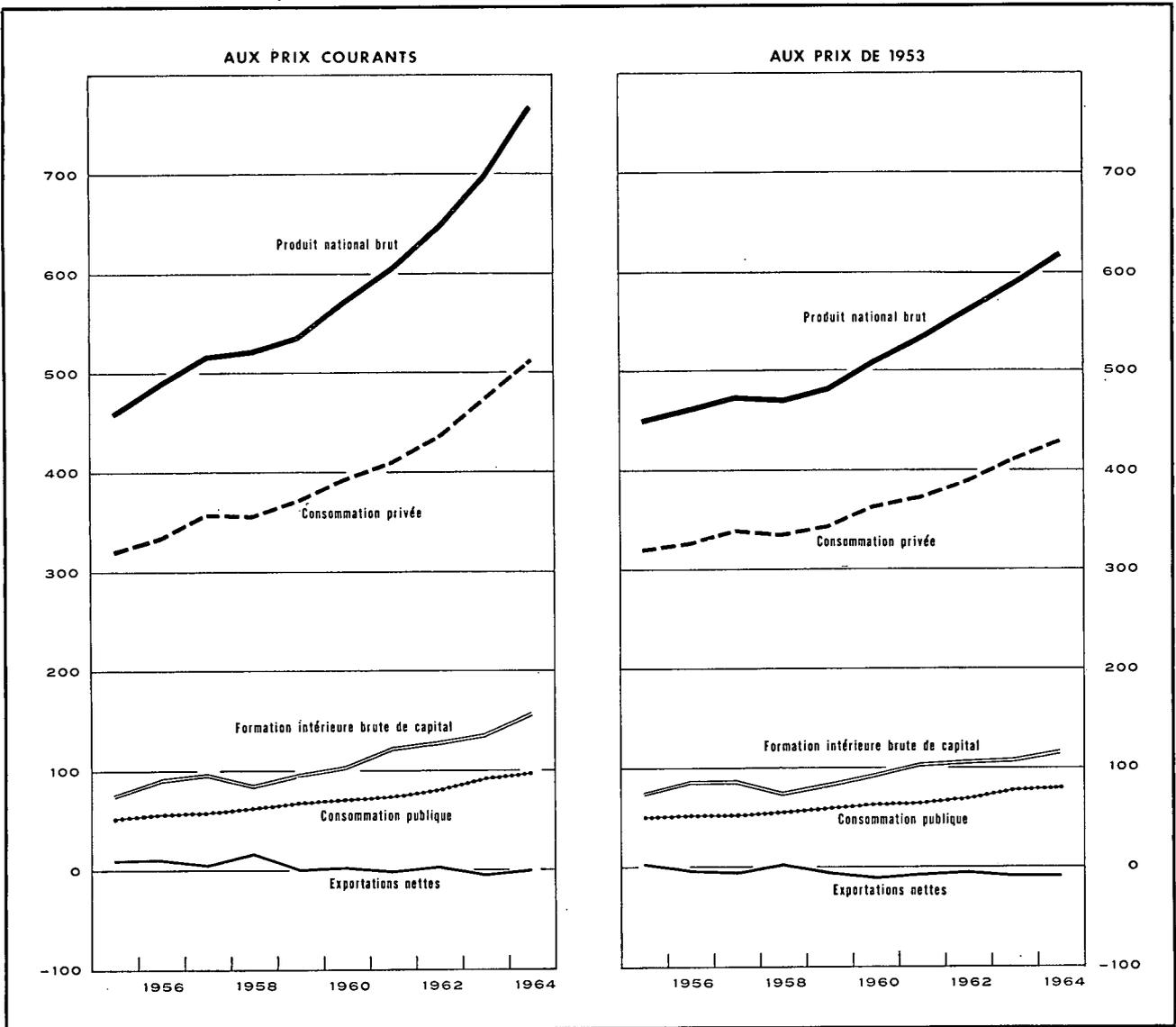
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Agriculture, sylviculture et pêche	32,7	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	39,0	41,6	44,4
2. Industries extractives	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,4	17,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,6	44,1	48,1
b) Textiles	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,8	19,0	20,0
c) Vêtements et chaussures	6,2	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	10,5	11,3
d) Bois et meubles	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	8,8
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	9,5	10,4	11,4
f) Industries chimiques et activités connexes	12,0	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,0	17,3
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,5
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,7	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	16,9	17,0	18,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,1	57,6	62,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,0	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,0	15,7	17,5
<i>Total des industries manufacturières (rub. 3)</i>	<i>134,7</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>193,4</i>	<i>212,4</i>	<i>230,5</i>
4. Construction	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,1	47,0	58,9
5. Electricité, gaz et eau	8,9	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,1
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	67,4	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,9	114,8	123,0
b) Services financiers et assurances ...	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,4	23,7
c) Immeubles d'habitation	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,2	41,7	42,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>115,8</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,2</i>	<i>177,9</i>	<i>189,6</i>
7. Transports et communications	30,1	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	41,9	45,5	50,9
8. Services	89,5	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,9	144,3	159,3
9. Corrections	—	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	2,7	-3,5	-1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	454,5	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	642,8	694,1	764,6
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	93,6	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,6	125,7	133,1
b) Boissons et tabac	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	32,9	36,4
c) Vêtements et autres effets personnels	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	44,4	50,0	53,9
d) Loyers, taxes, eau	43,4	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	49,8	51,0	52,9
e) Chauffage et éclairage	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,2
f) Articles ménagers durables	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,9	41,4	47,3
g) Entretien de la maison	14,5	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,7	23,5
h) Soins personnels et hygiène	16,8	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,3	29,4	32,4
i) Transports et communications	22,6	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,4	44,5
j) Loisirs	24,2	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,7	42,1
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,5	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,7	18,1	21,2
<i>Total ...</i>	<i>321,4</i>	<i>334,4</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>434,7</i>	<i>474,2</i>	<i>512,5</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	36,2	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	55,2	61,8	66,7
b) Biens et services	13,5	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,8	25,5
c) Loyer net imputé ou payé	1,6	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5
<i>Total ...</i>	<i>52,0</i>	<i>54,5</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,4</i>	<i>91,2</i>	<i>97,4</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9
b) Industries extractives	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,9	1,9
c) Industries manufacturières	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,4	38,2
d) Construction	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3	5,8
e) Electricité, gaz et eau	4,0	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	6,6	6,0	8,2
f) Commerce, banque, assurances	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0
g) Immeubles d'habitation	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,2	40,6
h) Transports et communications	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	12,8	13,5	14,1
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,0	19,3	21,6
j) Autres services	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8
k) Variations de stocks	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,9	3,3
l) Ajustement statistique	0,3	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,1	0,4	1,0
<i>Total ...</i>	<i>77,4</i>	<i>91,8</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>128,7</i>	<i>136,9</i>	<i>158,4</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,9	254,9	296,6
b) Importations totales	146,2	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,5	259,3	296,7
c) Exportations nettes	+9,1	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,4	-0,1
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	106	108	108	111	110	115	118	121	125	129
b) Boissons	103	103	111	109	114	117	122	123	130	139
c) Tabac	105	107	115	118	119	124	127	134	134	142
d) Vêtements et autres effets personnels	111	112	120	112	117	125	130	141	155	162
e) Loyers, taxes, eau	104	105	106	107	107	108	109	110	110	112
f) Chauffage et éclairage	111	118	117	108	110	117	125	147	163	150
g) Articles ménagers durables	116	122	131	128	134	156	165	172	189	211
h) Entretien de la maison	108	111	115	115	116	120	123	126	127	131
i) Soins personnels et hygiène ...	107	109	110	121	125	132	137	148	155	162
j) Transports	118	126	133	135	139	154	158	167	180	198
k) Communications P.T.T.	111	117	122	129	130	136	144	153	165	180
l) Loisirs	105	106	111	117	114	114	119	122	128	136
<i>Total ...</i>	<i>109</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	112	114	116	124	129	136	139	149	164	171
b) Biens et services	74	76	72	78	87	92	90	104	120	118
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	102	107	117	126	128	134	145	163	182	199
<i>Total ...</i>	<i>99</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>150</i>	<i>154</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	113	104	106	96	98	80	89	83	84	96
b) Industries extractives	91	117	110	98	68	56	74	50	62	60
c) Industries manufacturières	118	144	127	117	118	167	202	210	223	212
d) Construction	112	126	130	105	132	145	184	340	281	295
e) Electricité, gaz et eau	118	128	132	125	156	126	117	162	158	180
f) Commerce, banques, assurances	104	111	109	97	110	120	131	135	141	143
g) Immeubles d'habitation	111	118	124	110	120	140	149	130	123	161
h) Transports et communications .	121	125	122	135	127	137	135	140	144	142
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	113	121	111	120	150	137	142	158	194	221
j) Enseignement	163	158	123	92	201	244	303	338	358	324
k) Autres services	104	111	109	107	118	124	140	141	143	144
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>157</i>	<i>158</i>	<i>173</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	127	137	139	140	149	164	180	197	211	238
b) Importations totales	125	141	144	139	155	174	187	202	219	247
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	108,9	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	135,6	142,1	149,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.) — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juin 1964, p. 1209. — Cahiers Economiques de Bruxelles, « L'économie belge en 240 séries », (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Source : Ministère du Travail.

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)	Construction
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport		
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5
1963 2 ^e trimestre	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9
3 ^e trimestre	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8
4 ^e trimestre	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0
1964 1 ^{er} trimestre	106,6	60,6	109,6	106,1	122,2	132,6	117,5	101,3	100,4	114,3
2 ^e trimestre	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5
3 ^e trimestre	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8
4 ^e trimestre	109,0	61,8	112,2	109,7	122,6	137,4	128,2	107,1	97,1	116,6
1963 Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9
1964 Janvier	105,6	59,4	109,4	105,9	122,5	132,8	116,3	99,6	100,1	110,2
Février	106,7	61,5	109,4	105,8	121,9	132,9	116,4	101,9	100,6	115,5
Mars	107,4	61,0	110,0	106,5	122,2	132,0	119,9	102,5	100,4	117,1
Avril	108,1	60,6	110,5	106,5	121,6	133,6	121,4	102,8	99,8	119,1
Mai	107,8	61,1	110,2	106,5	120,7	132,6	121,9	102,5	98,8	119,7
Juin	108,1	61,5	110,3	105,2	120,1	131,7	122,2	102,5	98,8	119,7
Juillet	108,4	61,1	110,8	107,0	121,4	133,9	122,2	104,7	98,0	119,2
Août	109,2	61,1	111,9	108,7	122,9	133,7	125,0	108,2	98,5	119,4
Septembre	109,8	61,2	112,4	108,7	122,9	137,6	126,7	108,1	98,4	120,9
Octobre	109,9	61,8	112,8	109,7	124,1	137,8	126,8	108,1	97,6	119,4
Novembre	109,1	61,9	112,3	109,9	122,8	137,1	128,7	107,7	97,1	116,9
Décembre	107,9	61,8	111,5	109,6	121,0	137,4	129,1	105,5	96,6	113,4

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 3	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	130,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	6,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1963 4 ^e trimestre	61	72,1	29,0	43,1	1.467	15,0	8,8	6,1	12,0	12,5	15,5
1964 1 ^{er} trimestre	64	82,3	32,6	49,7	1.755	16,1	7,6	4,6	13,0	15,6	14,1
2 ^e trimestre	62	35,9	23,3	12,6	742	14,9	5,7	7,1	7,3	14,8	14,7
3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
1964 Août	25	29,8	19,6	10,2	744	16,8	6,1	7,1	6,3	10,0	12,5
Septembre	20	33,9	21,0	12,9	678	13,8	5,1	7,3	7,9	14,9	12,2
Octobre	20	37,4	23,0	14,4	748	14,5	4,8	7,1	9,1	13,9	10,3
Novembre	23	48,9	27,6	21,3	1.124	16,1	5,0	6,5	12,6	10,4	8,9
Décembre	18	102,3	33,9	68,4	1.842	13,7	5,3	5,3	18,8	9,9	6,6
1965 Janvier	25	130,8	39,6	91,2	3.270	18,6	9,9	3,7	20,6	13,4	6,2
Février	20	123,8	39,3	84,5	2.475	15,6	8,6	4,0	20,0	12,4	6,8
Mars	20	74,8	35,6	39,2	1.495	14,9	4,8	4,9	16,3	17,9	10,3
Avril	19	49,5	31,0	18,5	940	14,3	5,1	6,5	14,0	16,5	8,9
Mai	24	45,4	29,5	15,9	1.090	17,2	5,8	7,0	12,6	13,1	8,4
Juin	19	41,3	27,2	14,1	784	14,3	4,2	7,2	11,4	14,3	9,0
Juillet	19	40,1	27,8	12,3	762	16,3	3,6	6,5	13,8	8,6	7,8
Août	24	39,3	26,4	12,9	944	17,2	4,7	7,1	12,6	12,1	8,3

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

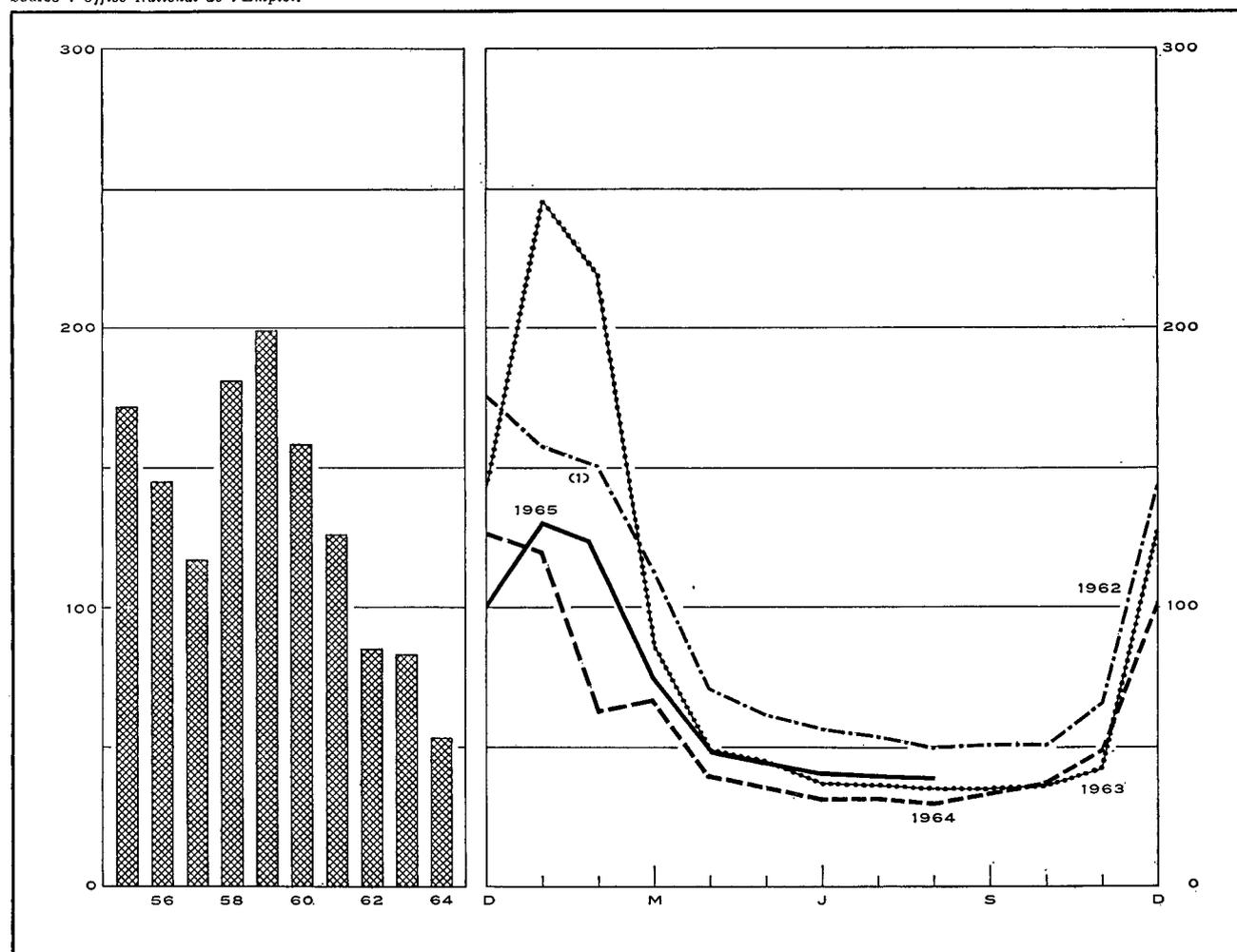
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1962	1963	1964	1965
1956	145	247	122	95	115	Janvier	158	246	120	131
1957	117	144	96	88	138	Février	151 ¹	219	63	124
1958	181	204	166	149	204	Mars	113	86	67	75
1959	199	292	182	150	171	Avril	71	49	40	49
1960	158	221	149	123	137	Mai	62	45	36	45
1961	126	177	111	90	124	Juin	57	40	32	41
1962	85	141	64	52	90	Juillet	54	36	32	40
1963	83	176	44	35	72	Août	50	35	30	39
1964	53	82	36	32	61	Septembre	51	35	34	
1965		111	45			Octobre	51	36	37	
						Novembre	66	42	49	
						Décembre	144	127	102	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Source : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 est
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	280	296	270	273	256	252	246	262	266
dont : froment	208	219	200	203	206	209	200	216	229
seigle	66	69	62	63	44	39	41	42	37
Céréales non panifiables	238	240	255	252	263	260	255	239	260
Plantes industrielles	92	94	88	96	92	93	94	106	95
Plantes racines et tuberculifères	145	141	134	131	120	116	114	103	98
Légumes cultivés pour la graine	13	12	12	11	11	10	10	11	10
Prés et prairies	814	811	816	819	821	829	825	815	819
Divers	134	125	137	129	136	128	134	129	106
Total ...	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.665	1.654
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	751	779	789	773	722	835	759	900	
Autres céréales	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.038	1.041	
Betteraves sucrières	2.486	2.832	1.474	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	
Lin (graines et paille)	182	170	124	214	196	231	240	283	
Chicorée à café	51	56	43	55	60	37	47	67	
Pommes de terre	2.043	1.914	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	182	178	170	159	148	141	132	120	107
Total des bovidés	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.730
dont : vaches laitières	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.012
Porcs	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.836
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	391	412	424	441	429	462	505	481	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

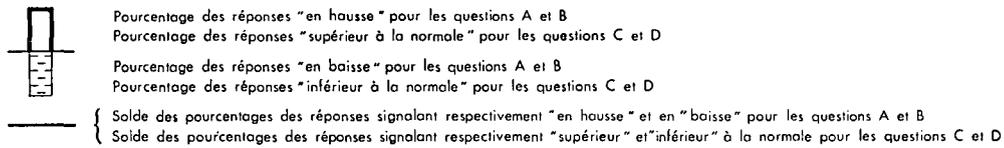
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Aiglefin	519	445	374	232	262	285	300	221	281
Cabillaud	764	662	834	653	689	698	868	728	630
Plie	379	427	451	381	390	291	346	424	322
Sole	299	289	315	257	350	314	347	631	201
Raie	314	356	337	342	323	328	310	298	319
Hareng	716	254	201	260	528	409	273	153	134
Crevettes	266	84	64	89	39	80	48	76	75

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles* (F.A.O.).

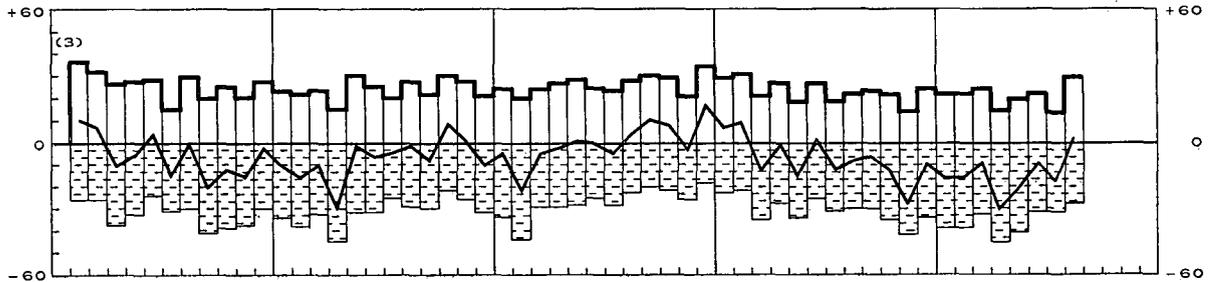
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

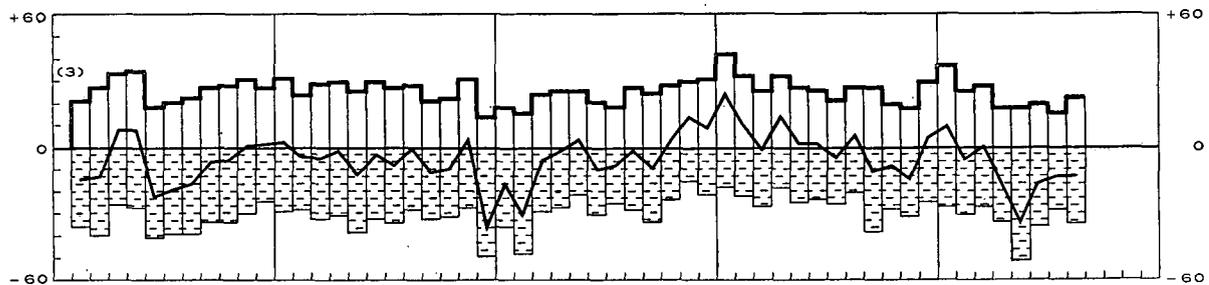
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir



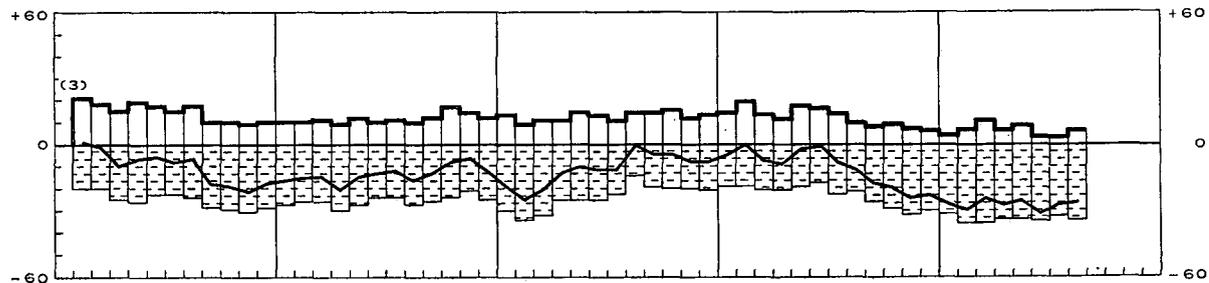
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHE INTERIEUR (2)



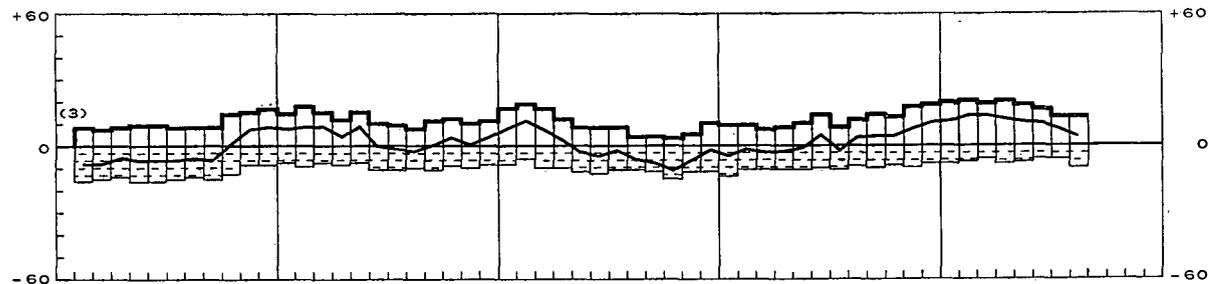
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



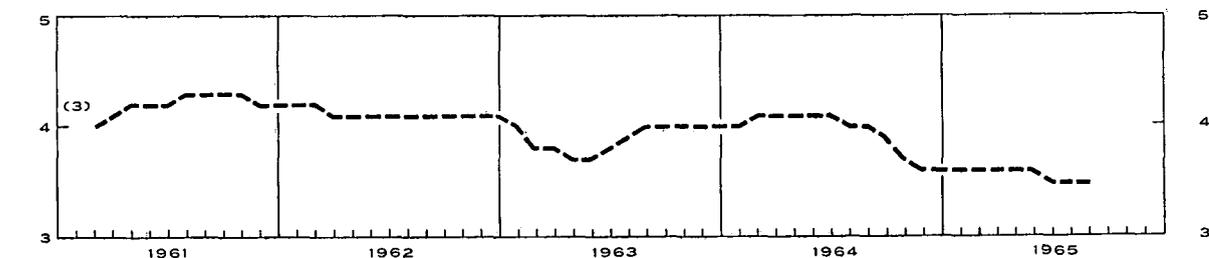
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
 2 Mouvements saisonniers éliminés.
 3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1959	104	107	104	107	105
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	p 145	p 153	p 140	p 148	147
1964 1 ^{er} trimestre	141	148	138	146	146
2 ^e trimestre	145	153	p 145	p 153	148
3 ^e trimestre	p 139	p 147	p 131	p 139	143
4 ^e trimestre	p 154	p 163	p 145	p 154	153
1965 1 ^{er} trimestre	p 146	p 155	p 142	p 151	146
2 ^e trimestre	p 148	p 158	p 149	p 158	p 152
3 ^e trimestre					p 147
1964 Septembre	p 152	p 161	p 144	p 152	150
Octobre	p 162	p 172	p 144	p 152	159
Novembre	p 149	p 158	p 147	p 155	149
Décembre	p 150	p 160	p 145	p 154	151
1965 Janvier	p 140	p 149	p 137	p 145	142
Février	p 141	p 150	p 145	p 154	142
Mars	p 157	p 167	p 144	p 153	155
Avril	p 151	p 161	p 149	p 158	152
Mai	p 144	p 154	p 150	p 160	152
Juin	p 150	p 160	p 149	p 157	p 152
Juillet					p 140
Août					p 148
Septembre					152 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Prévission.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

Source : I.N.S.

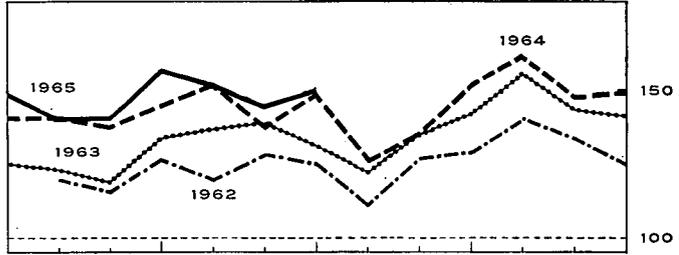
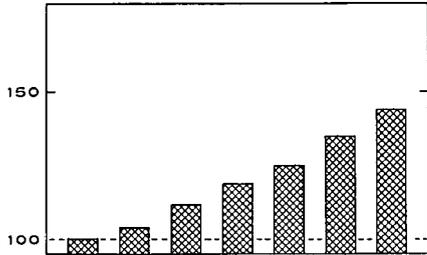
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	Indice général	dont :								Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole et dérivés du charbon	
				Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Total	dont : Transformation des matières plastiques (1952 = 100)		
									Total	Filatures	Tissage				Bonnerie
1959	104	87	107	112	108	108	107	97	113	117	112	110	114		103
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		109
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		114
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	113
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	136
1964	p 145	92	p 153	151	147	162	p 161	127	142	135	146	153	166	148	135
1963 4 ^e trimestre	148	96	153	140	135	157	167	136	150	141	152	177	157	141	141
1964 1 ^{er} trimestre	141	94	148	131	143	160	160	107	148	143	152	156	166	131	128
2 ^e trimestre	145	95	153	157	148	163	159	121	148	142	152	156	171	154	129
3 ^e trimestre	p 139	83	p 147	159	140	155	p 156	126	127	118	131	144	162	138	133
4 ^e trimestre	p 154	93	p 163	157	157	172	p 170	152	145	139	149	157	175	167	151
1965 1 ^{er} trimestre p	146	87	155	130	153	171	167	112	139	135	140	150	181	169	141
2 ^e trimestre p	148	88	158	161	153	175	168	119	138	131	139	156	178		139
1964 Juin	148	96	157	164	152	167	160	133	149	140	153	164	177	167	129
Juillet	127	72	136	157	130	142	137	133	115	108	129	105	148	118	137
Août	136	84	145	156	133	153	156	123	118	110	114	152	164	141	133
Septembre	p 152	94	p 161	165	157	169	p 173	123	147	135	149	177	173	155	130
Octobre	p 162	96	p 172	169	167	178	p 175	166	151	140	154	176	182	174	150
Novembre	p 149	92	p 158	154	149	163	p 166	153	138	130	142	150	168	164	148
Décembre	p 150	90	p 160	146	153	175	p 168	138	147	146	152	145	175	162	154
1965 Janvier	p 140	86	p 149	126	150	168	p 160	109	133	130	135	140	176	148	138
Février	p 141	83	p 150	120	146	162	p 164	107	134	131	134	145	175	161	135
Mars	p 157	93	167	144	164	183	177	119	150	145	151	166	191	198	148
Avril	p 151	90	161	159	155	175	166	120	141	133	144	160	183		144
Mai	p 144	85	154	163	151	171	159	116	135	129	136	148	173		143
Juin	p 150	89	160	162	154	180	179	120	139	131	137	158	177		129

* Non compris la construction.

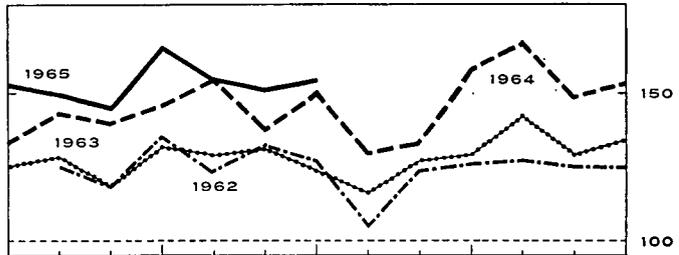
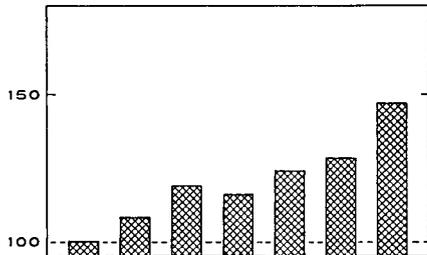
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100

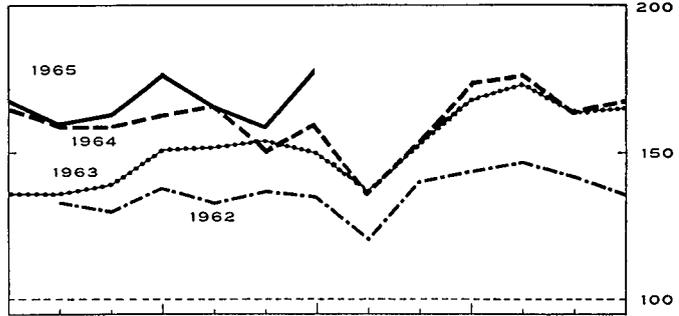
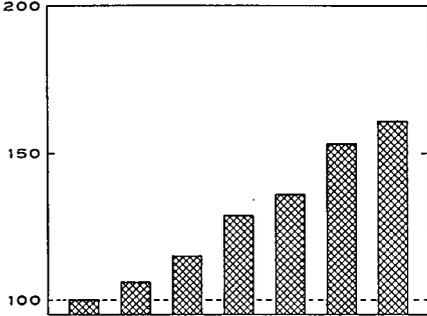
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



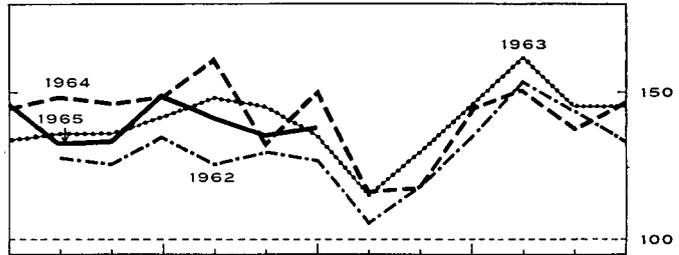
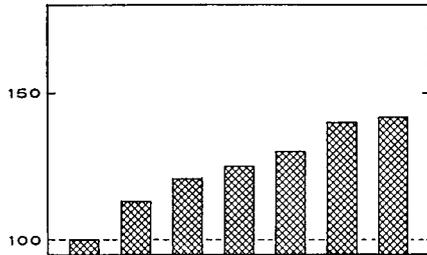
SIDERURGIE



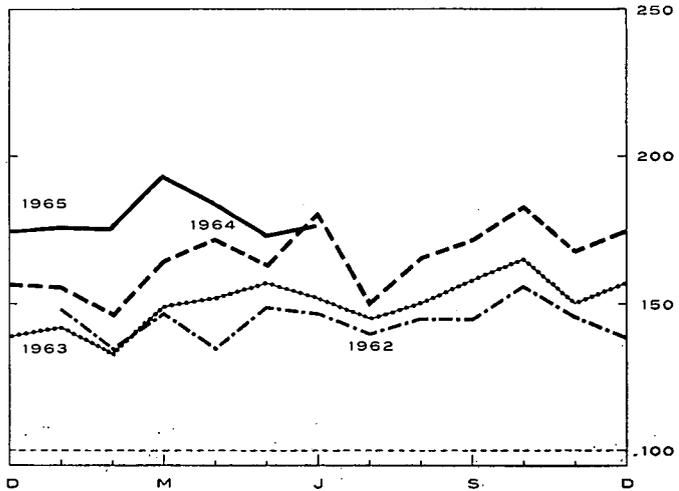
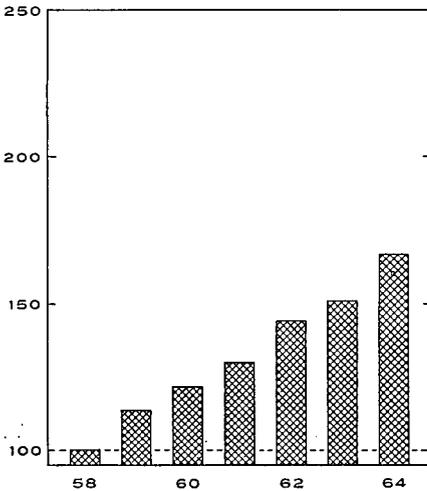
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (9) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz		
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible	
	(milliers de tonnes)					(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182	
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180	
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182	
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188	
1960	1.872	6.665	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200	
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196	
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214	
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224	
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.155	1.623	1.112	106	240	
1963 4 ^e trimestre	1.907	454	561	2.785	1.184	1.621	1.054	104	241	
1964 1 ^{er} trimestre	1.873	901	443	2.524	1.179	1.647	1.022	95	259	
2 ^e trimestre	1.817	1.220	336	2.465	1.168	1.527	981	108	221	
3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205	
4 ^e trimestre	1.839	1.489	419	2.669	1.156	1.808	1.330	114	273	
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827	338	2.320	1.175	1.778	1.185	111	294	
2 ^e trimestre	1.696	1.974	383	2.399	1.202	1.625				
3 ^e trimestre	<i>p</i> 1.452									
1964 Septembre	1.764	1.879	384	2.482	1.131	1.652	1.018	113	213	
Octobre	1.826	1.384	389	2.665	1.141	1.801	1.312	118	256	
Novembre	1.810	1.381	349	2.522	1.146	1.750	1.310	112	261	
Décembre	1.882	1.489	519	2.819	1.181	1.874	1.368	114	302	
1965 Janvier	1.732	1.495	398	2.410	1.148	1.822	1.012	112	305	
Février	1.667	1.630	252	2.157	1.179	1.697	1.198	105	290	
Mars	1.819	1.827	363	2.392	1.198	1.814	1.345	115	288	
Avril	1.750	1.905	376	2.438	1.205	1.666	1.329			
Mai	1.630	1.896	370	2.397	1.200	1.623	1.362			
Juin	1.708	1.974	403	2.363	1.197	1.586				
Juillet	<i>p</i> 1.213	<i>p</i> 2.007			<i>p</i> 1.170	1.403				
Août	<i>p</i> 1.502	<i>p</i> 1.983			<i>p</i> 1.211					
Septembre	<i>p</i> 1.642									

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimetal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour la marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	<i>p</i> 6,32	<i>p</i> 4,93	<i>p</i> 11,25	<i>p</i> 11,47
1964 1 ^{er} trimestre	703	537	6,51	4,83	11,34	10,86
2 ^e trimestre	727	544	6,52	4,74	11,26	11,70
3 ^e trimestre	699	487	<i>p</i> 6,00	<i>p</i> 4,58	<i>p</i> 10,58	<i>p</i> 10,53
4 ^e trimestre	780	575	<i>p</i> 6,25	<i>p</i> 5,57	<i>p</i> 11,82	<i>p</i> 12,79
1965 1 ^{er} trimestre	752	582	<i>p</i> 6,49	<i>p</i> 5,86	<i>p</i> 12,35	<i>p</i> 11,70
2 ^e trimestre	762 ¹					
3 ^e trimestre	732 ¹					
1964 Septembre	778	569	<i>p</i> 6,94	<i>p</i> 5,11	<i>p</i> 12,05	<i>p</i> 12,08
Octobre	848	602	<i>p</i> 6,39	<i>p</i> 5,39	<i>p</i> 11,78	<i>p</i> 12,18
Novembre	743	543	<i>p</i> 5,90	<i>p</i> 5,58	<i>p</i> 11,48	<i>p</i> 11,94
Décembre	749	580	<i>p</i> 6,47	<i>p</i> 5,74	<i>p</i> 12,21	<i>p</i> 14,24
1965 Janvier	736	563	<i>p</i> 5,88	<i>p</i> 4,84	<i>p</i> 10,72	<i>p</i> 10,94
Février	726	546	<i>p</i> 6,62	<i>p</i> 6,24	<i>p</i> 12,86	<i>p</i> 11,27
Mars	794	638	<i>p</i> 6,97	<i>p</i> 6,51	<i>p</i> 13,48	<i>p</i> 12,88
Avril	<i>p</i> 766	<i>p</i> 587	<i>p</i> 7,11	<i>p</i> 6,60	<i>p</i> 12,71	<i>p</i> 11,51
Mai	759 ¹					
Juin	760 ¹					
Juillet	645 ¹					
Août	745 ¹					
Septembre	805 ¹					

¹ Estimations sur base chiffres Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
Nombre										
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	83.742	22.793	9.266	1.226	82.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963	<i>p</i> 36.619				23.311	1		1		5.382
1964	<i>p</i> 44.948				31.323	1		1		6.545

¹ En 1963 et 1964, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.856 et à 11.063.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1963 4 ^e trimestre	2.867	2.052	745	553
1964 1 ^{er} trimestre	4.081	1.934	851	421
2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1965 1 ^{er} trimestre	3.289	1.836	740	538
2 ^e trimestre	3.393	2.704	949	522
1964 Juin	4.272	3.166	1.132	611
Juillet	3.831	3.086	959	640
Août	3.075	3.175	854	679
Septembre	3.107	2.726	840	565
Octobre	3.179	2.675	925	583
Novembre	2.674	2.253	810	524
Décembre	4.183	1.281	957	290
1965 Janvier	2.869	1.459	644	511
Février	2.954	1.385	682	470
Mars	4.043	2.664	893	634
Avril	3.496	2.766	907	520
Mai	3.143	2.591	967	335
Juin	3.539	2.756	972	712

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1968	1964	% variat. *	1968	1964	% variat. *	1968	1964	% variat. *
1 ^{er} trimestre	113	126	+ 11,5	115	129	+ 12,2	111	122	+ 9,9
2 ^e trimestre	119	126	+ 5,9	121	126	+ 4,1	115	124	+ 7,8
3 ^e trimestre	120	125	+ 4,2	122	128	+ 4,9	116	125	+ 7,8
4 ^e trimestre	123	129	+ 4,9	127	133	+ 4,7	119	128	+ 7,6
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	126	131	+ 4,0	129	133	+ 3,1	122	132	+ 8,2
2 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	126	132	+ 4,8	124	132	+ 6,5
3 ^e trimestre	125			128			125		
4 ^e trimestre	129			133			128		
	France			Italie			Pays-Bas 2		
	1968	1964	% variat. *	1968	1964	% variat. *	1968	1964	% variat. *
1 ^{er} trimestre	110	127	+ 15,5	127	136	+ 7,1	107	120	+ 12,1
2 ^e trimestre	119	128	+ 7,6	132	133	+ 0,8	116	124	+ 6,9
3 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	134	130	- 3,0	110	116	+ 5,5
4 ^e trimestre	123	127	+ 3,3	136	132	- 3,0	124	135	+ 8,9
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	127	125	- 1,6	136	133	- 2,2	120	128	+ 6,7
2 ^e trimestre	128	127	- 0,8	134 ³	136 ³	+ 1,9 ³	124	133	+ 7,3
3 ^e trimestre	123			130			116		
4 ^e trimestre	127			132			135		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

2 Non ajustés pour variations saisonnières.

3 Moyenne avril-mai.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Tonnage total		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				Minerais			
(millions)	(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers)					
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1963 4 ^e trimestre	760	594	5.766	2.353	1.217	173	87,0	11,9
1964 1 ^{er} trimestre	770	585	5.566	2.152	1.234	151	87,0	12,1
2 ^e trimestre	755	556	5.472	1.992	1.264	162	136,3	16,3
3 ^e trimestre	728	541	5.199	1.876	1.269	144	205,1	22,6
4 ^e trimestre	761	626	5.961	2.102	1.395	159	113,8	16,2
1965 1 ^{er} trimestre	p 736	571	5.351	1.875	1.289	118	87,9	13,2
2 ^e trimestre	p 762	554	5.300	1.872	1.234	127	162,1	19,4
1964 Juillet	723	518	4.927	1.738	1.208	137	214,7	23,5
Août	727	520	5.034	1.824	1.231	138	210,0	22,7
Septembre	734	586	5.637	2.066	1.369	157	190,5	21,5
Octobre	779	654	6.235	2.134	1.496	171	149,7	18,6
Novembre	743	617	5.869	2.087	1.373	156	89,8	12,5
Décembre	761	608	5.779	2.084	1.317	149	101,8	14,6
1965 Janvier	p 732	581	5.379	2.014	1.269	111	92,1	13,2
Février	p 709	538	5.058	1.745	1.218	116	75,6	12,2
Mars	p 767	594	5.615	1.867	1.380	126	96,0	14,2
Avril	p 770	543	5.231	1.848	1.189	142	130,0	16,8
Mai	p 763	548	5.243	1.864	1.225	116	156,9	18,8
Juin	p 753	570	5.427	1.905	1.288	123	199,4	22,5
Juillet	p 711	517	4.709	1.630	1.144	118		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers, [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1963 4 ^e trimestre ..	4.384	2.858	1.408	155	180	73
1964 1 ^{er} trimestre ..	4.558	2.968	1.573	185	178	75
2 ^e trimestre ..	4.570	2.887	1.431	165	190	109
3 ^e trimestre ..	4.449	3.046	1.246	162	178	59
4 ^e trimestre ..	4.654	3.242	1.382	150	165	68
1965 1 ^{er} trimestre ..	4.312	2.999	1.547	182	146	143
2 ^e trimestre ..	4.706			155		
1964 Août	4.489	2.973	1.310	162	209	47
Septembre ...	4.352	3.037	1.308	138	161	100
Octobre	4.657	3.185	1.394	158	212	66
Novembre	4.705	3.220	1.388	155	120	98
Décembre	4.599	3.320	1.365	138	162	40
1965 Janvier	3.969	2.855	1.514	219	162	176
Février	4.146	2.885	1.668	165	135	81
Mars	4.821	3.257	1.460	161	142	173
Avril	4.700			155		
Mai	4.843			160		
Juin	4.575			151		
Juillet	4.930			159		
Août				140		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
5.896	478
5.681	459
6.704	541
6.349	516
6.370	519
5.943	483
6.508	523
7.036	577
6.248	487
5.825	494

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1963 3 ^e trimestre	3.789	2.981	214	73	260	94	45
4 ^e trimestre	446	255	35	23	20	26	20
1964 1 ^{er} trimestre	458	267	37	22	29	26	14
2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	250	34	23	19	25	21
1965 1 ^{er} trimestre	370	208	29	19	15	23	17
1964 Mars	667	399	58	30	57	37	16
Avril	970	691	72	28	56	30	23
Mai	1.145	719	82	46	120	54	34
Juin	2.079	1.537	93	50	186	64	44
Juillet	5.374	4.504	190	80	322	87	55
Août	5.324	3.996	428	121	368	186	47
Septembre	1.329	808	143	39	133	63	43
Octobre	510	269	39	25	27	34	32
Novembre	415	232	34	22	15	24	18
Décembre	407	250	30	22	15	18	13
1965 Janvier	367	208	29	19	14	23	17
Février	338	190	26	18	13	20	15
Mars	405	226	31	21	17	27	18

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 2		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 6 (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage 3		Indice général	Hom-mes 4			Sous-vête-ments et acces-soires 5	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147			
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154			
1963	180	177	185	164	179	161	186	143	179	193	156	140	156			
1964	196	188	200	183	200	168	210	151	196	220	163	140	163			
1963 4 ^e trimestre	216	199	224	166	206	173	200	150	187	214	159	140	156			
1964 1 ^{er} trimestre	174	190	165	184	187	165	197	171	181	210	162	140	160			
2 ^e trimestre	188	178	207	180	188	166	249	128	194	213	161	141	163			
3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	170	145	198	209	159	137	159			
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	224	159	211	249	170	143	168			
1965 1 ^{er} trimestre *	186	199	171	198	197	176	—	—	196	233	166	143	167			
2 ^e trimestre	207	201	222	194	203	179	—	—	211	245	170	146	169			
1964 Juillet	190	164	202	181	205	156	186	222	200	207	157	137	160			
Août	171	168	153	164	191	158	137	99	196	206	157	136	155			
Septembre	183	175	185	187	197	160	188	113	199	213	163	138	163			
Octobre	217	202	250	199	214	176	273	140	203	237	172	141	164			
Novembre	224	196	212	171	189	165	200	135	197	223	164	141	168			
Décembre	278	249	278	203	279	208	199	203	233	287	172	146	173			
1965 Janvier *	190	197	182	214	196	180	—	—	187	231	172	141	156			
Février	174	194	146	185	198	170	—	—	184	224	167	146	166			
Mars	194	207	186	196	196	178	—	—	216	244	159	142	179			
Avril	214	216	222	201	200	180	—	—	208	246	176	151	170			
Mai	208	197	224	205	212	178	—	—	204	246	169	140	164			
Juin	200	190	220	176	198	178	—	—	221	242	165	146	173			
Juillet	223	209	228	212	242	171	—	—	206	249	178	145	158			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années précédentes. — 3 Articles de ménage et appareils ménagers. — 4 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 5 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — 6 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2 ^e semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727	154	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1962 2 ^e semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1
2 ^e semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

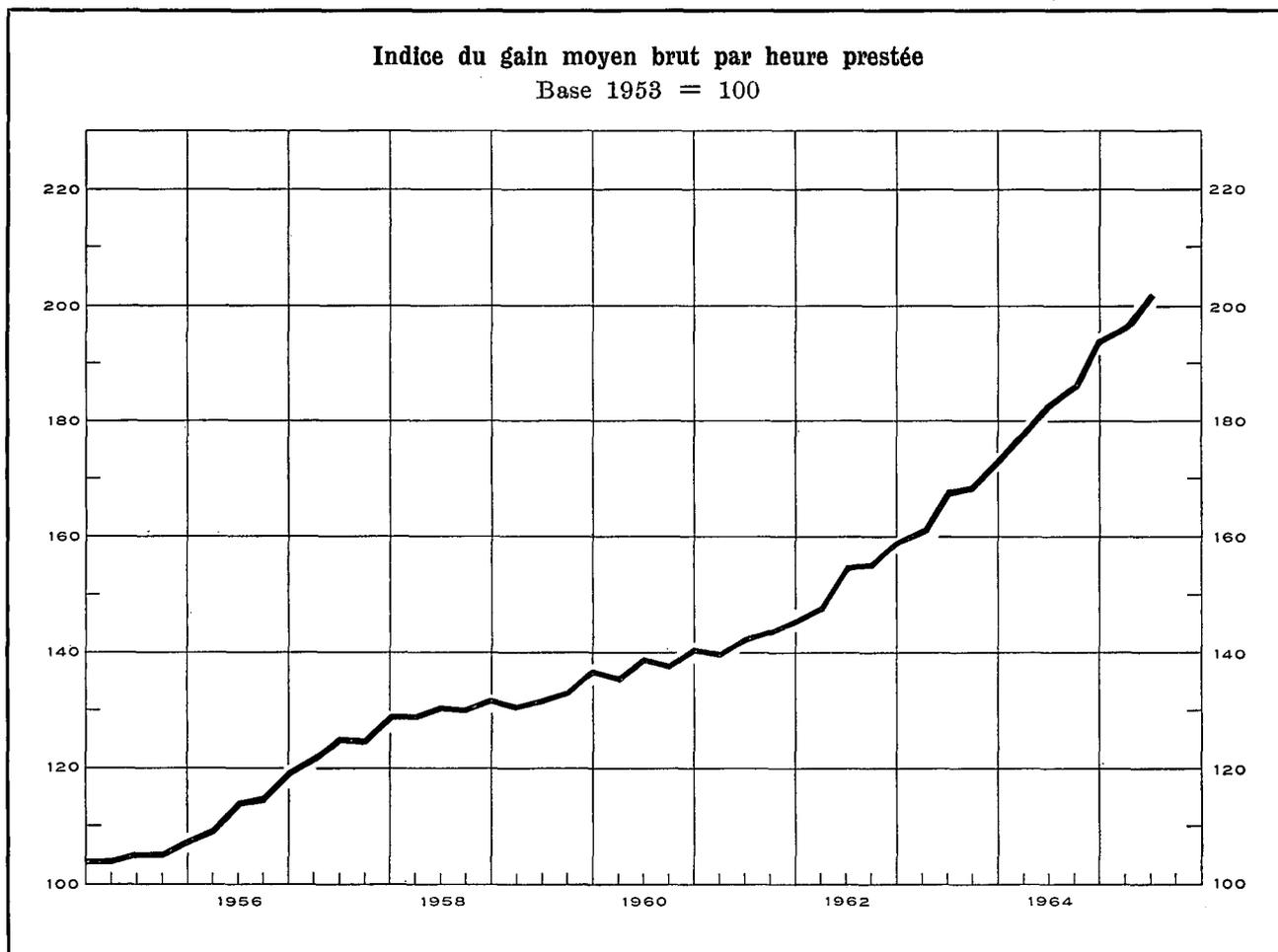
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2 ^e semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
Crédit accordé (millions de francs)												
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
2 ^e semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2 ^e semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7

¹ Jusqu'au second semestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimonsuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180		200
1964 Mars	178	169	173		191
Juin	183	174	178		197
Sept.	186	178	182		201
Déc. p	194	182	186		209
1965 Mars ... p	197	187	192		215
Juin p	201	189	195		222

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,7	98,8	89,3
1963	49,20	116,3	93,3	82,9	97,5	102,0
1964	55,69	p115,2	88,8	p84,0	p92,5	p99,4
1961 Août-Octobre	42,32	116,3	101,3	83,6	97,7	81,7
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,09	115,4	94,6	83,3	98,6	95,7
Août-Octobre	50,30	117,1	92,1	82,6	98,2	102,0
1964 Février-Avril	54,—	116,2	90,1	85,1	94,6	100,7
Août-Octobre	57,37	p114,2	87,6	p83,1	p91,9	p98,3

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

6 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 avril	1964 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,89	40,09	41,29	45,70	48,39	49,13	52,62
Carrières ¹	31,83	34,61	34,79	37,58	39,84	42,34	44,59
Total des industries extractives ¹	39,36	39,72	40,81	45,10	47,76	48,50	51,83
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,24	25,98	27,67	29,41	32,75	34,79	37,09
Boissons	29,05	29,21	30,27	32,30	34,80	36,23	39,59
Tabac	21,54	22,27	22,94	26,12	29,50	30,49	33,50
Industries textiles	23,96	25,04	26,94	27,55	31,16	33,63	34,61
Chaussures, habillement	19,20	20,09	21,23	23,16	25,39	27,36	28,98
Bois (sauf meubles)	25,07	26,67	28,25	30,47	32,82	35,20	37,01
Industrie du meuble	26,08	27,59	30,05	31,38	35,27	37,92	40,65
Papier, articles en papier	26,99	28,98	30,85	33,39	35,87	38,86	39,61
Impressions et reliures	32,58	32,85	34,97	37,02	39,47	41,43	43,96
Cuir (sauf chaussures, habillement)	23,25	24,34	25,80	27,82	30,90	32,22	33,97
Industrie du caoutchouc	30,19	30,85	31,65	34,16	36,93	38,19	40,29
Industries chimiques	30,92	31,64	32,84	35,08	38,49	41,23	44,43
Industrie du pétrole	46,70	48,29	51,02	53,33	57,25	61,39	62,88
Produits minéraux non métalliques	29,23	30,37	32,05	34,43	37,31	40,19	42,55
Industries métallurgiques de base	39,19	41,11	42,13	45,11	47,96	49,85	52,08
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	30,12	31,08	32,72	35,92	38,85	42,06	43,37
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,46	33,66	34,92	37,70	40,42	43,73	45,23
Industrie électrotechnique	28,89	29,60	30,18	33,57	35,48	38,85	39,97
Construction de matériel de transport ...	36,61	37,36	37,58	42,06	45,07	47,02	48,55
Industrie du diamant	24,90	25,42	25,99	26,72	31,50	31,71	33,24
Total des industries manufacturières	28,56	29,59	31,01	33,26	36,20	38,96	40,74
dont : hommes	32,20	33,30	34,63	37,13	40,10	42,66	44,53
femmes	19,13	20,00	21,10	22,78	25,45	27,87	29,16
Construction ¹	30,72	32,76	33,17	36,21	38,66	40,97	43,75
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	30,24	31,36	32,40	35,00	37,82	40,11	42,20
dont : hommes	32,98	34,16	35,14	37,99	40,81	42,89	45,11

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.)*. — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1963 4 ^e trimestre	270	35,8	111	35,1	20	235	976	25,7	2,89
1964 1 ^{er} trimestre	272	47,3	117	35,3	20	253	1.074	29,7	2,89
2 ^e trimestre	255	47,8	106	35,4	20	302	1.093	33,3	2,89
3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
4 ^e trimestre	216	47,0	96	32,6	21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	21	412	1.262	38,0	2,89
2 ^e trimestre	200	45,6	89	32,7	22	487	1.487	37,2	2,89
1964 Août	208	46,6	101	33,3	20	362	1.272	38,0	2,89
Septembre	212	45,6	100	32,7	20	420	1.426	36,0	2,89
Octobre	214	47,8	98	32,5	21	491	1.584	38,3	2,89
Novembre	218	47,6	97	32,6	21	507	1.488	39,5	2,89
Décembre	215	45,7	92	32,6	21	459	1.317	40,0	2,89
1965 Janvier	212	45,7	90	32,5	21	362	1.255	39,0	2,89
Février	211	46,4	91	32,6	21	426	1.231	38,0	2,89
Mars	207	46,4	88	32,7	21	448	1.301	37,0	2,89
Avril	204	45,7	89	32,7	22	488	1.431	38,0	2,89
Mai	200	45,5	89	32,7	22	499	1.530	38,5	2,89
Juin	196	45,7	88	32,8	22	474	1.499	35,0	2,89
Juillet	200	45,5		32,6	p 21	411	1.440	35,0	2,89
Août	p 206	p 44,9		p 32,0	p 21	p 439	p 1.482		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1963 4 ^e trimestre	98	90	103	104	100	125
1964 1 ^{er} trimestre	98	92	104	105	100	110
2 ^e trimestre	96	91	103	106	97	105
3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	113
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^e trimestre	92	93	103	109	91	121
1964 Août	94	89	103	107	93	101
Septembre	95	88	104	109	93	101
Octobre	97	88	105	111	94	114
Novembre	97	89	105	111	93	115
Décembre	95	90	104	109	94	109
1965 Janvier	92	90	102	107	92	111
Février	93	90	103	108	92	112
Mars	93	90	103	108	93	119
Avril	93	91	104	110	92	117
Mai	93	93	103	109	91	125
Juin	91	94	103	109	91	120
Juillet	89	94	101	107	90	
Août	90	95	102	108	90	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1956	103,7	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,3	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,2	107,0	104,7
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1963 4 ^e trimestre	107,4	112,7	95,6	109,7	125,1	96,8	106,9	101,7	110,6	98,4	105,3	131,1	100,9	106,3	111,5
1964 1 ^{er} trimestre	109,3	115,3	98,5	109,3	126,2	95,3	109,3	103,0	113,1	100,6	108,0	135,4	103,5	108,5	114,0
2 ^e trimestre	110,5	116,7	99,1	110,8	125,4	98,4	110,4	103,7	115,4	98,6	108,7	139,9	103,9	109,9	115,3
3 ^e trimestre	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
4 ^e trimestre	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1965 1 ^{er} trimestre	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
2 ^e trimestre	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
1964 Mars	109,6	115,3	99,2	108,1	125,3	94,0	109,9	102,9	114,1	100,3	108,3	137,8	103,7	109,1	114,9
Avril	110,2	116,3	98,6	110,4	124,1	98,8	110,1	103,0	114,6	99,1	109,3	138,2	103,5	109,7	114,9
Mai	110,3	116,3	99,1	110,8	126,5	97,7	110,1	103,9	115,1	98,4	108,3	138,2	104,1	109,7	114,7
Juin	111,1	117,4	99,6	111,1	125,7	98,8	111,0	104,3	116,5	98,3	108,5	143,2	104,2	110,3	116,4
Juillet	110,7	116,4	100,1	108,2	125,8	93,7	111,3	105,2	117,4	98,9	106,2	143,2	105,2	111,1	115,8
Août	111,3	116,6	101,2	108,6	126,6	93,9	111,9	105,4	117,4	100,6	106,3	143,2	106,4	111,3	116,2
Septembre	111,4	116,4	101,7	108,6	126,4	94,0	112,1	105,2	118,2	98,2	110,4	143,2	105,3	112,1	116,9
Octobre	112,0	116,9	102,7	110,1	127,5	95,9	112,4	105,9	118,9	97,7	110,3	143,3	105,8	112,5	117,1
Novembre	111,9	117,0	102,0	111,3	129,1	96,7	112,1	106,8	119,0	96,4	108,6	142,9	105,7	112,3	116,5
Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9
Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9
Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	98,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0
Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2

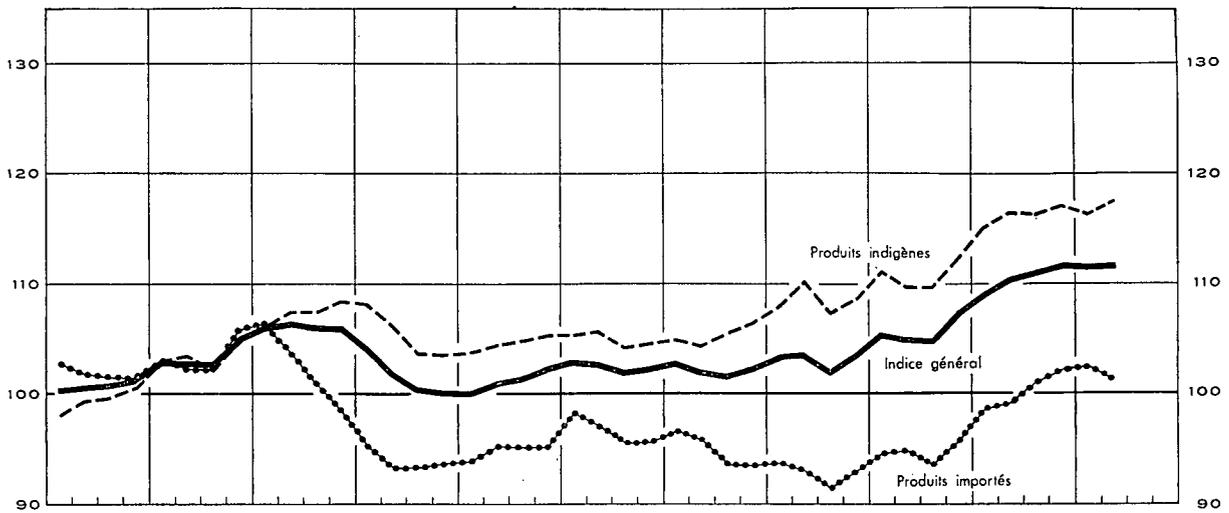
* Indices base originale 1930-33 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

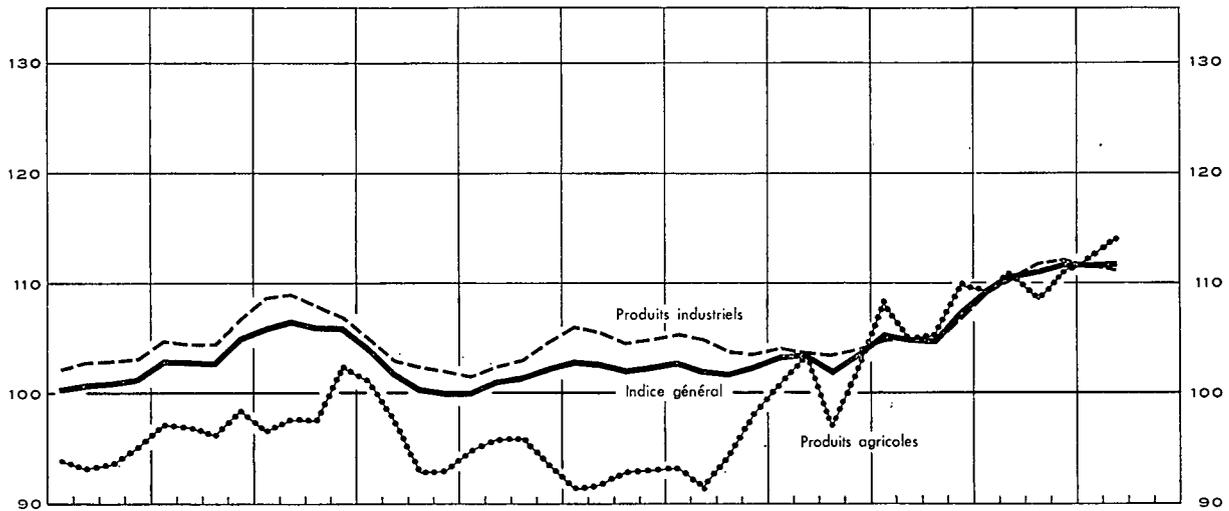
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

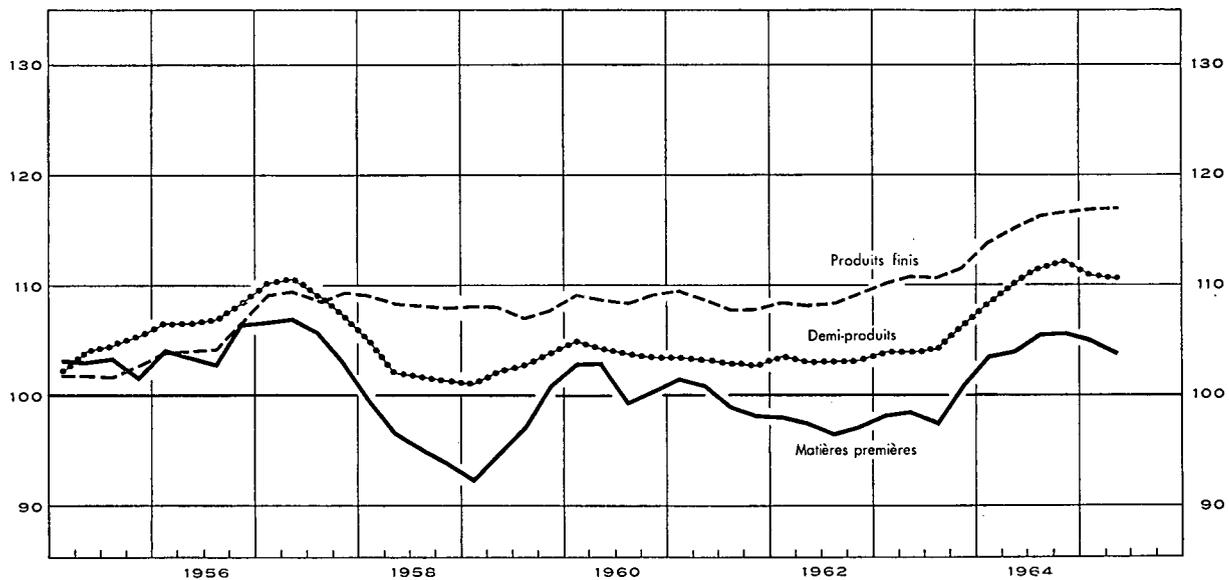
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



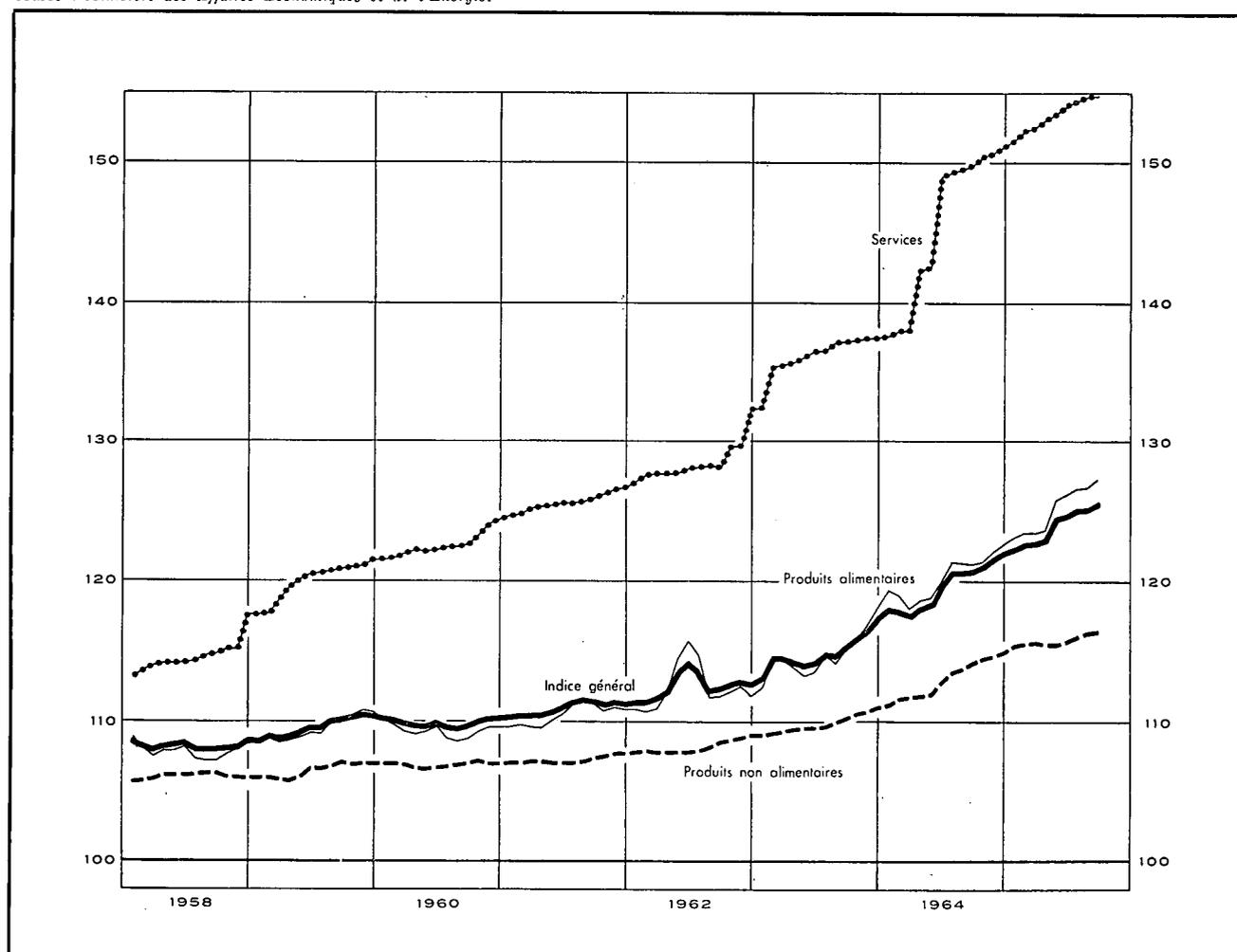
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1 ^{er} trimestre	117,90	122,74	118,8	123,4	111,6	115,6	137,9	152,1
2 ^e trimestre	118,86	124,18	119,1	125,3	112,2	115,7	144,6	153,6
3 ^e trimestre	120,87	125,43	121,3	126,9	113,8	116,4	149,5	154,6
4 ^e trimestre	121,72		122,1		114,8		150,8	
Janvier	118,11	122,51	119,4	123,2	111,3	115,5	137,6	151,6
Février	117,98	122,80	119,0	123,5	111,7	115,6	138,0	152,3
Mars	117,61	122,91	118,0	123,5	111,8	115,7	138,0	152,5
Avril	118,21	123,11	118,6	123,7	111,9	115,6	142,2	153,1
Mai	118,50	124,58	118,8	125,9	112,0	115,6	142,5	153,5
Juin	119,88	124,85	119,8	126,3	112,8	115,8	149,0	154,1
Juillet	120,84	125,28	121,4	126,7	113,5	116,2	149,3	154,4
Août	120,84	125,31	121,3	126,8	113,8	116,4	149,5	154,7
Septembre	120,93	125,70	121,2	127,3	114,2	116,5	149,8	154,7
Octobre	121,24		121,4		114,5		150,4	
Novembre	121,76		122,2		114,8		150,7	
Décembre	122,16		122,7		115,0		151,2	

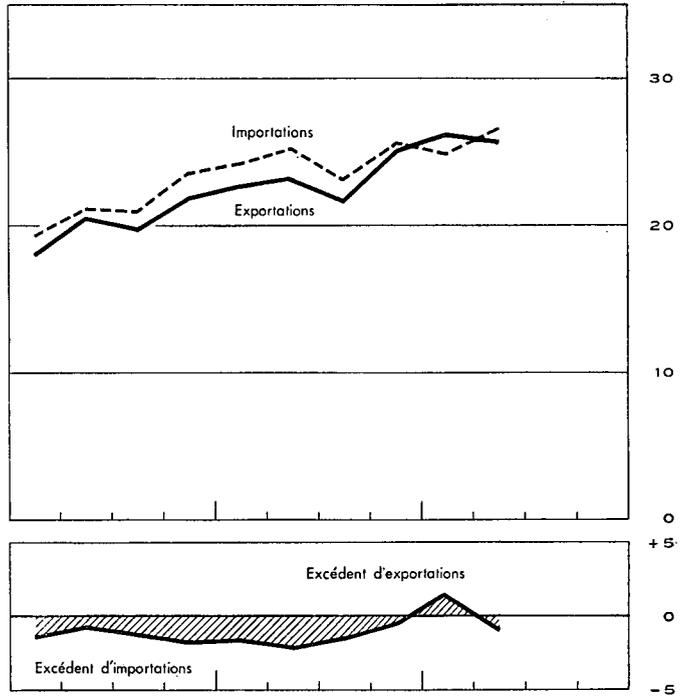
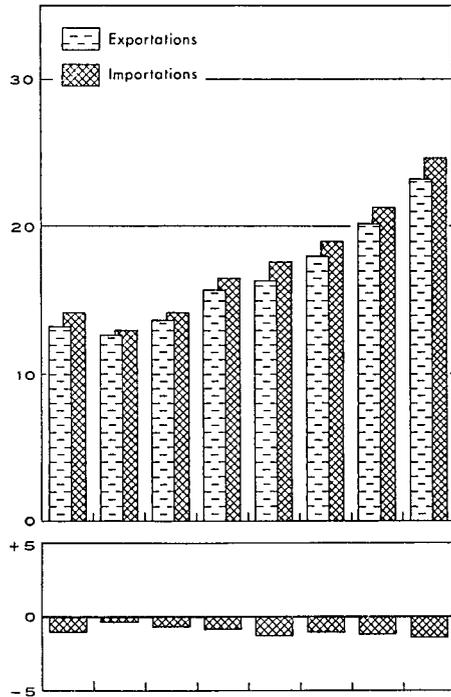
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

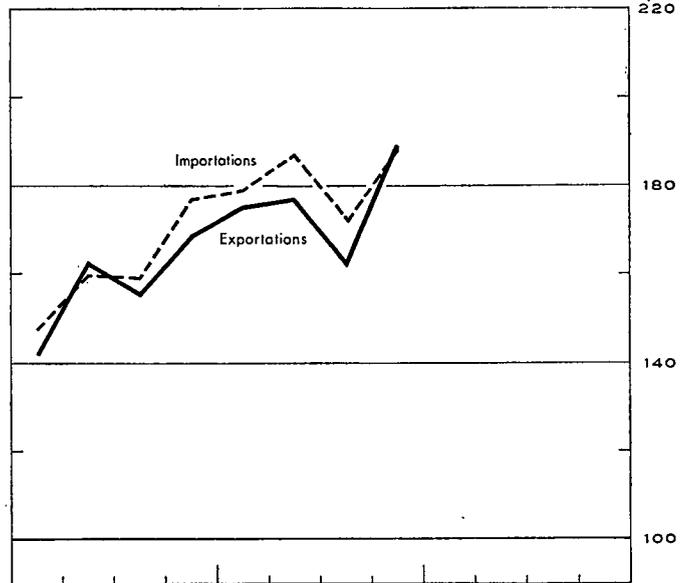
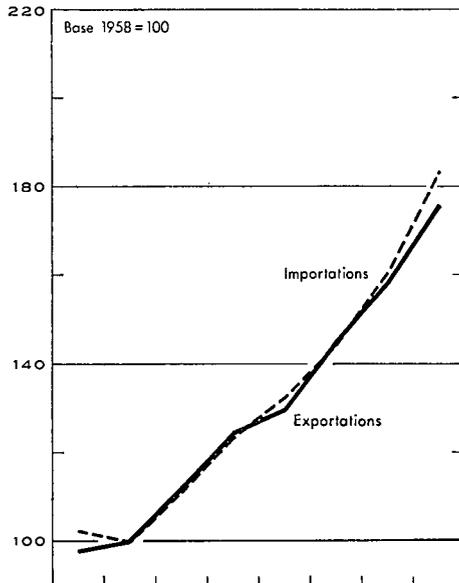
Source : I.N.S.

Milliards de francs



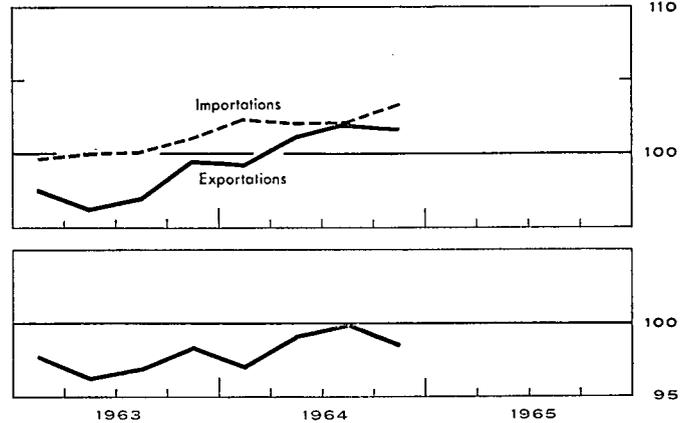
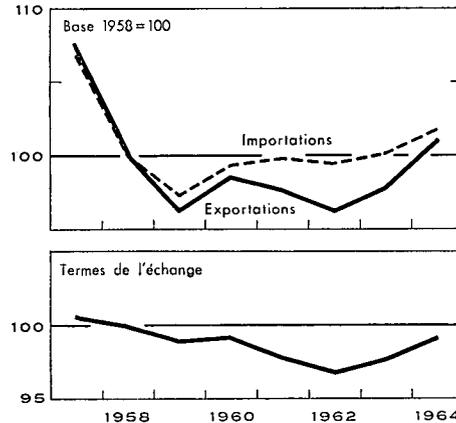
Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent.	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balace commerciale	exportations	du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
			importations	importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	102,5	97,8	106,9	107,6	100,7
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1963 4 ^e trimestre	23,6	22,0	- 1,6	93	177,1	168,8	101,1	99,6	98,5
1964 1 ^{er} trimestre	24,3	22,8	- 1,5	94	179,0	175,6	102,4	99,4	97,1
2 ^e trimestre	25,3	23,3	- 2,0	92	187,1	177,2	102,1	101,3	99,2
3 ^e trimestre	23,3	21,8	- 1,5	93	173,2	163,1	102,1	102,1	100,0
4 ^e trimestre	25,8	25,3	- 0,5	98	188,3	189,0	103,4	101,8	98,5
1965 1 ^{er} trimestre	24,7	26,2	+ 1,5	106					
2 ^e trimestre	p 26,5	25,7	p- 0,8	p 97					
1964 Janvier-juillet	24,8	23,0	- 1,8	93					
1965 Janvier-juillet	p 25,5	25,9	+ 0,4	101					
1964 Août	20,9	18,8	- 2,1	90					
Septembre	24,0	23,8	- 0,2	99					
Octobre	25,6	26,0	+ 0,4	102					
Novembre	24,6	24,6	-	100					
Décembre	p 26,8	25,1	- 1,7	94					
1965 Janvier	22,8	24,1	+ 1,3	106					
Février	23,8	26,0	+ 2,2	109					
Mars	27,3	28,5	+ 1,2	104					
Avril	27,8	25,5	- 2,3	92					
Mai	25,7	24,2	- 1,5	94					
Juin	p 25,7	27,6	p+ 1,9	p 107					
Juillet	25,3	25,5	+ 0,2	101					
Août	p	21,4							

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1963 4 ^e trimestre	3,25	5,18	1,71	3,65	1,60	0,29	0,66	0,55	1,08	1,03	2,99	21,99
1964 1 ^{er} trimestre	3,67	5,80	1,68	3,63	1,52	0,32	0,69	0,59	1,10	0,74	3,06	22,80
2 ^e trimestre	3,85	5,83	1,80	3,66	1,73	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	3,18	23,33
3 ^e trimestre	3,67	5,40	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,89	21,76
4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
1964 Décembre	3,54	6,88	2,02	3,44	1,72	0,25	0,79	0,56	1,32	1,08	3,49	25,09
1965 Janvier	4,25	6,53	2,09	3,67	1,99	0,22	0,33	0,61	0,06	1,24	3,13	24,12
Février	4,20	6,39	2,10	3,58	1,80	0,17	0,70	0,52	2,02	1,10	3,39	25,97
Mars	4,18	8,13	2,31	4,11	2,12	0,16	0,71	0,53	1,34	1,18	3,76	28,53
Avril	4,42	7,01	2,02	3,42	1,80	0,17	0,60	0,53	0,86	1,13	3,51	25,47
Mai	3,76	6,58	1,80	3,41	1,83	0,16	0,71	0,43	1,48	0,77	3,27	24,20
Juin	4,07	7,65	2,33	3,81	2,07	0,20	0,71	0,57	1,34	1,09	3,73	27,57

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, n^o 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, n^o 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, n^o 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, n^o 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, n^o 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1964.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 10	autres produits 10					alimentaires		autres 11	
													liquides 8	autres								produits animaux	produits végétaux		
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	...	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1963 2 ^e trimestre	14.191	4.727	1.561	1.297	945	291	217	260	118	309	87	898	366	1.013	941	344	817	3.918	374	1.003	372	2.169	2.972	93	21.174
3 ^e trimestre	14.053	4.497	1.621	1.373	913	434	194	276	121	319	71	986	312	973	848	344	771	3.958	512	892	353	2.201	2.946	59	21.016
4 ^e trimestre	15.979	5.158	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.383	568	975	376	2.464	3.171	70	23.603
1964 1 ^{er} trimestre	16.066	4.931	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	987	1.059	415	876	4.847	610	1.079	405	2.753	3.283	66	24.262
2 ^e trimestre	16.386	5.412	2.171	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.882	3.672	112	25.283
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833
1965 1 ^{er} trimestre	15.978	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1963				1964			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	105,9	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	98,6	98,8	97,9	100,2	101,1	101,2	100,5	101,7
Biens de consommation	101,7	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	99,3	98,7	100,3	100,7	101,9	102,3	102,4	105,3
Biens d'équipement	92,8	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	109,2	110,2	113,4	108,6	111,7	108,5	111,9	111,5
Ensemble ...	103,1	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	99,8	100,0	100,1	101,1	102,4	102,1	102,1	103,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	106,0	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,2	91,1	90,8	91,0	90,3	92,0	93,9	94,1
Fabrications métalliques	93,5	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	97,9	96,8	98,2	102,5	100,3	104,2	103,6	103,1
Métaux non ferreux	144,8	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	109,1	110,2	111,4	113,0	116,9	119,9	126,7	132,1
Textiles	107,6	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	101,3	102,0	104,2	107,0	109,0	108,4	110,9	108,6
Produits chimiques	107,8	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	94,8	92,6	90,5	93,3	94,8	93,9	93,1	95,4
Industrie houillère	88,2	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	81,8	81,8	79,9	83,8	96,9	104,7	93,3	91,7
Industrie pétrolière	84,2	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	82,1	79,0	81,9	80,5	82,2	78,2	78,1	76,1
Verres et glaces	97,1	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	94,8	95,0	97,2	99,3	98,3	100,0	98,8	98,7
Produits agricoles	106,2	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	125,8	110,4	111,5	115,9	99,7	113,0	109,7	110,3
Ciments	99,4	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,5	94,6	98,0	102,1	99,7	98,1	104,0	99,5
Carrières	94,3	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	100,4	95,3	95,4	94,5	97,6	94,9	95,7	95,0
Céramiques	96,7	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	100,1	100,9	100,1	100,9	105,4	105,7	112,1	112,3
Bois et meubles	102,5	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	99,1	100,0	98,2	99,0	102,3	103,7	102,6	106,8
Peaux, cuirs et chaussures	96,7	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	106,7	100,9	101,1	103,4	110,0	107,2	108,9	110,3
Papier et livre	100,0	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	94,1	90,7	93,2	93,9	95,3	94,5	96,4	95,0
Tabacs manufacturés	99,7	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	108,8	106,0	106,3	102,8	97,9	104,4	103,9	97,6
Caoutchouc	108,9	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	82,5	83,3	82,6	84,7	82,8	83,7	82,1	85,1
Industries alimentaires	102,5	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	92,0	93,1	90,9	97,7	100,3	99,5	100,7	95,0
Divers	85,4	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	86,7	88,2	90,7	91,5	88,6	94,2	97,6	92,3
Ensemble ...	103,3	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	97,7	96,4	97,1	99,6	99,4	101,3	102,1	101,8
INDICES DES TERMES DE L'ECHEANCE ¹																	
Ensemble ...	100,2	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	97,9	96,4	97,0	98,5	97,1	99,2	100,0	98,5

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1963				1964			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	103,9	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8	149,5	157,1	157,5	175,6	173,6	176,9	167,5	179,5
Biens de consommation	91,9	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9	136,9	155,4	155,0	169,6	185,5	194,9	177,1	195,7
Biens d'équipement	100,8	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7	154,3	183,2	177,7	199,9	200,1	231,5	199,4	225,4
Ensemble ...	101,1	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8	147,5	159,8	159,3	177,1	179,0	187,1	173,2	188,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	101,7	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	120,7	137,0	132,7	133,0	152,8	155,6	146,0	152,2
Fabrications métalliques	92,5	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	151,7	183,4	171,2	183,2	208,8	210,7	189,9	226,6
Métaux non ferreux	97,4	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	133,5	161,0	147,1	164,6	156,6	163,7	158,1	168,2
Textiles	108,6	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	163,9	172,9	158,0	186,1	181,7	183,9	156,7	187,8
Produits chimiques	85,4	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	134,2	153,5	148,6	161,1	153,3	174,0	165,2	174,6
Industrie houillère	153,3	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	54,4	97,6	92,4	98,4	94,8	76,9	67,1	74,2
Industrie pétrolière	93,6	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	116,3	161,4	184,8	154,7	158,5	150,4	142,1	170,7
Verres et glaces	102,5	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	160,6	160,6	175,6	180,5	196,3	187,3	178,7	193,4
Produits agricoles	79,3	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	162,6	161,2	156,1	195,3	165,0	127,0	142,8	231,6
Ciments	135,2	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	51,1	122,2	114,7	110,0	98,5	125,1	107,1	132,3
Carrières	108,8	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	104,0	198,5	197,7	200,5	181,3	219,8	208,9	214,1
Céramiques	130,7	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	156,7	208,0	215,1	249,6	230,3	240,4	247,4	285,2
Bois et meubles	118,1	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	266,7	375,8	345,0	411,4	401,1	417,2	370,4	405,0
Peaux, cuirs et chaussures	110,7	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	178,3	185,2	193,8	222,1	217,0	193,9	200,8	218,4
Papier et livre	87,5	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	168,1	182,8	176,3	203,6	195,3	210,0	188,2	228,2
Tabacs manufacturés	58,2	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	178,6	208,1	208,1	269,0	249,5	256,8	266,5	339,1
Caoutchouc	108,0	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	186,9	184,0	179,0	194,6	221,6	216,7	205,3	260,3
Industries alimentaires	96,9	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	210,8	231,7	210,4	218,9	211,2	232,4	207,0	289,2
Divers	127,7	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	160,5	139,9	146,5	169,1	187,0	157,7	146,6	152,3
Ensemble ...	100,4	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	142,2	163,1	156,1	168,8	175,6	177,2	163,1	189,0

* Voir 2° du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1963 4 ^e trimestre	4,66	4,00	- 0,66	3,70	3,32	- 0,38	3,42	4,98	+ 1,56
1964 1 ^{er} trimestre	4,70	4,19	- 0,51	3,92	3,53	- 0,39	3,61	5,24	+ 1,63
2 ^e trimestre	5,05	4,68	- 0,37	3,83	3,65	- 0,18	3,57	5,42	+ 1,85
3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
4 ^e trimestre	5,16	5,69	+ 0,53	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	<i>p</i> 5,26	5,86	<i>p</i> + 0,60	4,17	3,86	<i>p</i> - 0,31	<i>p</i> 3,85	5,80	<i>p</i> + 1,95
1964 Août	4,31	4,12	- 0,19	2,72	2,27	- 0,45	3,24	4,38	+ 1,14
Septembre	5,04	5,08	+ 0,04	3,17	3,63	+ 0,46	3,82	5,59	+ 1,77
Octobre	5,11	5,67	+ 0,56	3,80	3,81	+ 0,01	4,29	6,02	+ 1,73
Novembre	4,92	5,39	+ 0,47	3,49	3,65	+ 0,16	3,96	5,51	+ 1,55
Décembre	5,44	5,92	+ 0,48	3,84	3,90	+ 0,06	3,86	5,74	+ 1,88
1965 Janvier	4,53	5,01	+ 0,48	3,62	3,42	- 0,20	3,52	5,06	+ 1,54
Février	4,64	5,38	+ 0,74	3,97	3,70	- 0,27	3,90	5,56	+ 1,66
Mars	5,64	6,46	+ 0,82	4,21	4,11	- 0,10	4,43	6,84	+ 2,41
Avril	5,53	5,68	+ 0,15	4,58	3,72	- 0,86	3,92	5,58	+ 1,66
Mai	5,09	5,11	+ 0,02	4,02	3,89	- 0,13	3,79	5,79	+ 2,00
Juin	<i>p</i> 5,17	6,77	<i>p</i> + 1,60	<i>p</i> 3,90	3,97	<i>p</i> + 0,07	<i>p</i> 3,84	6,04	<i>p</i> + 2,20
Juillet	4,91	6,34	+ 1,43	3,73	3,53	- 0,20	3,32	5,32	+ 2,00
Août	<i>p</i>	4,07			2,76			4,41	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,20	0,26	+ 0,06	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,14	14,58	+ 1,44	16,64	17,96	+ 1,32
1963 4 ^e trimestre	0,79	1,14	+ 0,35	12,57	13,44	+ 0,87	16,14	16,97	+ 0,83
1964 1 ^{er} trimestre	0,90	1,00	+ 0,10	13,13	13,96	+ 0,83	16,51	17,36	+ 0,85
2 ^e trimestre	1,02	0,86	- 0,16	13,46	14,61	+ 1,15	17,06	18,06	+ 1,00
3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,47	16,62	+ 1,15
4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,88
2 ^e trimestre	<i>p</i> 0,96	0,88	<i>p</i> - 0,08	<i>p</i> 14,24	16,40	<i>p</i> + 2,16	<i>p</i> 17,73	20,05	<i>p</i> + 2,32
1964 Août	0,97	0,67	- 0,30	11,24	11,44	+ 0,20	13,76	14,09	+ 0,33
Septembre	0,89	0,92	+ 0,03	12,93	15,23	+ 2,30	16,41	18,63	+ 2,22
Octobre	0,98	0,87	- 0,11	14,18	16,37	+ 2,19	17,78	20,07	+ 2,29
Novembre	0,74	0,86	+ 0,12	13,11	15,41	+ 2,30	16,74	19,20	+ 2,46
Décembre	0,90	0,91	+ 0,01	14,04	16,47	+ 2,43	17,91	20,05	+ 2,14
1965 Janvier	0,73	0,92	+ 0,19	12,40	14,41	+ 2,01	15,80	18,74	+ 2,94
Février	0,94	0,82	- 0,12	13,45	15,46	+ 2,01	16,95	19,17	+ 2,22
Mars	1,18	0,99	- 0,19	15,46	18,40	+ 2,94	19,33	22,55	+ 3,22
Avril	1,07	0,94	- 0,13	15,10	15,92	+ 0,82	18,59	19,60	+ 1,01
Mai	0,95	0,86	- 0,09	13,85	15,65	+ 1,80	17,30	18,97	+ 1,67
Juin	<i>p</i> 0,87	0,85	<i>p</i> - 0,02	<i>p</i> 13,78	17,63	<i>p</i> + 3,85	<i>p</i> 17,31	21,56	<i>p</i> + 4,25
Juillet	1,36	0,97	- 0,39	13,32	16,16	+ 2,84	17,06	19,72	+ 2,66
Août	<i>p</i>	0,70			11,94			15,27	

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1963 4 ^e trimestre	2,23	1,77	- 0,46	1,89	1,24	- 0,65	1,19	0,84	- 0,35
1964 1 ^{er} trimestre	2,17	1,88	- 0,29	1,80	1,24	- 0,56	1,41	0,99	- 0,42
2 ^e trimestre	2,18	1,97	- 0,21	2,03	1,17	- 0,86	1,69	0,85	- 0,84
3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68	1,50	1,15	- 0,35
2 ^e trimestre	<i>p</i> 2,43	2,12	<i>p</i> - 0,31	<i>p</i> 1,87	1,12	<i>p</i> - 0,75		0,95	
1964 Août	2,03	1,56	- 0,47	1,16	0,81	- 0,35	1,48	0,72	- 0,76
Septembre	1,99	1,87	- 0,12	1,88	1,06	- 0,82	1,09	0,76	- 0,33
Octobre	2,14	2,01	- 0,13	1,94	1,28	- 0,66	1,03	0,88	- 0,15
Novembre	2,16	1,81	- 0,35	1,87	1,27	- 0,60	1,48	0,89	- 0,59
Décembre	2,68	1,54	- 1,14	1,89	1,19	- 0,70	1,46	0,89	- 0,57
1965 Janvier	1,83	1,45	- 0,38	1,82	1,38	- 0,44	1,21	0,96	- 0,25
Février	1,10	2,46	+ 1,36	2,01	1,25	- 0,76	1,76	1,38	- 0,38
Mars	2,38	2,03	- 0,35	2,17	1,31	- 0,86	1,45	1,13	- 0,32
Avril	2,86	2,21	- 0,65	1,89	1,09	- 0,80	1,66	1,02	- 0,64
Mai	2,20	1,97	- 0,23	1,84	1,04	- 0,80	1,86	0,82	- 1,04
Juin	<i>p</i> 2,24	2,17	<i>p</i> - 0,07	<i>p</i> 1,88	1,22	<i>p</i> - 0,66		1,03	
Juillet	2,22	2,10	- 0,12	2,15	1,25	- 0,90			
Août	<i>p</i>	2,39			1,02				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,74	0,51	- 0,23
1963 4 ^e trimestre	0,96	0,51	- 0,45	0,72	0,27	- 0,45	0,78	0,53	- 0,25
1964 1 ^{er} trimestre	0,92	0,56	- 0,36	0,79	0,27	- 0,52	0,62	0,52	- 0,10
2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,90	0,28	- 0,62	0,82	0,46	- 0,36
4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,81	0,50	- 0,31
1965 1 ^{er} trimestre	0,94	0,68	- 0,26	0,69	0,29	- 0,40	0,63	0,66	+ 0,03
2 ^e trimestre		0,52			0,30			0,54	
1964 Juin	1,11	0,67	- 0,44	0,91	0,27	- 0,64	0,90	0,50	- 0,40
Juillet	0,75	0,58	- 0,17	1,16	0,30	- 0,86	0,77	0,46	- 0,31
Août	0,76	0,66	- 0,10	0,59	0,27	- 0,32	0,80	0,45	- 0,35
Septembre	0,96	0,70	- 0,26	0,89	0,26	- 0,63	0,87	0,48	- 0,39
Octobre	1,01	0,75	- 0,26	0,82	0,36	- 0,46	0,73	0,48	- 0,25
Novembre	0,83	0,57	- 0,26	0,71	0,28	- 0,43	0,78	0,45	- 0,33
Décembre	0,99	0,68	- 0,31	0,77	0,34	- 0,43	0,89	0,53	- 0,36
1965 Janvier	0,99	0,78	- 0,21	0,48	0,34	- 0,14	0,63	0,66	+ 0,03
Février	0,86	0,70	- 0,16	0,82	0,27	- 0,55	0,64	0,63	- 0,01
Mars	0,97	0,55	- 0,42	0,76	0,27	- 0,49	0,62	0,69	+ 0,07
Avril	0,98	0,61	- 0,37	1,22	0,28	- 0,94	0,61	0,49	- 0,12
Mai	0,92	0,37	- 0,55	0,80	0,23	- 0,57	0,61	0,50	- 0,11
Juin		0,58			0,35			0,63	

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febultex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et la Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — *cf.* N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics ..				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé ..	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) valeurs belges ...	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 0,5	+ 1,5
b) valeurs étrangères ...	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 30 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *
(milliards de francs)

	1961	1962	1963			1964		
	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 6,4	- 2,7	- 5,9	- 8,6	- 7,3	- 1,4	- 8,7
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 1,7	+ 1,6	+ 3,3	+ 2,2	+ 3,0	+ 5,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,4	+ 2,8	+ 2,6	+ 5,4
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,1	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,8
1.3 Frets et assurances pour le transport des marchandises ²								
1.4 Autres frais de transport	- 0,4	+ 0,7	...	- 0,3	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	- 2,2	- 1,1	- 2,1	- 3,2	- 1,7	- 1,7	- 3,4
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 1,3	+ 0,1	- 0,9	- 0,1	- 1,0	- 1,2	+ 0,3	- 0,9
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	- 0,1	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 2,3
1.82 Autres	+ 3,3	+ 3,7	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0
Total 1 ...	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 1,5	+ 3,4	+ 0,2	- 4,4	- 4,2	- 4,1	+ 3,4	- 0,7
2.2 Transferts de l'Etat	+ 3,0	+ 2,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 2,5	+ 1,3	+ 1,7	+ 3,0
Total 2 ...	- 2,3	- 1,8	- 1,5	- 1,6	- 3,1	- 1,3	- 1,1	- 2,4
3. Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat	+ 0,7	+ 0,8	- 0,1	- 0,5	- 0,6	...	+ 0,6	+ 0,6
3.2 Autres pouvoirs publics	- 5,3	- 2,2	+ 3,1	- 0,7	+ 2,4	+ 0,8	- 0,4	+ 0,4
Total 3 ...	+ 0,1	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1
4. Mouvement net des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 5,2	- 1,8	+ 3,1	- 0,6	+ 2,5	+ 1,7	- 0,2	+ 1,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 1,9	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,3
4.3 Secteur privé :								
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières :								
a) valeurs belges	+ 0,2	- 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 2,2	- 0,2	+ 2,0
b) valeurs étrangères	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 0,1
4.32 Autres (y compris investissements directs)	- 4,7	- 3,0	- 2,7	- 2,4	- 5,1	- 1,3	+ 0,3	- 1,0
Total 4 ...	+ 5,2	+ 3,4	+ 2,4	+ 2,9	+ 5,3	+ 1,8	+ 5,3	+ 7,1
5. Erreurs et omissions	+ 4,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,6	+ 2,9	+ 5,6	+ 8,5
Total 1 à 5 ...	+ 0,6	+ 1,4	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 0,5
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	+ 1,7	+ 4,2	+ 5,2	- 5,3	- 0,1	+ 1,3	+ 9,1	+ 10,4
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	+ 3,9	- 4,5	- 0,6	+ 0,7	+ 10,1	+ 10,8
Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 7,6	+ 3,6	+ 11,2	+ 1,0	+ 11,6	+ 12,6
Autres	- 11,6	+ 5,7	- 3,7	- 8,1	- 11,8	- 0,3	- 1,5	- 1,8

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
- les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3e édition du « Balance of Payments Manual »;
- la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celle-ci;
- les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.32).
- les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.8 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 482 à 485.

1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes ni les dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1963				1964				1965
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
Exportations	45,8	50,3	50,3	54,7	54,6	56,8	55,0	64,1	61,6
Importations ¹	47,3	51,5	52,8	58,1	58,0	60,7	58,0	62,5	59,8
Solde ...	- 1,5	- 1,2	- 2,5	- 3,4	- 3,4	- 3,9	- 3,0	+ 1,6	+ 1,8
Autres opérations sur marchandises	+ 1,2	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,7
1.2 Or non monétaire .....	...	- 0,1	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	...	...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...
1.4 Revenus d'investissements	- 0,2	- 0,7	...	- 0,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,1	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,5
1.6 Autres	+ 1,2	+ 0,6	- 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 0,8
Total 1 ...	+ 0,6	- 0,4	- 2,1	- 2,3	- 1,9	- 2,2	- 2,2	+ 5,6	+ 4,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,7
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,1	- 0,4	- 0,5	- 1,1	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,3
Total 2 ...	- 0,5	+ 0,4	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4
3. Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat	+ 1,8	+ 1,3	- 1,0	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,6
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	...	...	+ 0,1	+ 1,9	- 1,0	+ 0,3	- 0,1	...
Total 3 ...	+ 1,8	+ 1,3	- 1,0	+ 0,4	+ 2,2	- 0,5	- 1,1	+ 0,9	- 3,6
4. Mouvement net des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,1	...
4.2 Secteur privé									
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières :									
a) valeurs belges	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2
b) valeurs étrangères ...	- 1,8	- 0,9	- 1,3	- 1,1	- 1,5	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,2
4.22 Autres (y compris investissements directs)	+ 1,6	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,7	- 0,2	+ 2,0	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,6
Total 4 ...	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,2	- 0,2	+ 0,3	+ 2,6	+ 3,8	+ 1,8	+ 1,0
5. Erreurs et omissions	+ 1,4	...	- 1,0	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5
Total 1 à 5 ...	+ 3,7	+ 1,5	- 2,9	- 2,4	+ 1,4	- 0,1	+ 0,9	+ 8,2	+ 1,5
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,3	...	+ 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 0,7	+ 1,3	- 0,3	- 1,5
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 2,4	+ 1,5	- 2,4	- 2,1	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,2	+ 7,9	...
Banque Nationale	+ 4,4	+ 3,2	+ 1,0	+ 2,6	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5
Autres	- 2,0	- 1,7	- 3,4	- 4,7	+ 0,5	- 0,8	+ 0,2	- 1,7	+ 1,5

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations » (cf. note 1).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletins d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLe année, vol. I, no 6, page 717 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1964 ». XLe année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1964* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11	—
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ³ 48,153 ⁴	50,468 48,149 ⁴	174,21	192,32	—
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1964 3 ^e trimestre	49,73	10,15	138,60	13,77	11,51	12,51	7,96	9,68	6,94	7,18	46,103	46,101	172,77	192,67	—
4 ^e trimestre	49,63	10,13	138,28	13,80	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,17	46,181	46,179	172,41	192,13	—
1965 1 ^{er} trimestre	49,63	10,13	138,60	13,80	11,46	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,086	46,084	172,87	192,09	—
2 ^e trimestre	49,63	10,13	138,71	13,78	11,43	12,45	7,94	9,63	6,94	7,17	45,935	45,934	172,97	192,18	—
3 ^e trimestre	49,64	10,13	138,62	13,79	11,49	12,38	7,95	9,61	6,94	7,16	45,980	45,979	172,85	192,35	82,86 ⁶
1964 Septembre	49,68	10,14	138,29	13,77	11,50	12,50	7,95	9,67	6,93	7,17	46,164	46,163	172,88	192,43	—
Octobre	49,63	10,13	138,14	13,78	11,50	12,49	7,94	9,62	6,93	7,16	46,154	46,152	172,19	192,13	—
Novembre	49,63	10,13	138,20	13,81	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,16	46,201	46,198	172,26	192,07	—
Décembre	49,64	10,13	138,50	13,82	11,50	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	46,189	46,187	172,77	192,20	—
1965 Janvier	49,63	10,13	138,51	13,81	11,49	12,47	7,94	9,66	6,94	7,18	46,214	46,211	172,77	192,09	—
Février	49,63	10,13	138,71	13,81	11,47	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,135	46,132	172,99	192,05	—
Mars	49,64	10,13	138,59	13,79	11,43	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	45,910	45,910	172,84	192,14	—
Avril	49,63	10,13	138,74	13,79	11,43	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	45,982	45,981	173,01	192,13	—
Mai	49,63	10,12	138,81	13,78	11,42	12,46	7,94	9,63	6,94	7,18	45,971	45,968	173,10	192,14	—
Juin	49,63	10,13	138,58	13,77	11,45	12,41	7,94	9,61	6,94	7,16	45,853	45,852	172,81	192,27	—
Juillet	49,64	10,13	138,53	13,78	11,48	12,39	7,95	9,61	6,94	7,16	45,808	45,806	172,75	192,35	82,85 ⁵
Août	49,63	10,13	138,51	13,79	11,50	12,37	7,94	9,60	6,94	7,15	46,013	46,012	172,73	192,34	82,85
Septembre	49,65	10,13	138,83	13,79	11,50	12,38	7,95	9,61	6,95	7,18	46,120	46,119	173,07	192,37	82,88

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961. — ⁵ Moyenne du 12 juillet au 31 juillet 1965. — ⁶ Moyenne du 12 juillet au 30 septembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

**parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 septembre 1965**

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		pour :
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	
				en francs belges		
Autriche	26.— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50.— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4.— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30.— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43.— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625.— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,11286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60.— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9.— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses 4 (1)	Recettes (2)	Solde (8) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieures (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,4	+10,5	- 3,7	- 1,5 ²
1964	155,3	157,8	+ 2,5	24,2	0,3	-23,9	-21,4	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,0 ²
1963 9 prem. mois .	105,3	103,8	- 1,5	15,4	0,3	-15,1	-16,6	+10,1	+ 3,4	+ 7,5	- 2,6	- 1,9 ²
1964 3 prem. mois .	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
6 prem. mois .	81,7	75,1	- 6,6	11,5	0,2	-11,3	-17,9	+18,8	- 6,4	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,4 ²
9 prem. mois .	116,7	118,4	+ 1,7	18,1	0,2	-17,9	-16,2	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,6 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
6 prem. mois .	87,6	78,7	- 8,9	12,5	...	-12,5	-21,4	+14,3	+ 9,9	- 1,1	+ 2,2	- 3,9 ²
1964 Mars	13,2	11,4	- 1,8	2,0	...	- 2,0	- 3,8	...	+ 3,5	...	+ 1,6	- 1,3 ²
Avril	14,5	12,3	- 2,2	1,9	...	- 1,9	- 4,1	...	- 0,2	+ 0,5	- 1,6	+ 5,4 ²
Mai	11,4	11,3	- 0,1	1,5	0,1	- 1,4	- 1,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,5	+ 1,5	- 0,5 ²
Juin	15,2	13,1	- 2,1	2,4	...	- 2,4	- 4,5	+ 6,9	- 1,8	...	+ 1,5	- 2,1 ²
Juillet	14,1	21,9	+ 7,8	2,5	...	- 2,5	+ 5,3	...	- 3,9	- 0,2	- 1,8	+ 0,6 ²
Août	9,6	10,0	+ 0,4	2,1	...	- 2,1	- 1,7	...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1 ²
Septembre ...	11,3	11,4	+ 0,1	2,0	...	- 2,0	- 1,9	...	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8	- 0,5 ²
Octobre	12,2	11,8	- 0,4	1,4	...	- 1,4	- 1,8	+ 5,2	- 3,5	...	- 1,9	+ 2,0 ²
Novembre	10,5	11,6	+ 1,1	1,6	...	- 1,6	- 0,5	...	+ 1,2	- 0,3	+ 0,3	- 0,7 ²
Décembre	15,9	16,0	+ 0,1	3,1	0,1	- 3,0	- 2,9	...	+ 6,0	- 0,1	+ 0,9	- 3,9 ²
1965 Janvier	14,9	16,3	+ 1,4	1,5	...	- 1,5	- 0,1	+ 2,2	- 0,7	...	- 0,8	- 0,7 ²
Février	15,2	11,4	- 3,8	2,4	...	- 2,4	- 6,2	+ 7,2	- 0,3	...	- 0,2	- 0,7 ²
Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²
Juin	14,6	13,7	- 0,9	2,8	...	- 2,8	- 3,7	...	+ 2,4	- 0,3	+ 2,2	- 0,6 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : - ; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964 6 premiers mois	19,8	+ 1,3	13,4	+ 0,3	29,8	+ 2,9	63,0	+ 4,5	
1965 6 premiers mois	21,3	+ 1,6	13,9	...	31,4	...	66,5	+ 1,6	
Exercice 1964	1964 Août	3,1	+ 0,2	2,0	- 0,3	4,5	+ 0,1	9,6	...
	Septembre	3,2	+ 0,2	2,6	+ 0,3	5,1	+ 0,1	10,9	+ 0,6
	Octobre	3,6	+ 0,2	2,3	- 0,1	5,3	+ 0,2	11,2	+ 0,3
	Novembre	3,9	+ 0,3	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	11,2	+ 0,5
	Décembre	4,5	+ 0,3	2,6	+ 0,3	5,5	+ 0,4	12,6	+ 1,0
Exercice 1965	1965 Janvier	6,2	+ 0,8	0,5	- 0,1	6,7	+ 0,7
	Février	1,4	+ 0,1	1,4	+ 0,1
	Mars	0,9	+ 0,2	0,9	+ 0,1
	1965 Janvier	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,2	4,7	...	9,7	- 0,1
	Février	2,4	+ 0,2	2,0	- 0,3	5,0	+ 0,1	9,4	...
	Mars	2,9	+ 0,4	2,5	...	5,6	- 0,3	11,0	+ 0,1
	Avril	3,8	+ 0,4	2,6	+ 0,1	5,5	...	11,9	+ 0,5
	Mai	3,6	+ 0,2	2,5	...	5,2	- 0,1	11,3	+ 0,1
	Juin	5,4	+ 0,3	2,5	+ 0,3	5,4	+ 0,3	13,3	+ 0,9
	Juillet	15,2	+ 0,7	2,5	...	5,0	- 0,1	22,7	+ 0,6
Août	4,0	+ 0,5	2,3	- 0,2	4,6	- 0,3	10,9	...	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1964 ²		Exercice 1964 : juillet 1964		Exercice 1965 : juillet 1965	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	60,5	55,8	13,8	12,6	15,2	14,5
précompte immobilier	1,0	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	5,4	4,9	0,6	0,4	0,6	0,6
précompte professionnel	26,6	22,7	2,6	2,2	2,8	2,7
versements anticipés	13,4	11,5	9,5	8,2	10,6	9,6
impôts des personnes physiques (rôles)	2,7	4,0	...	...	0,3	0,4
impôts des sociétés (rôles)	1,4	3,5	0,1	0,8	0,2	0,6
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,6	3,5	0,3	0,3	0,3	0,3
contribution foncière .....	...	...	...	...	...	...
taxe mobilière	0,3	...	...	...	...	...
taxe professionnelle	2,3	1,8	0,4	0,3	...	...
impôt complémentaire personnel	1,2	0,8	0,2	0,2	...	...
contribution nationale de crise .....	...	...	...	...	...	...
divers ³	2,6	2,2	...	0,1	0,3	0,2
II. Douanes et accises	28,2	27,7	2,5	2,3	2,5	2,5
dont : douanes	8,3	7,1	0,7	0,5	0,7	0,7
accises	18,7	20,4	1,7	1,7	1,7	1,8
taxes spéciales de consommat.	0,9	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	60,0	55,5	5,0	4,5	5,1	5,2
dont : enregistrement	6,0	4,7	0,5	0,4	0,5	0,6
successions	2,6	2,6	0,2	0,2	0,2	0,2
timbres et taxes assimilées	50,9	47,6	4,2	3,8	4,3	4,4
Total	148,7	139,0	21,3	19,4	22,8	22,2
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 9,7		+ 1,9		+ 0,6

Différence par rapport aux éval. budgét.

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1964, commencé le 1er janvier 1964 a été clôturé le 31 mars 1965.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1963 6 premiers mois	3,9	2,1	4,1	10,1	0,41
9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
6 premiers mois	4,7	2,3	5,0	12,0	0,49
9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	4,3	2,5	5,4	12,2	0,37
1964 Août	3,1	2,0	4,5	9,6	0,05
Septembre	3,2	2,6	5,1	10,9	0,03
Octobre	3,6	2,3	5,3	11,2	0,35
Novembre	3,9	2,3	5,0	11,2	0,05
Décembre	4,5	2,6	5,5	12,6	0,25
1965 Janvier	9,4	2,3	4,7	16,4	2,26
Février	3,8	2,0	5,0	10,8	0,15
Mars	3,8	2,5	5,6	11,9	0,17
Avril	3,8	2,6	5,5	11,9	0,39
Mai	3,6	2,5	5,2	11,3	0,11
Juin	5,4	2,5	5,4	13,3	0,61
Juillet	15,2	2,5	5,0	22,7	10,64
Août	4,0	2,3	4,6	10,9	0,04

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

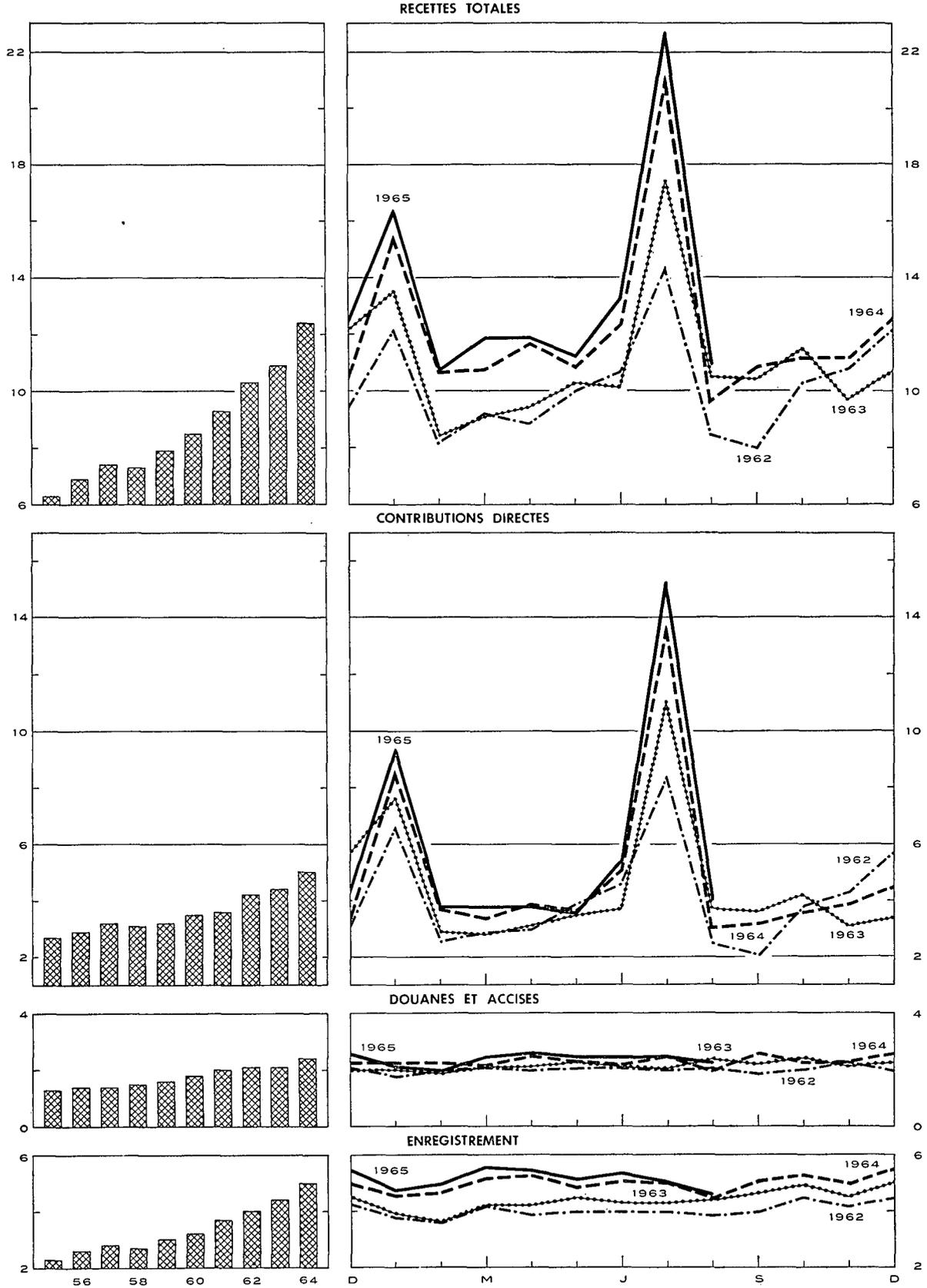
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation (Ministère des Finances)*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXXIX^e année, vol. II, no 5, novembre 1964 : « Les budgets de 1964 et 1965 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises et particuliers	Parastatutiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opération non effectuée																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	...	26,1	—	2,4	—	2,9	6,6	38,0
			Engagements en comptes courants ou d'avances ..	—	—	—	—	—	...	25,2	—	0,2	—	0,1	...	25,6
			Obligations	8,0	0,2	...	—	1,0	13,1	22,4
			Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	68,2	22,9	68,2	...	169,8
			Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	1,6	6,3	0,5	...	23,0
	(Actions et parts)	(154,6)	(0,1)	(...)	...	(...)	...	(0,4)	(—)	(0,7)	(2,0)	(—)	(...)	(157,8)		
	Total ...	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	6,6	278,8		
	Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	0,7	—	0,1	...	0,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	1,0	0,1	...	1,1	
		Obligations accessibles à tout placeur	15,2	0,1	3,0	1,5	0,7	3,1	4,9	0,6	...	29,2	
		Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	...	0,1	...	0,1	0,3	...	1,5	3,1	...	0,2	5,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	...	...	0,1	...	1,4	...	...	...	0,2	2,2	0,1	4,0
	Divers	5,1	...	4,3	0,1	...	1,0	...	...	...	...	...	0,4	11,0
	(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,2)	(3,2)	(...)	...	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)		
	Total ...	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	0,7	51,9		
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,6	31,0	0,4	5,4	39,4	
		Certificats à court terme	—	0,3	—	2,5	...	33,8	42,3	2,6	2,0	0,3	10,2	— 0,1	93,8	
		Obligations accessibles à tout placeur	101,5	2,2	—	1,4	0,5	8,3	26,3	3,7	27,3	34,5	5,3	1,4	212,4	
		Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,3	—	...	0,5	11,5	37,2	...	2,5	2,6	0,5	0,8	57,2	
Divers .....		...	0,6	—	...	0,5	...	...	...	0,1	1,7	0,1	...	3,0
Total ...	104,8	3,3	—	4,5	1,6	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	7,5	405,8			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	16,1	0,3	...	0,2	...	0,5	2,1	—	...	...	...	...	2,1
	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	1,1	1,0	1,0	6,2	1,0	— 0,6	26,6
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	7,1	...	...	9,9
	Autres emprunts à moyen et long terme	1,5	4,2	...	...	...	...	...	...	0,6	...	39,4	...	44,1
Divers .....	...	0,4	3,3	...	...	...	...	...	...	...	...	1,6	6,9	
Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	...	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	1,0	89,6			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4		
	Divers	3,2	...	1,9	...	—	—	...	...	...	0,6	...	1,0	6,8
	Total ...	12,6	...	1,9	...	—	—	...	...	...	0,6	...	1,0	16,2
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	0,2	...	...	...	...	...	0,2
	Acceptations et effets commerciaux .....	—	—	—	...	...	—	5,1	—	0,4	—	1,7	0,6	7,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	—	—	...	...	...	—	1,1	—	—	—	...	...	1,1
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	—	—	...	...	...	—	84,9	—	—	—	...	...	84,9
	Obligations	9,5	...	1,0	...	...	—	0,9	0,9	0,4	3,3	0,2	— 0,1	16,0
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,8	—	—	—	4,4	—	—	—	—	—	20,2		
	Divers .....	...	1,3	9,0	...	...	—	...	—	...	...	0,5	...	10,8
	(Actions et parts) .....	...	(0,1)	(0,4)	...	...	—	(—)	(0,8)	(—)	(...)	(1,2)	(—)	(...)
Total ...	9,5	1,3	25,8	...	...	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	0,5	141,1	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Secteurs indéterminés et ajustements (13) (1) à (12)	Intermédiaires financiers													
	Total des créances													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	205,3	1,9	2,3	7,4	0,7	—	...	1,6	0,9	0,4	...	220,5	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,2	1,3	...	0,7	...	...	2,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	21,5	—	—	—	—	—	21,5	
	Dépôts en devises des résidents	7,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,2	
	Dépôts sur livrets des résidents	15,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,6	
	Dépôts à terme des résidents	18,7	—	—	...	—	—	—	—	0,3	—	—	19,1	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,2	—	—	—	8,0	...	—	—	...	8,3	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	7,6	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	7,6	
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	—	...	...	...	...	7,5	7,9
	(Actions et parts)	(5,8)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	(0,1)	—	—	(6,6)	
Total ...	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	7,5	309,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	...	5,8	—	—	—	—	...	5,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Dotations	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
	Divers	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	0,1	0,1
	Total ...	—	...	2,8	5,8	—	0,1	8,7
Caisses d'épargne sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	2,7	...	...	...	0,1	—	—	...	0,3	0,3	...	3,4
	Dépôts sur livrets	104,3	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	104,3
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	—	—	...	0,1	...	0,4	4,8
	Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	8,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,4	
	Divers	4,0	...	0,2	...	...	—	0,2	...	0,1	...	1,7	6,1
	(Actions et parts)	(1,1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,1)	
Total ...	120,0	0,6	0,2	...	3,2	—	0,2	...	0,2	0,4	0,3	2,1	127,0	
Organ. d'assur.-vie et accéd. de travail, fonds de pension (10)	Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,1	0,1	0,8	...	0,2	4,3	...	5,9
	Réserves de sécurité sociale	16,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,7	
	Réserves mathématiques	118,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	118,8	
	Divers	0,2	...	0,6	...	0,9	...	...	...	...	0,5	...	2,6
Total ...	135,7	...	0,6	...	1,0	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	0,8	144,1	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	0,9	...	...	0,4	...	...	—	...	...	...	...	1,4
	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,8	
	Dépôts sur livrets	3,3	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	3,3
	Dépôts à terme	0,9	0,2	...	2,3	...	...	—	...	...	...	...	3,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	...	—	0,5	...	...	...	0,5
	Obligations accessibles à tout placeur	54,6	...	...	0,2	0,8	1,7	5,4	0,4	9,1	12,8	0,2	85,1
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,4	...	...	...	7,8	8,6	...	18,8
	Divers	2,6	...	10,1	0,2	...	...	...	...	0,2	...	...	16,0
	(Actions et parts)	(0,6)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,5)	
Total ...	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	5,3	129,4	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		- 4,2	2,2	1,1	- 1,2	- 0,8	4,2	7,3	0,4	0,5	- 0,2	- 2,0	—	7,4
	Total des créances	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	33,1	1.709,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 1 Pour les années 1957 et 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéter- minés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para- étatiques d'explo- itation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes moné- taires (7)		Fonds des Rentés (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuées			
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	...	30,5	—	1,9	—	3,3	7,8	43,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,2
			Obligations ...	8,1	0,2	...	—	1,0	13,3	0,1	...	22,6
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	10,4	0,1	—	76,2	26,4	75,5	...	188,7
			Divers ...	4,7	1,0	1,6	0,2	7,9	—	1,8	6,8	0,5	...	24,4
	(Actions et parts) ...	(162,1)	(0,1)	(...)	...	(0,1)	...	(0,5)	(—)	(0,7)	(2,2)	(—)	(...)	(165,8)		
	Total ...	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	7,8	308,3		
	Secteurs nationaux non financiers	Paratâtiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	0,1	—	0,1
			Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	0,7	—	0,1	—	0,5	...	1,3
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	1,3	—	0,1	...	1,3
Obligations accessibles à tout placeur ...			14,5	0,1	...	...	...	2,3	1,6	0,6	3,2	4,9	0,5	...	27,8
Obligations non accessibles à tout placeur ...			...	0,3	...	0,1	...	2,8	1,0	...	1,3	3,5	...	— 0,2	8,8
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	0,1	...	1,1	...	...	...	0,2	...	2,5	0,1	4,1	
Divers ...	5,1	...	4,5	0,2	...	1,6	...	...	...	...	...	0,1	0,4	11,7	
(Actions et parts) ...	(0,7)	...	(13,8)	(4,2)	(...)	...	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(...)	(19,5)		
Total ...	19,6	0,5	4,5	0,4	...	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	0,3	55,0			
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	1,9	...	—	0,2	...	...	31,1	...	...	...	0,4	7,0	40,5
		Certificats à court terme ...	...	0,3	—	2,7	...	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	12,2	— 0,1	92,5
		Obligations accessibles à tout placeur ...	105,4	2,2	—	1,4	0,8	9,0	30,3	3,8	28,5	35,6	6,4	1,4	224,8	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	0,3	—	...	0,5	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	0,6	60,5
		Divers ...	...	0,8	—	...	0,4	...	...	...	0,1	0,6	0,1	...	1,9
Total ...	107,3	3,6	—	4,3	1,6	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	8,8	420,4			
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	3,4	—	...	...	...	...	3,4
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,3	0,4	...	0,1	...	0,5	0,6	1,2	1,1	6,0	1,1	— 0,1	26,1	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,7	7,4	...	...	10,1
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	4,4	...	...	...	...	...	...	0,5	...	44,2	...	49,1
Divers ...	1,6	0,4	3,7	...	...	...	...	...	...	...	...	3,7	9,4		
Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	...	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	3,6	98,1			
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	9,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,6		
		Divers ...	2,4	...	2,3	...	...	...	...	...	0,6	...	...	1,1	6,5
		Total ...	12,1	...	2,3	..	—	—	...	...	...	0,6	...	1,1	16,1
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	5,4	—	1,0	—	2,6	0,7	9,7		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	2,0	—	—	—	—	—	2,0		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	96,2	—	—	—	—	—	96,2		
	Obligations ...	9,0	...	0,9	—	—	—	1,5	0,9	0,4	3,9	0,2	— 0,5	16,4		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	12,2	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	—	20,2	
	Divers ...	—	1,1	10,7	—	—	—	...	—	—	—	0,4	—	12,2		
	(Actions et parts) ...	—	(0,1)	(0,4)	—	—	—	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	—	
Total ...	9,0	1,1	23,8	...	...	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	0,3	156,7		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												Secteurs indéterminés et ajustements (12)							
		Organismes monétaires (7)												Fonds des Rentes (8)		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)		Organismes publics de crédit non monétaires (11)	
	Monnaie	217,4	2,7	3,3	10,3	0,6	—	—	...	1,6	1,1	0,4	...	237,4							
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	1,4	2,6	0,6	...	...	...	4,6	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	—	...	35,3							
	Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,0							
	Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	16,3							
	Dépôts à terme des résidents	27,0	—	—	...	—	—	—	—	—	0,3	—	...	27,3							
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	10,5	3,2	—	—	...	...	13,8					
	Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,6							
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	—	—	—	—	8,5	8,8					
	(Actions et parts)	(6,1)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	—	(6,9)							
	Total ...	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	8,5	360,2							
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	11,0	—	—	—	—	...	11,0							
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...					
	Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...					
	Dotation	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	...	2,8							
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1							
	Total ...	—	...	2,8	...	...	...	11,0	—	...	...	...	0,1	13,9	
	Dépôts à vue	2,8	...	...	...	0,3	—	...	—	...	0,5	0,2	...	3,9				
	Dépôts sur livrets	113,4	...	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	113,4			
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	—	...	—	...	0,1	...	0,3	4,7					
	Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	9,0							
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5							
	Divers	4,3	...	...	...	...	—	0,2	...	0,1	...	...	1,9	6,5	
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)							
	Total ...	130,5	0,6	...	...	3,4	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	2,2	137,9					
	Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	...	0,9	7,1			
	Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17,2							
	Réserves mathématiques	128,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,5							
	Divers	0,4	...	0,6	...	1,0	...	...	...	...	0,9	...	0,9	3,7			
	Total ...	146,1	...	0,6	...	1,1	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	1,8	156,5							
	Dépôts à vue	1,0	...	...	0,5	...	...	...	—	...	...	...	...	1,5	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,4	...	0,5	0,3	...	...	0,2	1,4			
	Dépôts sur livrets	3,8	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	3,8	
	Dépôts à terme	1,4	0,4	...	2,5	...	...	...	—	...	...	...	...	4,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	0,1	...	0,6	
	Obligations accessibles à tout placeur	62,6	0,1	...	0,1	1,0	2,0	6,7	0,5	8,9	14,4	0,3	...	96,7							
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,4	0,3	0,5	...	7,6	9,8	...	2,1	20,7			
	Divers	2,5	...	10,3	0,2	...	...	...	—	0,3	...	...	3,3	16,7		
	(Actions et parts)	(0,8)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,7)							
	Total ...	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	5,7	145,8							
	—	4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	—	8,4							
(18) = (1) à (12)	Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	40,0	1.877,2							

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)			
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	...	+ 4,4	—	- 0,5	—	+ 0,4	+ 1,2	+ 5,4	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,6	—	- 0,1	—	—	—	+ 3,6
			Obligations ...	+ 0,1	—	...	+ 0,2	+ 0,2
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	+ 8,1	+ 3,4	+ 7,3	...	+ 18,7
			Divers ...	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6
			(Actions et parts) ...	(+ 4,2)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(+ 6,0)
		Total ...	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 1,2	+ 28,5		
	Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	+ 0,1	—	...	- 0,1	
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...			...	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	—	+ 0,3	...	+ 0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances ...			—	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	+ 0,2		
Obligations accessibles à tout placeur ...			- 0,6	...	...	...	...	- 0,7	+ 0,1	- 0,1	...	...	...	- 0,1	- 1,5
Obligations non accessibles à tout placeur ...			...	...	...	...	...	+ 2,7	+ 0,7	...	- 0,2	+ 0,4	...	- 0,4	+ 3,2
Autres emprunts à moyen et long terme ...			...	...	...	...	...	- 0,3	...	—	...	...	+ 0,3	...	...
Divers ...	...	...	+ 0,2	...	...	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	+ 0,8		
(Actions et parts) ...	(...)	—	(+ 0,5)	(+ 1,0)	(...)	—	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)				
		Total ...	- 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	- 0,1	+ 2,2	+ 0,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	- 0,5	+ 3,1		
	Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,1	...	—	- 0,5	...	...	+ 0,1	...	...	...	+ 1,6	+ 1,2
Certificats à court terme ...			...	...	—	+ 0,2	...	- 9,9	+ 9,2	- 1,5	+ 2,3	+ 0,3	+ 2,0	- 0,3	+ 2,3
Obligations accessibles à tout placeur ...			+ 4,6	+ 0,1	...	...	- 0,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,1	+ 12,4
Obligations non accessibles à tout placeur ...			- 1,3	...	—	...	...	+ 5,1	- 0,8	...	- 0,1	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 3,3
Divers ...			...	+ 0,2	—	...	...	...	...	...	...	- 1,2	...	...	- 1,1
(Actions et parts) ...			(...)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Total ...	+ 3,2	+ 0,3	—	- 0,3	- 0,4	- 4,2	+ 12,5	- 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 1,6	+ 18,1		
	Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...			—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,3
Obligations accessibles à tout placeur ...			- 0,7	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	- 0,5
Obligations non accessibles à tout placeur ...			...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,3	...	...	+ 0,2
Autres emprunts à moyen et long terme ...			...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 4,8	...	+ 5,0
Divers ...			...	...	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,1	+ 2,5
		Total ...	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 4,9	+ 2,1	+ 8,5	
	Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2		
Divers ...			- 1,3	...	+ 0,4	...	—	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8
(Actions et parts) ...			(...)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
				Total ...	- 1,1	...	+ 0,4	...	—	—	- 0,7	
			Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	Acceptations et effets commerciaux ...	—	...	—	—	- 0,1	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances ...					—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,1	+ 1,9
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—			—	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	+ 0,9		
Obligations ...	...	...			- 0,1	...	...	...	...	+ 11,3	—	—	...	...	+ 11,3
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—			—	—	—	—	—	+ 0,1	...	...	+ 0,7	...	+ 0,3
Divers ...	...	- 0,2			+ 1,7	...	...	...	...	+ 3,6	—	—	—	- 3,6	...
(Actions et parts) ...	(- 1,7)	(...)	(...)	...	...	...	...	—	—	—	—	- 0,1	...	+ 1,4	
		Total ...	...	- 0,2	+ 1,6	...	...	—	(-)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(- 1,5)
		Total ...	...	- 0,2	+ 1,6	...	...	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	- 3,8	+ 15,6

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	(13) à (12)													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+11,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 2,9	+ 0,2	+ 16,7
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	- 0,2	+ 0,2	+ 2,6	- 0,2	...	...	+ 2,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+14,4	—	—	—	—	—	+ 14,3	
	Dépôts en devises des résidents	+ 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	
	Dépôts à terme des résidents	+ 8,0	—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	+ 8,0
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	- 0,2	—	—	—	+ 2,5	+ 3,2	—	—	...	+ 5,5	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	—	—	—	—	—	—	...	...	+ 1,0
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	(...)	...	...	...	(...)	...	...	(...)	...	(+ 0,3)
Total ...	+22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+14,2	+ 2,7	+ 5,8	- 0,2	+ 0,2	...	+ 0,9	+ 50,3	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	...	+ 5,2	—	—	—	—	+ 5,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Dotation	—	—	...	—	...	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
Total ...	—	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	...	+ 5,2
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	+ 0,2	...	—	...	+ 0,2	...	...	+ 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 9,1	...	—	—	—	...	—	—	—	...	...	+ 9,1
	Dépôts à terme	—	+ 0,1	...	...	- 0,2	...	—	—	—	...	+ 0,1	- 0,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 1,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Divers	+ 0,3	...	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,4
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
Total ...	+10,5	+ 0,1	- 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,4	+ 10,9
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 0,7	...	+ 0,5	+ 1,2
	Réserves de sécurité sociale	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7	
	Divers	+ 0,3	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	+ 0,4	...	+ 0,2	+ 0,9
Total ...	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 1,0	...	+ 0,8	+ 10,8
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	- 0,1	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	+ 0,2	...	...	+ 0,6
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	...	—	—	—	...	...	+ 0,6
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	—	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 8,0	+ 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,1	- 0,2	+ 1,6	+ 0,1	+ 11,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,5	...	- 0,2	+ 1,1	...	+ 1,9
	Divers	- 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,6
	(Actions et parts)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	
Total ...	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 0,3	+ 16,4	
Secteurs indétrimentés et ajustements (12)	+ 0,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,2	- 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 1,3	—	- 2,4
	Total des créances	+52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	- 0,3	+ 9,4	+51,4	+ 5,0	+11,8	+ 7,9	+16,1	+ 3,0	+164,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII année, vol. I, no 2, février 1963.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs dont : pouvoirs subordonnés	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	33,2	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	238,8	6,6	278,8
2. Paraétatiques d'exploitation	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	25,4	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	0,7	51,9
3. Etat (Trésor)	104,8	3,3	—	4,5	1,6	114,2	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	230,6	7,5	405,8
4. Secteur public non compris ailleurs	17,6	4,9	3,3	0,2	...	26,0	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	62,1	1,0	89,6
5. Sécurité sociale	12,6	...	1,9	...	—	14,5	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	16,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	178,0	9,8	11,0	5,3	9,2	213,3	59,9	194,9	8,0	114,2	103,6	131,6	552,4	16,8	842,3
7. Etranger	9,5	1,3	25,8	...	...	36,6	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	104,0	0,5	141,1
8. Organismes monétaires	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	267,3	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	13,3	7,5	309,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	8,7
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	120,0	0,6	0,2	...	3,2	124,0	...	0,2	...	0,2	0,4	0,3	1,0	2,1	127,0
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	135,7	...	0,6	...	1,0	137,2	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	5,9	0,8	144,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	77,1	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	45,1	5,3	129,4
13. Total des intermédiaires financiers	572,6	2,7	16,4	10,6	6,2	608,5	23,8	21,6	0,4	20,4	27,8	0,9	71,1	15,8	719,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	— 2,9	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	6,0	—	7,4
15. Total des créances	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 477,1	— 35,9	— 351,5	— 75,0	— 1,6	+ 13,1	— 53,2	+ 10,5	+ 1,0	+ 8,9	— 9,7	+ 3,6	+ 14,4	+ 25,7	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs dont : pouvoirs subordonnés	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,6	0,5	4,5	0,4	...	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0
3. Etat (Trésor)	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	...	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1
5. Sécurité sociale	12,1	...	2,3	...	—	14,4	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9
7. Etranger	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7
8. Organismes monétaires	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	137,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8
13. Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	— 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	7,4	—	8,4
15. Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 500,9	— 37,3	— 366,0	— 81,0	— 1,2	+ 15,4	— 60,2	+ 11,6	+ 0,9	+ 9,9	— 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs dont : pouvoirs subordonnés	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 27,3	+ 1,2	+ 28,5
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	- 0,1	- 0,4	+ 2,2	+ 0,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,7	- 0,5	+ 3,1
3. Etat (Trésor)	+ 3,2	+ 0,3	—	- 0,3	- 0,4	+ 2,8	- 4,2	+ 12,5	- 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 17,9	+ 1,6	+ 18,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	- 0,2	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 6,6	+ 2,1	+ 8,5
5. Sécurité sociale	- 1,1	...	+ 0,4	...	—	- 0,7	-----	...	...	...	...	...	...	...	- 0,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 1,1	+ 0,6	+ 1,0	- 0,3	- 0,6	+ 1,7	- 2,0	+ 22,7	- 1,4	+ 11,2	+ 4,5	+ 16,4	+ 53,4	+ 4,4	+ 57,6
7. Etranger .....	...	- 0,2	+ 1,6	...	...	+ 1,4	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	+ 18,0	- 3,8	+ 15,6
8. Organismes monétaires	+ 22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+ 26,7	+ 14,2	+ 2,7	+ 5,8	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,4	+ 0,9	+ 50,3
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2	...	+ 5,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 10,5	+ 0,1	- 0,2	...	...	+ 10,3	-----	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 10,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	+ 9,1	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 1,0	...	+ 1,0	+ 0,8	+ 10,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 9,9	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 5,3	+ 0,3	+ 16,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 50,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 3,0	+ 0,2	+ 56,1	+ 15,0	+ 9,8	+ 6,4	- 0,5	+ 4,2	+ 0,2	+ 20,1	+ 2,4	+ 93,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 1,3	+ 0,8	—	- 2,4
15. Total des créances	+ 52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	- 0,3	+ 59,6	+ 9,4	+ 51,4	+ 5,0	+ 11,8	+ 7,9	+ 16,1	+ 92,3	+ 3,0	+ 164,3
16. Solde des créances et des dettes .	+ 23,5	- 1,4	- 14,4	- 6,1	+ 0,4	+ 2,0	- 6,2	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	- 2,9	- 0,3	- 1,3	+ 5,4	—

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,3	167,6	7,5	5,0	180,1	77,3	89,2	-11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,6	166,6	6,9	5,1	178,6	80,6	92,6	-11,3	10,1	- 9,3
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	78,9	171,6	7,4	5,8	184,8	89,8	100,8	-11,4	11,0	-10,0
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,2	174,6	7,0	4,8	186,4	89,2	104,9	-11,2	10,5	-10,4
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	78,8	177,6	8,8	5,9	192,3	93,6	108,3	-11,2	10,5	-10,5
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	80,9	175,6	7,8	5,8	189,2	95,6	109,6	-11,3	11,4	-11,6
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,3	7,8	6,6	194,7	99,2	112,4	-11,4	10,8	-12,4
1965 Mars	294,1	70,5	4,5	...	369,1	p 87,6	p 181,0	6,8	p 6,4	p 194,2	98,9	112,8	-11,4	p 11,9	p -12,1
Juin	311,7	71,1	5,1	...	387,9	p 92,2	p 187,7	7,1	p 7,9	p 202,7	p 103,5	p 117,2	-11,3	p 11,2	p -10,4

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																				
1. Or	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	77,1
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,6	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,7	6,3
5. Créances sur l'U.E.P. ²	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ³	6,2	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	22,9
b) en francs belges ³	0,4	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	70,5	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,4	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	9,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	1,2	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2
b) effets commerciaux	3,5	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4	2,1
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	12,5	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4
— autres	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,3	42,6
TOTAL DU PASSIF ...	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																				
1. Or	68,6	68,7	68,8	69,4	69,6	69,6	69,7	69,7	69,7	70,2	71,7	72,5	73,1	73,6	74,2	74,5	76,6	77,1	77,2	77,6
2. F.M.I. — Participation	7,1	7,1	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	9,0	9,0	9,1	10,0	10,0	12,2	12,2
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,1	1,5	3,0	3,1	2,2	4,7	4,8	2,5	4,4	4,3	1,4	4,3	1,4	...	1,7	1,5	3,4	6,2	5,5	2,5
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ³	21,2	21,0	20,9	20,0	20,9	19,8	20,1	21,1	22,0	23,3	25,9	27,0	26,9	26,7	25,9	26,8	23,9	22,9	23,3	23,8
b) en francs belges ³	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	101,7	100,0	102,6	102,4	102,6	104,0	104,5	103,2	106,0	107,7	108,9	115,7	113,6	112,5	114,0	115,0	119,0	121,2	123,2	121,1
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,7	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	1,0	0,9	...	1,2	...	0,1	...	0,4	...	...	...	0,2	0,4	...	...	...	...	...	...	...
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	6,4	7,8	9,6	9,0	9,9	9,8	8,9	10,0	10,0	9,7	9,9	9,8	7,2	9,7	9,9	9,9	9,9	9,9	9,3	9,8
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,4	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	...	...	...	0,9	0,8	0,7	0,6	0,3	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...
b) effets commerciaux	3,1	3,2	3,0	2,7	2,8	3,2	6,3	4,6	2,8	2,3	2,1	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	2,2	2,1	2,4	2,1
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,2	2,0	1,1	0,8	2,4	2,5	1,9	3,4	1,5	1,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,7	0,2	...	...	...	...	...	0,5	1,8	2,5	2,5	...	0,8	1,7	2,0	2,5	0,5	0,5	...	0,2
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,0	35,2	35,4	35,7	37,0	36,6	35,5	38,3	38,7	38,0	38,8	40,2	38,8	39,2	38,3	39,1	37,5	39,8	37,8	39,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7

1 Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	2,4	2,5	3,2	2,6	2,7	3,0	2,8	2,8	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	3,1	2,8	3,3	3,3	3,2	p 3,2
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	—	—
— autres	0,1	0,1	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	...	p 0,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	145,3	145,6	145,4	147,5	148,7	150,9	153,0	152,3	152,1	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1	158,5	160,2	162,5	164,6	p 162,2
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	p 0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,8	36,9	37,3	37,7	39,1	38,9	37,8	40,7	40,9	40,6	41,5	42,4	41,5	42,9	41,3	42,4	40,4	42,6	41,1	p 42,9
TOTAL DU PASSIF ...	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	32,0	34,4	33,3	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	41,2	40,2	44,3	42,9	44,3	42,9	48,9	43,2	46,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	4,9	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	4,4	4,3	5,1	4,8	6,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,4	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,3	0,5
b) effets commerciaux	0,4	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8
c) avances	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	0,1	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,5	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0	p 3,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	58,9	p64,0

¹ Office des Chèques Postaux Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,8
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,6	38,9
b) détenue par les pouvoirs publics	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	13,4
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0	0,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5
TOTAL DU PASSIF ...	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	58,9	64,0

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,9	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	p 1,0	p 1,0
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,8	3,2	2,6	2,6	2,8	3,8	5,0	6,5	4,3
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	12,4	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,0	25,4	23,4	28,5	29,3	28,3	29,0	39,6	35,2
b) en francs belges ²	2,8	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	3,8	4,1	4,0	4,5	4,8	4,7	5,0	5,7	5,8
7. Ajustement statistique	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	16,3	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,3	33,5	30,9	36,5	37,8	37,6	39,9	p52,8	p46,3
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4
— autres	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1
b) sur les organismes publics	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,9
c) sur les banques de dépôts	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	39,4	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,1	24,0	22,4	25,7	26,0	26,2	24,3	p28,7	p29,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	17,7	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,0	30,1	30,6	p32,9	p35,6
— autres	3,1	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	p24,3	p24,8
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	p 0,4	p 0,5
— autres	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	p 0,9	p 0,9
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,6	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,2	2,8	2,6	2,8	2,9	3,8	5,3	6,0	5,8
b) effets commerciaux	17,0	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	33,4	35,1	38,1	38,8	40,8	40,3	42,0	40,9	43,6
c) avances	25,6	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3	50,4
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	p 1,9	p 1,9
— autres	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	p 2,6	p 2,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	p10,5	p10,3
— autres .....	...	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	p 0,7	p 0,7
D. Autres	20,5	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,4	31,5	31,7	31,1	34,4	32,1	36,2	p42,9	p48,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1
b) en francs belges ^{2 3}	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0
4. Ajustement statistique	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...
c) envers les banques de dépôts	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8
— dépôts en devises	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4	0,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5
TOTAL DU PASSIF ...	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	XIII	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	77,1	Colonne du tableau XIII « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise	
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0		
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4		
3. Obligations	1,0	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,8	0,9	1,0	1,0	0,9	1,0	p 1,1	p 1,1		
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,0	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	7,0	7,0	6,9	5,8	7,5	8,2	9,4	8,4		
5. Créances sur l'U.E.P. ²	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...		
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	18,6	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,5	45,0	44,9	49,4	49,1	50,3	56,0	65,5		
b) en francs belges ³	3,2	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	5,3	5,6	5,5	6,0	6,3	6,2	6,5	7,2		
7. Ajustement statistique	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des créances sur l'étranger ...	87,7	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,9	134,0	134,1	139,3	141,8	143,6	155,7	p167,0		
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7		
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3		
— autres	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	—	0,1	0,7	2,1			
b) sur les organismes publics	2,6	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0			
c) sur les banques de dépôts	3,4	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2			
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	80,8	73,3	80,7	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	73,2	72,4	76,0	78,2	80,1	79,1	83,0			
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	24,8	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,2	38,2	38,7			
— autres	37,1	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6			
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	4,4	4,3	5,1			
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	2,0	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7			
— autres	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8			
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	2,2	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,3	3,4	4,8	2,9	3,8	4,7	5,8			
b) effets commerciaux	20,9	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,6	37,4	42,5	42,7	44,9	44,0	45,5			
c) avances	25,7	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9			
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0			
— autres	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1			
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8			
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8			
— autres	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8			
D. Autres	36,5	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,3	69,0	71,2	70,1	75,2	74,2	78,8			
TOTAL DE L'ACTIF ...	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8			

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

⁵ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	
b) en francs belges ^{1 2}	12,0	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,1	
4. Ajustement statistique	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	20,5	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,4	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	2,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	0,8	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	
— autres	4,2	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	7,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	123,6	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	81,9	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	p123,5	p129,5	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	13,3	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,6	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	(2)
— dépôts en devises	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	(3)
b) détenues par le Trésor	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶ .....	...	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	(8)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,1	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	0,3	(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	46,7	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	p 94,2	p 99,6	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,3	p587,7	

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

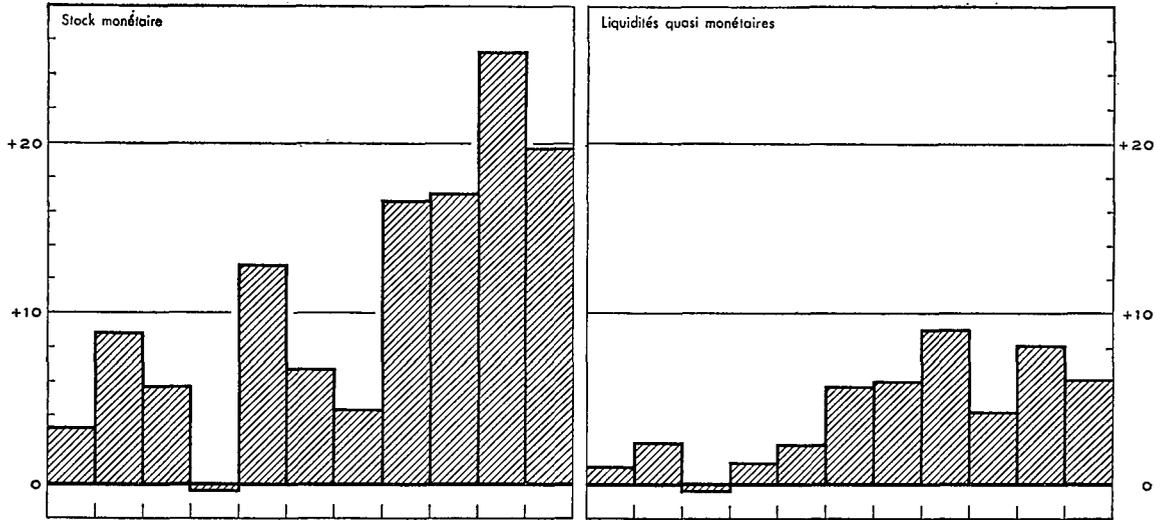
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

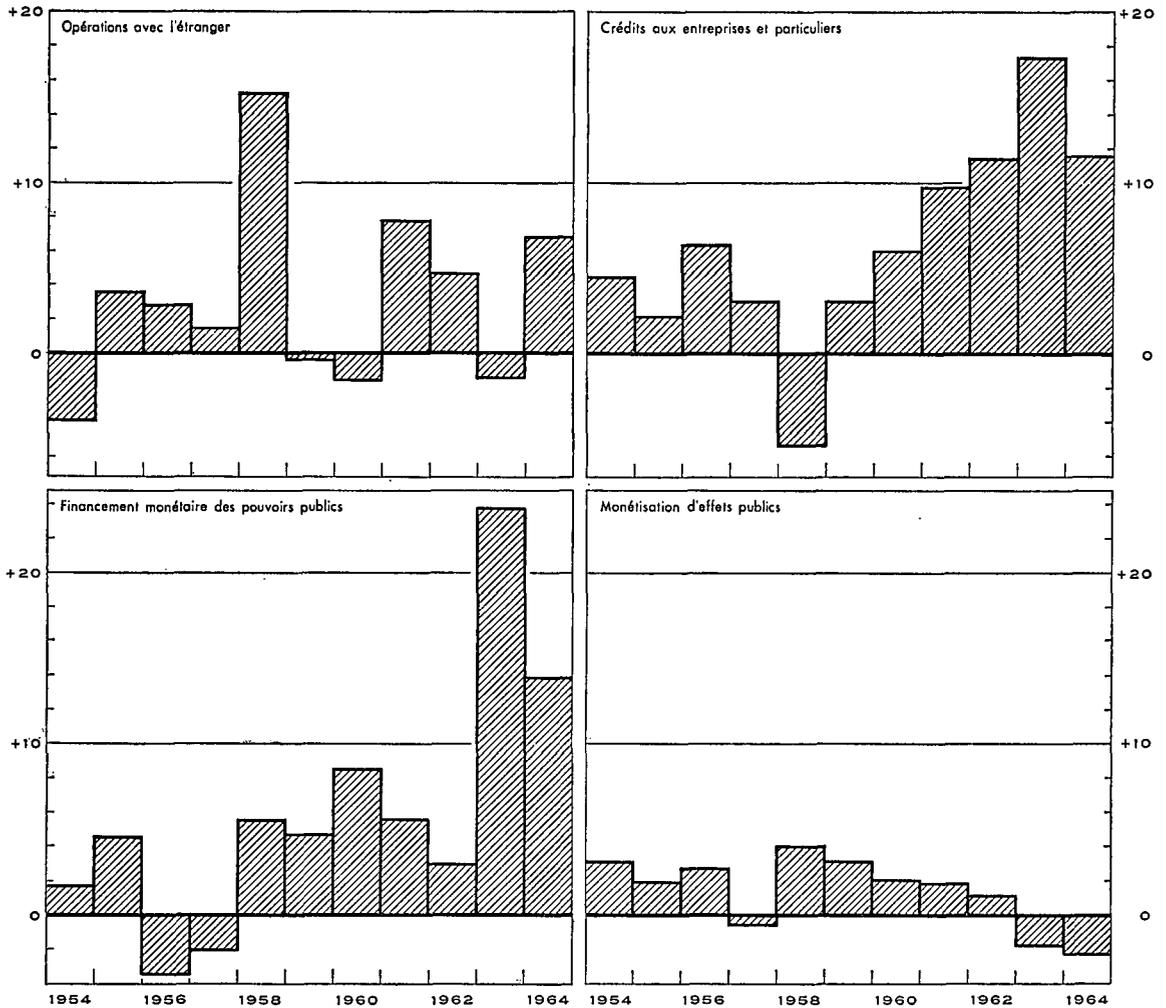
Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	- 5,4	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,7	+ 1,0	+ 0,1	- 0,3	+ 5,5	...	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,4
3 ^e trimestre	- 5,2 ³	+ 2,8 ³	- 2,4 ³	- 4,6	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 5,7	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,2	- 0,4	- 2,6
4 ^e trimestre	+ 6,1 ³	... ³	+ 6,1 ³	- 0,7	+ 5,3	+ 1,5	- 1,0	+ 0,7	+ 1,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4
Total ...	+ 4,4 ³	+ 6,1 ³	+ 10,5 ³	- 1,6	+ 6,0	+ 0,5	- 1,0	+ 6,5	+ 2,2	+ 0,1	+ 1,9	- 0,7	- 0,1	- 3,3
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+ 16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	+ 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+ 10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,2	+ 0,5	+ 0,1	- 1,5	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,5
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,3	+ 0,3	+ 0,9	+ 7,5	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,2	- 0,6
Total ...	+ 25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,5	+ 1,0	+ 24,0	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,5	- 5,0
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,7	+ 4,1	- 1,3	- 4,7	+ 3,3	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,4
2 ^e trimestre	+ 12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,3	+ 3,5	+ 0,7	+ 0,9	+ 4,8	+ 1,4	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	...
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,3	+ 1,3	+ 0,7	- 0,8	...	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,9	+ 4,7	+ 0,8	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+ 19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 6,8	+ 11,6	+ 0,4	- 2,2	+ 12,0	+ 2,1	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,5	- 2,3
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,6	+ 4,8	+ 0,2	<i>p</i> + 4,5	<i>p</i> + 0,5	- 1,5	- 0,7	<i>p</i> - 1,8	<i>p</i> - 0,1	<i>p</i> ...	- 0,1	...	<i>p</i> - 0,9	<i>p</i> + 0,3
2 ^e trimestre	+ 17,6	+ 1,2	+ 18,8	<i>p</i> + 3,8	<i>p</i> + 4,4	+ 1,0	+ 0,1	<i>p</i> + 5,2	<i>p</i> + 2,3	<i>p</i> - 0,3	- 0,4	+ 0,1	<i>p</i> + 0,8	<i>p</i> + 1,8

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pour- centage de monnaie fidu- ciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 2	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subor- donnés	détenue par les entreprises et particuliers 1			Stock de monnaie scrip- tura- le			
					comptes courants à la B.N.B. 2	avoirs en C.C.P. 2	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établis- sements para- étatiques 2				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
1964 Juillet	6,5	155,9	159,2	9,1	0,3	36,6	77,5	114,4	123,5	282,7	56,3
Août	6,6	155,0	158,5	9,9	0,3	34,6	78,9	113,8	123,7	282,2	56,2
Septembre	6,6	155,0	158,4	11,7	0,4	34,1	80,5	115,0	126,7	285,1	55,6
Octobre	6,6	155,9	159,5	10,8	0,3	35,2	80,6	116,1	126,9	286,4	55,7
Novembre	6,6	155,8	159,2	9,6	0,3	33,1	83,0	116,4	126,0	285,2	55,8
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Janvier	6,9	156,8	160,2	10,0	0,5	36,7	83,7	120,9	130,9	291,1	55,0
Février	6,9	157,8	161,2	10,9	0,4	34,7	85,1	120,2	131,1	292,3	55,1
Mars	6,9	158,1	161,4	9,2	0,5	35,2	87,8	123,5	132,7	294,1	54,9
Avril	6,9	161,3	164,8	8,9	0,4	37,2	88,4	126,0	134,9	299,7	55,0
Mai	6,9	163,5	166,6	10,5	0,3	36,1	90,7	127,1	137,6	304,2	54,8
Juin	6,9	165,8	168,9	13,4	0,3	36,9	92,2	129,4	142,8	311,7	54,2
Juillet	6,9	167,7	171,0	9,4	0,3	37,9	88,6	126,8	136,2	307,2	55,7

1 Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

2 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

3 Depuis août 1953, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

4 En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

5 Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

6 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur vaudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (6) - (7) - (8) - (9)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁸	73,3 ⁸	- 0,8	- 1,0 ⁸	- 1,8 ⁸	+ 0,4	- 0,3	- 0,5	- 1,4	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 5,9	+ 0,3	+ 0,5	- 0,6	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	-15,1 ⁸	70,9 ⁸	+ 3,4	- 0,4 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 1,3	...	- 1,0	+ 5,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 6,7	- 0,4 ⁸	+ 6,3 ⁸	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	+ 4,5	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série 9												
2 ^e trimestre	98,6	-15,3	83,3									
3 ^e trimestre	99,6	-19,0	80,6	+ 1,0	- 3,4	- 2,4	- 0,9	...	+ 0,5	- 2,0	...	- 2,4
4 ^e trimestre	102,2	-23,3	78,9	+ 2,6	- 4,6	- 2,0	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,3	- 2,6	- 0,1	- 2,1
				+11,2	-10,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,1	- 0,5	- 1,4	- 1,1	- 0,6
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	-23,6	78,2	- 0,4	- 0,3	- 0,7	+ 0,3	+ 2,0	- 1,3	- 1,7	+ 0,8	+ 0,1
2 ^e trimestre	103,2	-24,4	78,8	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6	+ 0,6	- 1,0	+ 0,7	+ 0,3	...	+ 0,6
3 ^e trimestre	105,2	-24,3	80,9	+ 2,0	+ 0,1	+ 2,1	- 1,4	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	+ 0,1	+ 2,2
4 ^e trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,5	+ 7,1	+ 1,3	- 0,2	- 0,3	+ 6,3	+ 0,8	+ 7,9
				+12,6	- 3,5	+ 9,1	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 6,8	+ 1,7	+10,8
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	p-25,7	p87,6	- 1,5	p+ 1,1	p- 0,4	p- 3,4	...	- 1,5	+ 4,5	+ 0,4	p ...
2 ^e trimestre	120,4	p-28,2	p92,2	+ 7,1	p- 2,6	p+ 4,5	p- 1,1	+ 0,8	+ 1,0	p+ 3,8		

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

- moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires - Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation - XXXVIII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	230
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre
ACTIF						
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996
Monnaies étrangères et or à recevoir	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500
Accords internationaux :						
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.665	625
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	247	397
Avoirs à l'Office des Chèques postaux ...	2	1	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450
PASSIF						
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286
Comptes courants :						
compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12
Trésor public } compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	309	329
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651
Accords internationaux :						
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161
b) autres accords	224	263	365	413	333	383
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849
Capital	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Ministre de l'Education nationale et de la culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1964 8 juin	1965 4 juin	1964 6 juillet	1965 5 juillet	1964 10 août	1965 9 août	1964 7 septembre	1965 6 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	69.607	76.615	69.658	77.212	69.750	77.637	69.798	77.752
Monnaies étrangères	21.146	24.076	20.459	22.790	21.837	24.137	20.555	23.530
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	13.113	10.960	12.965	13.489	13.537	12.649	12.423	10.600
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	94	38	90	34	83	27	79	23
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participation	8.214	9.992	8.215	10.242	8.215	12.235	8.405	12.230
— Prêts ¹	—	3.375	—	3.375	—	3.375	—	3.375
d) autres accords .....	...	78	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	20.725	23.297	20.249	23.274	21.232	24.352	19.642	24.266
Effets de commerce	4.680	6.180	10.252	9.478	7.663	5.294	8.926	5.995
Avances sur nantissement	2.297	356	3.785	528	1.569	44	4.450	42
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.900	9.900	8.050	8.400	9.925	9.575	8.775	7.125
Monnaies divisionnaires et d'appoint	255	544	278	477	320	484	305	489
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	2	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.793	2.953	2.792	2.952	2.793	2.947	2.793	2.952
Immeubles, matériel et mobilier	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.503	1.685	1.512	1.690	1.510	1.696	1.505	1.693
Divers	1.104	1.290	1.564	2.798	1.814	1.646	1.759	1.838
Compte d'ordre :	192.590	208.551	197.028	213.952	197.407	213.311	196.574	209.123
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	727	808	611	612	405	496	278	364
PASSIF								
Billets en circulation	151.325	164.357	156.004	168.332	154.645	166.213	155.041	166.317
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	...	6	10	3	4	19	17	24
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-3-1957) ...	15	11	14	10	14	15	19	15
{ compte spécial liqui- { dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	303	320	346	327	354	388	425	349
Comptes courants divers	768	1.176	853	753	881	3.068	966	778
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	102	103	134	113	83	110	68	159
b) autres accords	330	286	352	311	369	377	416	403
Total des engagements à vue ...	152.843	166.259	157.713	169.849	156.350	170.190	156.952	168.045
Banques belges, réserve monétaire	—	1.394	—	1.403	—	...	1.146	...
Monnaies étrangères et or à livrer	33.886	34.352	33.248	35.872	34.797	36.102	32.128	33.956
Caisse de Pensions du Personnel	1.503	1.685	1.512	1.690	1.510	1.696	1.505	1.693
Divers	1.565	1.908	1.761	2.185	1.956	2.370	2.049	2.476
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.393	2.553	2.394	2.553	2.394	2.553	2.394	2.553
Compte d'ordre :	192.590	208.551	197.028	213.952	197.407	213.311	196.574	209.123
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .	727	808	611	612	405	496	278	364

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. R. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour-centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1963 4 ^e trimestre	933	47,7	35,0	58,4	139,0	56,4	139,0	392,8	93
1964 1 ^{er} trimestre	937	49,1	36,1	57,8	140,0	58,6	140,0	396,4	93
2 ^e trimestre	939	50,1	36,9	62,3	146,0	61,5	146,0	415,8	93
3 ^e trimestre	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
2 ^e trimestre	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
1964 Août	945	49,7	36,9	56,9	136,4	60,7	136,4	390,4	93
Septembre	949	49,1	36,1	60,1	139,8	58,3	139,8	398,0	93
Octobre	952	49,8	37,1	63,3	152,5	62,6	152,5	430,9	92
Novembre	955	50,0	36,8	56,9	138,7	59,5	138,7	393,8	93
Décembre	956	52,3	37,7	79,4	168,1	68,4	168,1	484,0	93
1965 Janvier	958	53,4	39,0	73,5	171,7	79,9	171,7	496,8	93
Février	960	51,3	38,5	62,0	150,0	62,5	150,0	424,5	93
Mars	961	53,8	38,2	67,5	157,2	66,9	157,2	448,8	93
Avril	962	51,9	38,0	66,6	155,0	67,5	155,0	444,1	93
Mai	963	52,4	39,1	74,9	159,2	76,0	159,2	469,3	93
Juin	964	53,7	38,9	71,3	155,7	67,6	155,7	450,3	92
Juillet	967	60,4	39,4	86,1	190,9	88,1	190,9	556,0	93
Août	969	52,4	38,4	65,6	153,8	67,9	153,8	441,1	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 30 juin	1965 30 juin	1964 31 juillet	1965 31 juillet
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	1.252	—	1.403	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	7.533	6.523	7.851	9.683	4.210	4.572	3.911	4.337
Prêts au jour le jour	1.214	1.272	2.095	1.650	1.399	1.769	2.005	2.087
Banquiers	10.782	13.192	16.665	22.926	23.792	27.347	21.563	25.320
Maison-mère, succursales et filiales	4.287	4.717	6.286	6.379	5.818	3.847	4.124	3.538
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.742	8.248	8.787	9.559	10.092	16.038	8.301	15.250
Portefeuille-effets	66.088	46.685	72.460	84.885	79.277	91.650	75.391	90.653
a) Effets publics ²	40.213	16.569	29.415	32.375	33.815	37.926	31.300	36.666
b) Effets commerciaux ³	25.875	30.116	43.045	52.510	45.462	53.724	44.091	53.987
Reports et avances sur titres	1.237	1.317	1.230	1.149	1.210	1.248	1.220	1.148
Débiteurs par acceptations	14.318	17.927	18.784	21.292	20.675	23.193	21.098	23.547
Débiteurs divers	30.726	38.608	45.661	50.802	47.893	55.041	49.377	56.296
Portefeuille-titres	53.444	75.148	72.105	74.789	72.801	80.597	72.652	80.541
a) Valeurs de la réserve légale	429	468	541	605	596	697	596	697
b) Fonds publics belges ^{2 4}	50.094	71.460	67.875	69.307	68.518	75.195	67.994	75.156
c) Fonds publics étrangers ⁴	473	317	556	601	496	665	481	669
d) Actions de banques	1.261	1.282	1.545	1.863	1.602	1.954	1.602	2.007
e) Autres titres	1.187	1.621	1.588	2.408	1.589	2.086	1.979	2.012
Divers	1.552	2.339	2.576	3.040	2.509	3.174	2.421	3.118
Capital non versé	9	9	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	197.932	215.985	254.500	287.406	269.676	309.879	262.063	305.835
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	19	17	18	43	42	22	42	22
Immeubles	1.251	1.301	1.434	2.134	1.537	2.267	1.546	2.283
Participations dans les filiales immobilières	273	265	255	73	265	77	273	77
Créances sur les filiales immobilières	278	312	336	60	356	74	336	79
Matériel et mobilier	166	200	289	341	304	357	313	367
Total de l'immobilisé ...	1.987	2.095	2.332	2.651	2.504	2.797	2.510	2.828
Total de l'actif ...	199.919	218.080	256.832	290.057	272.180	312.676	264.573	308.663

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatiques
(millions de francs)

1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.673	1964 30 juin	11.438	1965 30 juin	11.070
1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.978	1964 31 juillet	15.247	1965 31 juillet	12.018

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

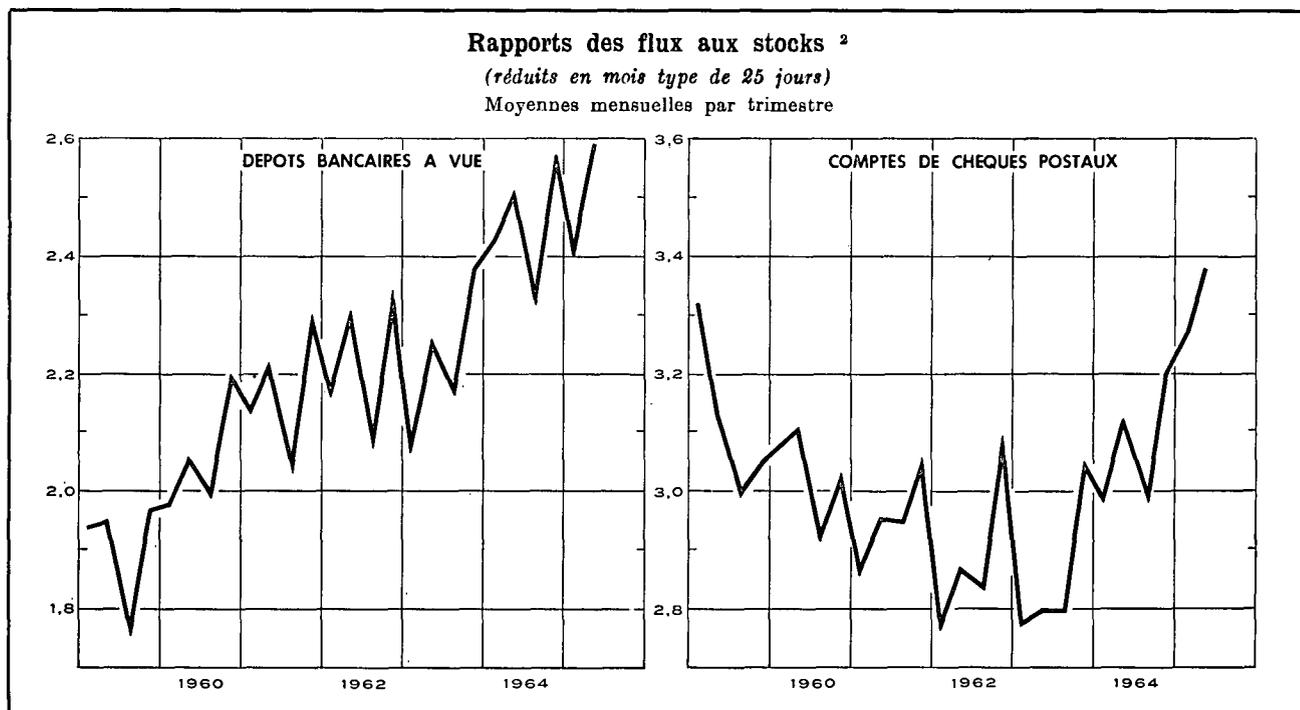
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 30 juin	1965 30 juin	1964 31 juillet	1965 31 juillet
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	398	1.747	804	698	489	498	358	424
Emprunts au jour le jour	2.110	871	1.406	2.420	1.947	3.182	2.015	2.853
a) Garantis par des sûretés réelles	1.986	815	1.232	1.214	1.633	1.583	1.735	1.988
b) Non garantis par des sûretés réelles	124	56	174	1.206	314	1.599	230	865
Banquiers	28.067	26.553	38.661	51.301	47.974	54.897	44.430	52.835
Maison-mère, succursales et filiales	3.911	4.300	7.884	7.065	5.951	5.400	5.485	5.286
Acceptations	14.319	17.928	18.784	21.292	20.675	23.195	21.099	23.547
Autres valeurs à payer à court terme	2.776	3.875	4.901	5.287	5.997	8.747	4.127	8.819
Créditeurs pour effets à l'encaissement	967	1.095	1.216	1.254	1.266	1.365	1.209	1.353
Dépôts et comptes courants	121.118	130.986	150.290	164.568	154.157	178.255	151.328	175.691
a) A vue	66.746	71.259	81.543	86.118	83.042	89.413	78.068	85.455
b) A un mois au plus	6.112	5.532	5.159	9.034	5.579	10.662	6.605	10.842
c) A plus d'un mois	27.902	29.392	30.007	29.915	28.790	35.334	29.387	35.890
d) A plus d'un an	1.529	2.201	1.138	731	879	970	873	945
e) A plus de deux ans	2.495	2.671	3.049	3.020	3.063	2.919	3.035	2.922
f) Carnets de dépôts	14.613	17.937	27.355	33.743	30.813	37.012	31.367	37.645
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.721	1.994	2.039	2.007	1.991	1.945	1.993	1.992
Obligations et bons de caisse	8.619	11.060	11.433	11.380	11.244	11.262	11.283	11.227
Montants à libérer sur titres et participations	615	689	672	991	686	990	1.004	989
Divers	6.007	6.104	6.809	7.752	7.010	7.194	6.646	7.922
Total de l'exigible ...	188.907	205.208	242.860	274.008	257.396	294.985	248.984	290.946
C. Non exigible :								
Capital	6.520	7.636	8.221	9.814	8.594	11.007	9.396	11.033
Fonds indisponibles par prime d'émission	292	785	838	1.245	959	1.329	959	1.329
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	428	467	541	607	595	697	595	697
Réserve disponible	3.652	3.828	4.179	4.197	4.330	4.450	4.330	4.450
Provisions	120	156	193	186	306	208	309	208
Total du non exigible ...	11.012	12.872	13.972	16.049	14.784	17.691	15.589	17.717
Total du passif ...	199.919	218.080	256.832	290.057	272.180	312.676	264.573	308.663

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		réduit en mois type de 25 jours en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1957	89,8	76,5	166,3	2,10	2,08	3,24
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,18
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1963 4 ^e trimestre	147,4	114,0	261,4	2,41	2,38	3,05
1964 1 ^{er} trimestre	150,2	115,0	265,2	2,46	2,43	2,99
2 ^e trimestre	159,2	124,4	283,6	2,51	2,51	3,12
3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
2 ^e trimestre	175,5	138,2	313,7	2,55	2,59	3,38
1964 Août	133,7	114,3	248,0	2,19	2,19	2,93
Septembre	144,0	112,5	256,5	2,43	2,34	2,90
Octobre	149,4	122,0	271,4	2,58	2,39	3,07
Novembre	164,7	122,1	286,8	2,42	2,63	3,17
Décembre	178,5	132,7	311,2	2,79	2,68	3,36
1965 Janvier	156,5	143,6	300,1	2,35	2,35	3,47
Février	156,6	136,5	293,1	2,35	2,45	3,34
Mars	158,8	121,6	280,4	2,61	2,42	3,00
Avril	167,9	132,3	300,2	2,53	2,53	3,29
Mai	177,0	147,3	324,3	2,51	2,61	3,60
Juin	181,4	135,1	316,5	2,62	2,62	3,25
Juillet	171,0	141,3	312,3	2,62	2,52	3,35
Août	158,3			2,36	2,36	

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XLe année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 2 du chapitre XIII — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1 3	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.582	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.053	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.823	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	6.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre ...	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre ...	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...

1 Y compris les opérations à réméré.

2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

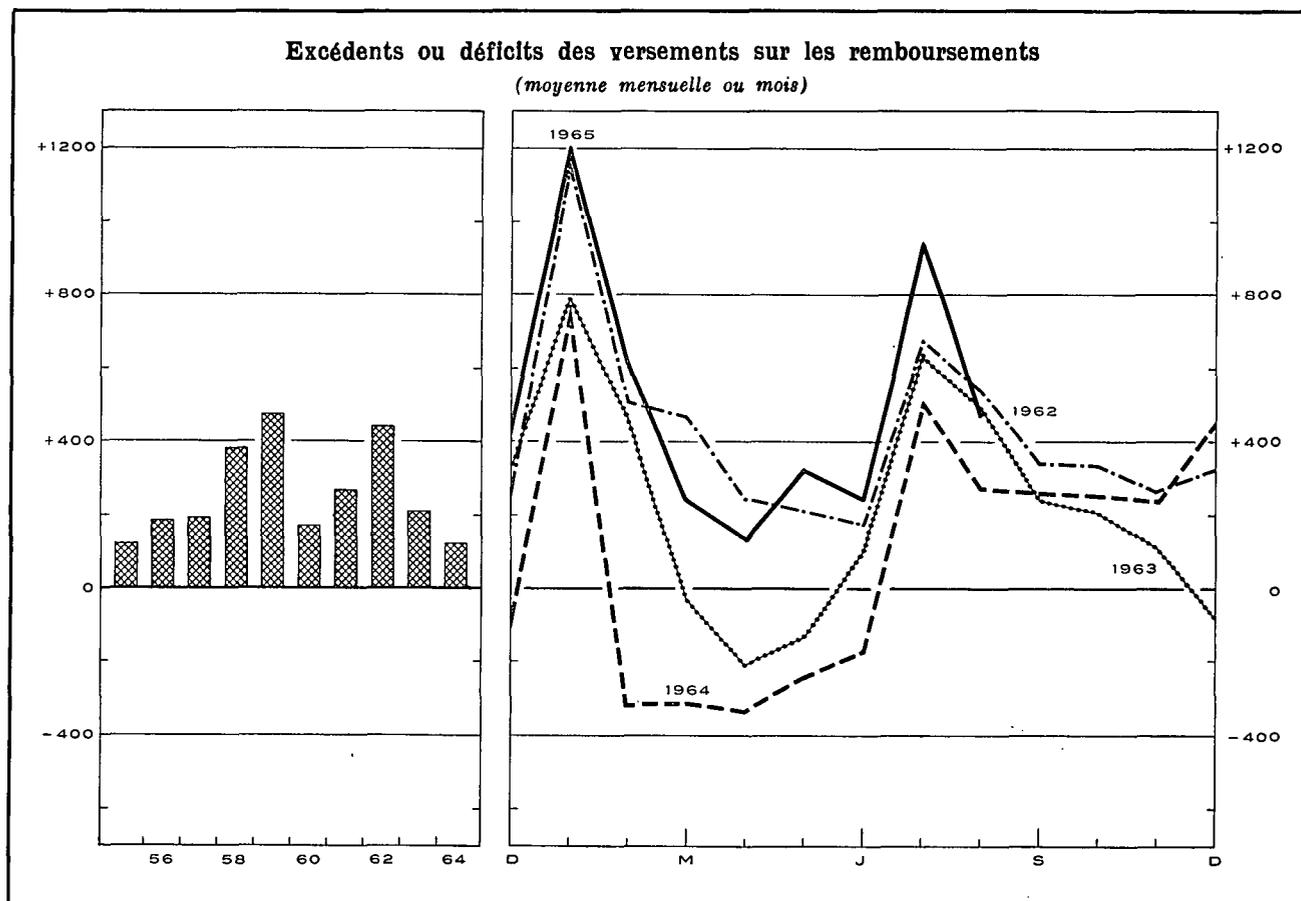
3 Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (1) - (2)	(6)	(7)	
1954	13.383	10.764	2.619	49.459 ¹				
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.210	26.758	1.452	102.395 ¹				
	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
Janvier	2.802	3.195	2.034	1.983	768	1.212	98.748	103.607
Février	2.205	p 2.560	2.518	p 1.938	-313	p 621	98.435	p 104.229
Mars	2.121	p 2.582	2.430	p 2.304	-309	p 248	98.126	p 104.477
Avril	2.228	p 2.495	2.557	p 2.355	-329	p 140	97.797	p 104.617
Mai	2.111	p 2.684	2.353	p 2.349	-242	p 335	97.555	p 104.952
Juin	2.358	p 2.704	2.521	p 2.453	-163	p 251	97.392	p 105.203
Juillet	2.655	p 3.198	2.138	p 2.259	517	p 939	97.909	p 106.142
Août	2.189	p 2.514	1.897	p 2.043	293	p 471	98.202	p 106.613
Septembre	2.283		2.013		270		98.472	
Octobre	2.396		2.127		269		98.741	
Novembre	2.124		1.871		253		98.994	
Décembre	2.737		2.298		458		102.395 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	7,7	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0
Avances à l'industrie	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5
Crédit agricole	—	—	—	—	—	0,1
Crédit d'exportation .....	...	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7
Certificats de Trésorerie	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9
Total des placements provisoires ...	17,3	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3
Placements définitifs :						
Rentés belges directes	17,3	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4
Rentés belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	15,4	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5
Obligations de sociétés belges	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3
Crédit agricole	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0
Total des placements définitifs ...	62,8	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	66,5	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,9	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,1	...	...
Total des dépôts sur livrets ...	71,8	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1
Dépôts en comptes courants ²	3,5	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds de réserve	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprisent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	7,5	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	10,1	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	20,5	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4	13,6	13,7
Réserves mathématiques ²	7,4	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8
Total ...	20,9	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5

* La C.G.E.R. publie séparément :

a) *Depuis 1957 :*

1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1940 relatives à l'assurance en vertu de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.

2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.

3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation. En vertu de la loi du 8 avril 1962, cette gestion est reprise par la Caisse Nationale des Pensions pour Employés. Le transfert des fonds correspondant a été effectué en 1963 conformément à la situation de clôture au 31 décembre 1962.

4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois, depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.

b) *Depuis 1958 :* Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).

c) *Depuis 1960 :* En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 » et, ultérieurement, par la loi du 3 avril 1962, conçues selon le principe de capitalisation.

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,9	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,1	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	4,0	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9	5,8	5,7
Fonds de réserve	1,2	1,4	1,5	1,8	2,0	2,0

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 2 ^e trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0
3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3
Crédits commerciaux à moyen terme	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,5	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9
PASSIF						
Obligations	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9
Bons de caisse	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des arrêtés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs (12)	débiteurs (13)					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces (4)	Total (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)						Total (6) + (7) = (8)		
	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)													
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.868	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1963 Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	3.299	1.125	
Septembre	4.549	692	112	110	914	16	922	938	4.525	57.066	7.736	1.726	3.002	1.842	
Octobre	4.525	689	148	192	1.029	38	1.053	1.091	4.463	57.385	7.323	1.628	2.892	2.589	
Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061	6.962	1.922	2.459	1.583	
Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516	6.827	1.959	2.409	2.260	
1964 Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883	6.724	1.489	2.817	4.967	
Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731	6.813	1.945	2.339	2.512	
Mars	4.902	538	159	148	845	26	1.047	1.073	4.674	60.404	6.616	1.657	2.386	2.214	
Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599	7.305	1.614	2.504	2.469	
Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687	
Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138	
Juillet	4.555	1.047	141	163	1.351	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.278	3.234	3.853	
Août	4.735	692	147	140	979	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711	
Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053	
Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404	
Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858	
Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928	
1965 Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653	
Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419	
Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732	
Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277	
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245	
Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424	
Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458	
Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,3	2,6	3,1	3,5	3,7	1,2	1,4	1,6	1,7	2,0
Prêts hypothécaires	9,0	10,5	11,4	12,1	14,2	2,3	2,7	3,2	3,6	4,2
Prêts sur police	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	4,8	5,3	5,7	5,9	6,2	3,2	3,4	3,6	3,7	3,8
Valeurs étrangères	1,3	1,9	1,5	1,9	1,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Titres garantis par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	4,2	4,2	4,6	5,0	5,1	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9
Titres des autres organismes										
parastataux	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,4	1,7	1,8	1,9	1,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,4	8,1	9,0	9,2	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,1	2,2	2,3	2,9	3,0	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	22,5	24,2	25,7	28,3	29,1	6,7	7,2	7,7	7,9	8,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	35,3	38,7	41,7	45,3	49,1	10,7	11,6	12,6	13,6	14,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1963 4 ^e trimestre .	3,80
1964 1 ^{er} trimestre .	3,68
2 ^e trimestre .	4,06
3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,03
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55
2 ^e trimestre .	4,00

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1963*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	5,1		6,0		5,5		9,5		10,1		6,6		9,3		14,2		12,0	
Banques	2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,5		5,9		9,4	
Institutions parastatales de crédit ...	0,5		0,6		-0,2		1,4		0,9		0,7		1,3		1,4		1,9	
Total ...		7,8		5,9		6,4		15,5		16,1		11,3		21,1		21,5		23,3
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,8		3,6		5,1		5,0		3,2		3,5		3,0		2,5		4,3	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,2		1,4		1,0	
Caisses de vacances annuelles	0,3		0,1		0,5		-0,1		-0,1		0,1		0,1		0,2		0,1	
Organismes d'assurance sur la vie .	3,6		3,5		3,4		3,8		5,3		5,2		4,9		4,7		5,4	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,2		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2		0,4	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,5		0,8		1,1		0,8	
Total ...		9,3		8,9		10,6		10,3		9,9		10,1		10,2		10,1		12,0
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,5		1,9		1,7		2,0		1,8		1,1		1,8		3,9		1,4	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,3		6,9		7,0		7,2		8,5		9,2		10,0		12,5		13,4	
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	7,9		7,5		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5		13,8		13,4	
Total ...		16,7		16,3		17,6		18,3		20,6		21,7		24,3		30,2		28,2
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	8,0		5,7		14,1		16,2		13,4		17,0		15,5		17,1		9,6	
Total (1 à 4) ...		41,8		36,8		48,7		60,3		60,0		60,1		71,1		78,9		73,1
Doubles emplois ² ...	0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,6		0,1		-0,2		-0,3		-0,7	
Total net (1 à 4) ...		41,9		36,0		49,0		57,7		60,6		60,2		70,9		78,6		72,4
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,1		34,3		36,0	
Epargne nette	9,6		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,9		6,0		8,3	
Total ...		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,0		40,3		44,3
Total général (1 à 5) ...		76,9		74,5		89,1		92,7		96,5		102,9		114,9		118,9		116,7

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

Références bibliographiques : Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹ (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales (5) = (8) + (4)	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes (8) = (8) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (8) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement)	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,9 ⁶	3,5 ⁷	4,4	8,7
3. Organismes paraétatiques de crédit	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,2	1,5	1,7	2,7
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,8	0,5	0,3	- 0,2
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,9	7,5	6,4	24,2
6. Congo et Rwanda-Burundi	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,9	7,5	6,4	24,2
7. Rectifications à apporter pour :	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁸	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁹	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1953 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 8,9; en 1961 : 2,7 en 1962 : 2,8; en 1963 : 8,8.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Y compris 8,9 milliards de titres émis en contrepartie d'échéances en capital et en intérêts se rapportant à plusieurs exercices.

⁷ Y compris 2,8 milliards d'amortissements se rapportant à plusieurs exercices.

⁸ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁹ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} s.	5,00 — 5,25 ⁴	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.850	5,55
	Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300	5,55
	Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ⁵	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49 ⁵
	Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ⁶	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72
	Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000	5,90
	Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	600	5,90
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ⁶	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232	5,80
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans	4.270	6,00
	Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans	2.500	6,12
	Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	516	6,14
	Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	781	6,14
						27.049		
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ¹⁰	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
	Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						38.085		
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ¹¹	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ¹²	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ¹⁴	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ¹⁴	99,00	à 8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 ¹⁵	99,75	à 6 ou 15 ans	10.000	6,39

- 1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G.
- 2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.
- 3 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
- 4 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.
- 5 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.
- 6 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.
- 7 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
- 8 Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
- 9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.
- 10 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.
- 11 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.
- 12 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.
- 13 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.
- 14 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,80 % pendant les 8 dernières années.
- 15 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1961	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20	5,32 ²
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	ou D.M. 80	
	Novembre	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 30	5,61 ²
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ³	5,00	100,0	20 ans	U.S. \$ 25	5,88
							FLux. 250	5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 80	5,55
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17 ²
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00

- 1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.
- 2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
- 3 Emprunt de conversion.
- 4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.
- 5 Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dettes reprises du Congo) ³	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieures					extérieures							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3		
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963													
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0		
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8		
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8		
Octobre	263,5	13,3	55,9	37,4	370,1	18,6	26,6	45,2	415,3	27,0	442,3		
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1		
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964													
Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6		
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1		
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6		
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1		
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4		
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,9	457,9		
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6		
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3		
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5		
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965													
Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat 2	187,7	204,2	216,2	231,8	238,8	45,9	44,9	42,5	66,67	64,47	233,6	249,1	258,7	298,47	303,27
2. Organismes publics de crédit non monétaires	74,2	84,5	96,1	106,0	112,6	17,3	18,9	20,2	21,9	23,4	91,5	103,4	116,3	127,9	136,0
3. Paraétatiques d'exploitation	26,8	26,2	25,4	26,5	28,3	5,3	5,5	6,0	6,5	6,4	32,1	31,7	31,4	33,0	34,7
4. Sécurité Sociale	—	—	—	—	—	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7
5. Secteur public non compris ailleurs	27,0	26,2	25,7	26,2	26,6	9,2	9,9	10,1	10,6	11,1	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7
B. Trésor congolais (fonds publics congolais) :															
12,2	10,8	10,8	10,8	10,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	13,5	12,1	12,1	12,1	12,1
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers 3	180,2	194,9	207,0	216,1	219,9	8,7	6,3	5,5	7,7	8,1	188,9	201,2	212,5	223,8	228,0
2. Paraétatiques d'exploitation	2,2	2,5	2,8	3,1	3,5	0,2	0,5	0,5	0,4	0,5	2,4	3,0	3,3	3,5	4,0
3. Secteur public non compris ailleurs 4	1,6	1,8	1,6	1,7	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,9	1,7	1,8	2,0
4. Sécurité Sociale	2,4	2,5	2,3	1,7	1,5	0,6	1,0	1,0	0,9	1,2	3,0	3,5	3,3	2,6	2,7
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi 5	4,0	3,4	2,6	2,6	2,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2	4,7	3,7	2,9	2,8	3,0
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires 6	35,4	35,6	41,1	49,9	52,2	36,3	37,7	37,6	59,67	58,67	71,7	73,3	78,7	109,57	110,87
2. Fonds des Rentes	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4	—	—	—	—	—	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	38,8	40,7	41,9	45,4	49,4	13,6	14,8	14,2	14,8	16,6	52,4	55,5	56,1	60,2	66,0
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	52,3	56,8	59,8	63,1	67,3	23,2	25,7	28,0	30,7	31,6	75,5	82,5	87,8	93,8	98,9
5. Organismes publics de crédit non monétaires	6,5	7,1	8,2	9,9	10,2	—	—	—	2,3	1,4	6,5	7,1	8,2	12,2	11,6
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

4 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

5 Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo belge et du Rwanda-Burundi.

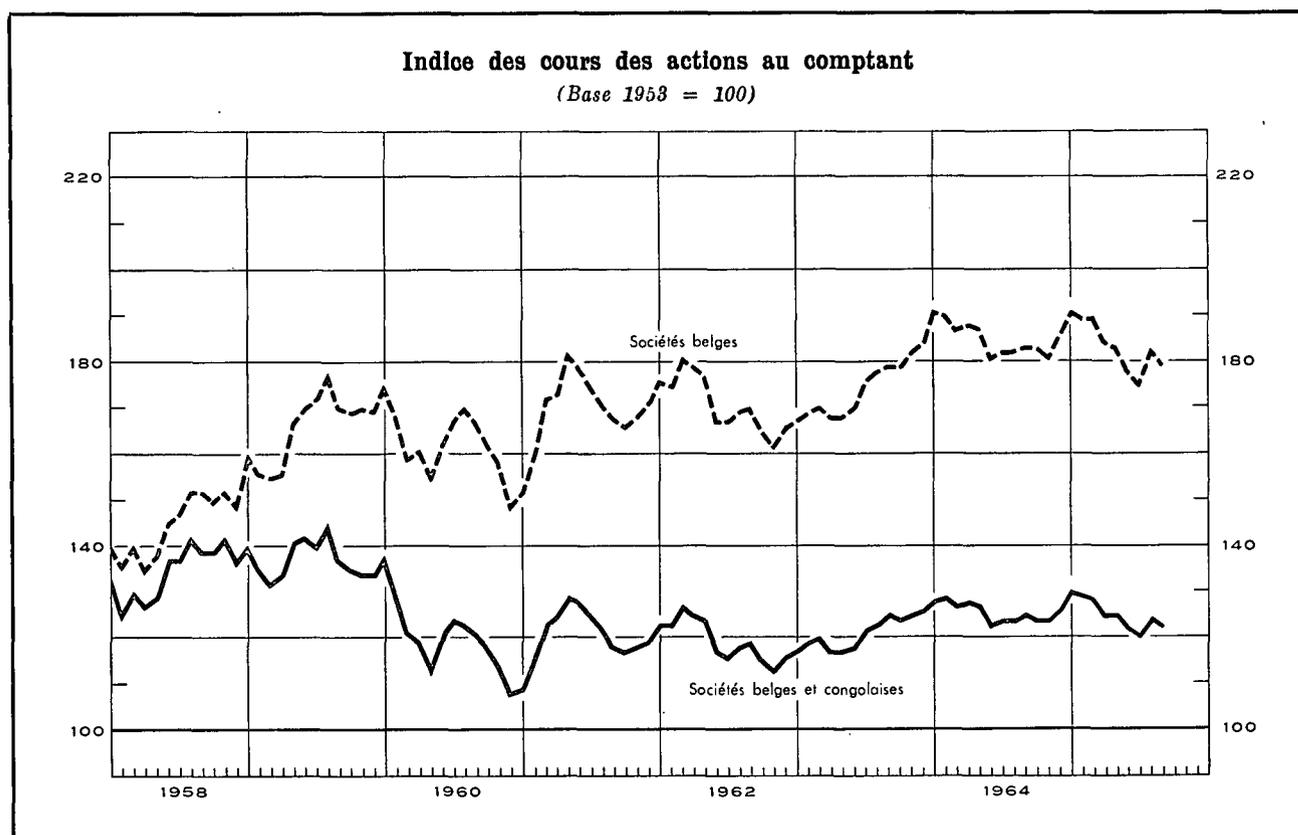
6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

7 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement % 3						
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1958 = 100) 2 4												
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	—						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	—						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	—						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	—						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1						
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2						
1963 Moyenne mensuelle .	88	121	174	116	2,7	3,0						
1964 Moyenne mensuelle .	85	126	185	115	2,6	3,0						
	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
Janvier	137	111	128	130	191	191	118	120	2,4	2,7	2,7	3,1
Février	118	115	129	129	190	189	115	119	2,5	2,9	2,7	3,2
Mars	83	91	127	128	187	189	113	120	2,5	2,7	2,8	3,1
Avril	82	82	128	125	188	184	117	116	2,5	2,6	2,9	3,0
Mai	85	78	127	125	187	183	115	117	2,6	2,6	3,0	3,0
Juin	72	89	123	122	181	178	110	113	2,6	2,7	3,0	3,0
Juillet	75	61	124	120	182	175	115	111	2,6	2,7	3,0	3,0
Août	68	65	124	124	182	182	112	115	2,6	2,7	3,0	3,0
Septembre	66		125	122	183	179	113	113	2,6	2,7	3,1	3,0
Octobre	81		124		183		114		2,6		3,1	
Novembre	127		124		181		118		2,7		3,1	
Décembre	104		126		186		117		2,7		3,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	p11.082	514
1964	p 53	6.750	5.221	1.526	0,3	788	63		

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	p13.739	665
1964	p 1.712	35.849	20.350	3.770	245	2.353	141		

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	p 1.848	118
1964	p 1.254	18.485	13.525	3.674	627	1.121	144		

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	p 5.764	321
1964	p 104	18.051	16.158	1.068	705	351	27		

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	p 339	21
1964	p 901	11.212	10.309	1.251	363	376	70		

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vis au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	<i>p</i> 802	49
1964	685	11.099	7.562	1.402	174	617	55		

Industrie chimique

1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	<i>p</i> 856	55
1964	542	17.043	8.531	2.376	358	1.202	76		

Electricité

1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	0,1	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	—	1.657	85	<i>p</i> 8.602	443
1964	29	22.281	3.839	2.200	0,2	1.813	87		

Industrie du charbon

1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	<i>p</i> 253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29		

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.939
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	<i>p</i> 49.172	2.510
1964	14.533	206.928	127.507	26.784	4.272	12.492	1.279		

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34 880	21 254	10 897	423	6 801	433	2 241	95
1957	579	42 986	19 520	12 222	287	7 575	428	2 799	107
1958	563	45 670	20 620	9 733	320	6 492	415	3 177	125
1959	560	49 530	22 740	8 296	452	6 318	380	3 351	151
1960	442	48 024	21 895	9 900	348	7 284	346	1 628	78
1961	336	40 721	18 636	7 192	958	4 397	212	1 095	56
1962	302	38 822	19 383	5 865	644	3 048	172	834	35
1963	313	40 710	27 336	2 863	664	1 196	98	p 712	30
1964	p 317	40 380	28 484	2 936	850	1 317	105		

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13 949	158 485	102 920	31 661	2 171	17 670	1 569	27 171	1 333
1957	14 066	173 996	106 372	34 611	2 097	19 545	1 631	31 256	1 392
1958	13 971	192 589	110 639	29 935	2 256	17 473	1 568	36 418	1 660
1959	14 451	205 586	121 202	26 503	3 964	16 610	1 395	39 489	1 953
1960	14 258	210 868	124 116	31 688	3 591	19 062	1 474	39 123	2 067
1961	14 262	211 790	126 941	31 361	4 894	17 351	1 470	40 721	2 152
1962	14 444	224 242	134 278	32 688	4 550	17 138	1 515	46 268	2 294
1963	14 547	234 175	149 271	28 068	3 866	14 202	1 354	p49 884	2 540
1964	p 14 850	247 308	155 991	29 720	5 122	13 809	1 384		

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabens.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13 927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13 858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13 957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 12 mois	14 174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	132	2,2	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	351	3,1	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2 225	21,1	12,6	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5 525	55,6	32,5	8,1	1,0	4,3	0,8
5 premiers mois	9 355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11 383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12 058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12 374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12 829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,5	1,8
10 premiers mois	13 414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13 825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14 258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	p 116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	p 283	2,9	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	p 1 623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	p 4 051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,9
5 premiers mois	p 6 935	121,6	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	p 8 637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	p 9 241	149,4	92,5	20,1	2,5	9,4	1,6
8 premiers mois	p 9 499	150,7	93,5	20,3	2,5	9,5	1,7
9 premiers mois	p 9 855	152,8	94,8	20,7	2,5	9,6	2,1
10 premiers mois	p 10 310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,5
11 premiers mois	p 10 639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	3,0
12 mois	p 14 533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	2,6

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	27	1,6	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	50	2,9	1,0	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	...	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,6	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...
8 premiers mois	230	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...
9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,6	0,7	1,2	...
10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,7	0,7	1,2	...
11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,8	1,3	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	135	2,3	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	358	3,2	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.252	22,7	13,2	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.575	58,5	33,5	8,2	1,1	4,3	0,8
5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.629	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	183,0	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	10.090	186,5	119,4	23,3	3,2	10,8	2,1
10 premiers mois	10.562	194,7	124,9	24,1	3,5	11,2	2,5
11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,9	3,0
12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	2,6

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.D. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1955	14.192	4.273	1.560	1.206	354	532	886	5.159	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.244	4.628	1.646	2.982	375	3.357	9.601	11.964

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	40	...	76	— 76	— 14	— 90	— 50	— 51

Total général

1955	18.903	7.268	1.876	1.297	579	525	1.104	8.372	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.284	4.628	1.722	2.906	361	3.267	9.551	11.913

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1962 6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	...	196
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.628	9.872	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	2.582	12.348	1.660	9	...	9
1963 Octobre	1.145	328	120	448	...	...	...	..
Novembre	2.149	273	212	485	...	...	...	...
Décembre	3.154	791	711	1.502	...	...	...	...
1964 Janvier	1.543	239	139	378	15	...	...	...
Février	886	284	1	285	...	...	...	...
Mars	1.179	502	43	545	1.320	...	...	...
Avril	2.347	1.164	611	1.775	...	...	...	...
Mai	2.001	1.255	827	2.082	...	...	...	...
Juin	1.189	520	56	576	211	9	...	9
Juillet	3.108	1.381	44	1.425	...	...	...	...
Août	432	181	16	197	...	...	...	...
Septembre	882	279	175	454	...	...	...	...
Octobre	2.453	1.720	210	1.930	113	...	...	...
Novembre	2.647	1.009	150	1.159	...	...	...	...
Décembre	2.890	1.231	311	1.542	...	...	...	...
1965 Janvier p	711	213	1.000	1.213	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février p	427	176	...	176	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mars p	4.307	1.482	...	1.482	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril p	4.135	479	...	479	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mai p	1.454	316	...	316	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juin p	1.072	373	3	376	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juillet p	1.171	385	2	387	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Août p	713	255	...	255	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		(9)
1955	2.325	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.587	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	481	1.689	1.148	4.628	11
1964 1 ^{er} trimestre	1.810	...	2.494	1.426	781	1.131	966	4.304	45
2 ^e trimestre	1.585	7	2.859	1.243	144	2.151	913	4.451	...
3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1964 Juillet	2.062	...	2.995	1.539	...	1.983	1.535	5.057	...
Août	2.174	...	2.803	1.465	588	1.877	1.047	4.977	...
Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.784	1.155	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.032	294	2.293	1.410	22	1.571	1.616	4.619	338
2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	2.160	862	4.522	...
3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.997	...	5.437	...
1965 Janvier	2.308	188	1.709	1.215	62	1.812	1.116	4.205	814
Février	1.812	483	2.790	1.685	...	1.741	1.659	5.085	180
Mars	1.955	229	2.428	1.357	...	1.177	2.078	4.612	4
Avril	1.884	191	2.821	1.554	...	2.799	543	4.896	...
Mai	1.438	298	2.660	1.583	...	2.006	807	4.396	...
Juin	1.536	537	2.206	1.362	...	1.679	1.238	4.279	...
Juillet	1.849	1.053	2.413	1.590	...	3.725	...	5.315	...
Août	2.017	1.245	2.882	1.346	...	4.798	...	6.144	...
Septembre	1.412	806	2.615	1.384	...	3.449	...	4.833	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	476	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1964 2 ^e trimestre	39	3	137	600	268	603	405	360	80	963	485
3 ^e trimestre	39	2	156	536	265	588	421	352	84	940	505
4 ^e trimestre	39	3	169	658	281	661	450	382	86	1.043	536
1965 1 ^{er} trimestre	39	2	156	654	316	656	472	397	90	1.053	562
2 ^e trimestre	39	2	140	681	315	683	455	419	96	1.101	551
1964 Avril	39	3	142	619	287	622	429	371	84	993	513
Mai	39	2	139	537	235	539	374	320	72	859	446
Juin	39	3	130	644	281	647	411	391	86	1.038	497
Juillet	39	3	166	620	293	623	459	368	84	991	543
Août	39	2	156	541	248	543	404	324	81	867	485
Septembre	39	2	146	598	255	600	401	363	85	963	486
Octobre	39	3	175	636	263	639	438	368	85	1.007	523
Novembre	39	3	158	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	360	88	972	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536
Mars	39	3	172	718	355	721	527	452	101	1.173	628
Avril	39	2	152	674	313	676	465	416	91	1.092	556
Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544
Juin	39	2	133	706	317	708	450	432	103	1.140	553
Juillet	39	2	175	722	318	724	492	405	100	1.129	592
Août	39	3	219	707	263	710	482	396	95	1.106	577

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1959 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	autres effets publics
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours 1			
1959 8 janvier ..	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	4,75
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25				5,—
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25				6,25
		représentatives d'importations d'exportations								
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25				6,25
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—				6,—
							Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	—	5,25	5,75	6,50

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 30 septembre 1965

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1964 Octobre	3,61
Novembre	2,84
Décembre	3,03
1965 Janvier	2,55
Février	2,26
Mars	2,57
Avril	3,05
Mai	3,47
Juin	3,57
Juillet	3,98
Août	3,02
Septembre	2,77

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois
1960	4,00	4,25	4,50	4,75	4,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1961	3,50	3,75	4,00	4,25	4,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1962	2,50	2,75	3,00	—	3,30 3,27	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35 4,31	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964 Oct. ...	4,00	4,25	4,50	—	5,00 5,00	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
Nov. ...	4,25	4,50	4,75	—	5,15 5,12	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
Déc. ...	4,25	4,50	4,75	—	5,25 5,23	1964 10 nov.	5,25	5,40	5,50
1965 Janv. ...	4,20	4,40	4,70	—	5,20 5,24	8 déc.	5,40	5,55	5,65
Févr. ...	4,15	4,35	4,65	—	5,10 5,16	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
Mars ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,97	9 févr.	5,35	5,50	5,55
Avril ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,95	9 mars	5,25	5,40	5,50
Mai ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95 4,95	13 avril	5,20	5,35	5,45
Juin ...	4,10	4,35	4,60	—	5,00 4,98	11 mai	5,20	5,35	5,45
Juillet ...	4,30	4,55	4,80	—	5,15 5,14	8 juin	5,20	5,35	5,45
Août ...	4,10	4,35	4,60	—	5,00 5,09	13 juil.	5,35	5,45	5,50
Sept. ...	4,00	4,30	4,60	—	4,95 4,98	10 août	5,35	5,45	5,50
						14 sept.	5,20	5,35	5,45

1 Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

Il convient de noter également que, jusqu'au 16 novembre 1959, il s'agit de moyennes arithmétiques simples des taux uniques journaliers tandis qu'à partir du 17 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (Moniteur belge du 28 mars 1964, p. 8233).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 8-12-1966 et 8-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1965, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1964 Mai	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00	2,00
Juin	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge de Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1959 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965) 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1er décembre 1962					Emprunts émis après le 1er décembre 1962			
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57	—	—	—
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1964 Septembre	4,06	5,42	5,43	5,65	5,54	5,55	6,44	6,53	6,47
Octobre	4,06	5,45	5,45	5,68	5,56	5,57	6,45	6,54	6,34
Novembre	4,06	5,51	5,48	5,68	5,62	5,60	6,48	6,57	6,37
Décembre	4,06	5,34	5,43	5,61	5,61	5,53	6,49	6,59	6,52
1965 Janvier	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
Février	4,06	5,45	5,35	5,60	5,60	5,53	6,46	6,55	6,49
Mars	4,06	5,20	5,31	5,53	5,57	5,43	6,40	6,51	6,43
Avril	4,06	5,21	5,28	5,51	5,58	5,42	6,39	6,52	6,42
Mai	4,06	5,29	5,36	5,59	5,59	5,48	6,44	6,51	6,45
Juin	4,06	5,37	5,41	5,59	5,61	5,51	6,45	6,53	6,48
Juillet	4,06	5,40	5,41	5,61	5,63	5,53	6,49	6,53	6,50
Août	4,06	5,26	5,36	5,54	5,56	5,44	6,34	6,45	6,38
Septembre	4,06	5,34	5,36	5,57	5,56	5,47	6,39	6,45	6,41

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1956		5,00		3,—		3,—		5,50		4,—		3,75		4,—		1,50
1957 Janvier ...	11	4,50					7	5,—								
Février ...					11	4,—									15	2,50
Avril																
Mai																
Juillet ...											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...									3	4,—	8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet ...																
Novembre .			24	4,—			23	7,—					6	5,—		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50							9	5,50		
Juin							3	6,—								
Juillet	13	4,—														

¹ Federal Reserve Bank of New-York.

Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 6 août	1965 5 août	1964 10 septembre	1965 9 septembre
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	19.256	21.817	19.482	22.027
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	3.034	4.641	2.897	4.593
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i> tional</i>	—	2.204	2.263	3.096	2.692	4.324	2.579	4.317
<i>Autres opérations</i>	—	342	364	274	342	317	318	276
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	—	630	589	613	1.471	613	1.471
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	35	24	18	34
Comptes courants postaux	553	481	911	920	801	1.008	772	837
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	4.427	4.286	4.427	4.286
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	17.221	17.487	17.201	17.053
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	6.417	6.679	5.812	6.144
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des</i> <i> céréales</i> ⁴	797	1.223	575	669	34	54	70	34
<i>Obligations cautionnées</i>	—	—	—	...	939	295	2.693	2.393
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.031	13.074	12.402	6.819	5.867	6.251	5.173	4.984
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	—	—	—	4.945	3.964	4.208	3.453	3.498
Effets négociables achetés en France ⁵	2.878	2.412	3.220	4.546	5.164	4.904	3.688	3.855
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	28	23	17	16
Avances sur titres	74	67	71	88	96	100	83	79
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	599	608	767	595
Divers	834	885	1.468	1.497	1.459	1.372	1.125	1.111
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	62.505	67.513	60.862	65.729

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.348	50.082	55.781	59.544	58.363	63.230	56.987	61.742
Comptes créditeurs :	2.590	2.718	3.479	3.668	2.230	2.382	1.974	2.015
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	...	1	1	...
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i> personnes étrangères</i>	1.561	200	238	426	186	402	156	154
<i>Comptes courants des banques et</i> <i> institutions financières françaises</i> .	—	1.291	1.789	1.807	800	740	727	721
<i>Autres comptes courants et de</i> <i> dépôts de fonds; dispositions et</i> <i> autres engagements à vue</i>	1.029	1.226	1.451	1.435	1.244	1.239	1.090	1.140
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	1.662	1.651	1.651	1.722
Total ..	48.251	54.391	61.226	65.344	62.505	67.513	60.862	65.729

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1988.

XX - 3 — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1962 28 February	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1964 5 August	1965 4 August	1964 9 September	1965 8 September
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	------------------	------------------	---------------------	---------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.313	2.338	2.438	2.638	2.738	2.838	2.638	2.788
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.850	2.650	2.800
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.850	2.650	2.800

Notes Issued :								
In Circulation	2.302	2.309	2.430	2.604	2.705	2.813	2.591	2.769
In Banking Department	23	41	20	46	45	37	59	31
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.850	2.650	2.800

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	507	266	298	233	189	367	226	366
Other Securities :								
Discounts and Advances	44	54	32	72	68	46	36	47
Securities	20	22	25	26	25	24	27	27
Notes	23	41	20	46	45	37	59	31
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	595	384	376	378	328	475	349	472

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	4	4
Public Deposits	13	11	10	11	14	9	11	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	241	—	—	—	—	93	—	94
Other Deposits :								
Bankers	249	280	276	262	213	267	239	258
Other Accounts	78	74	71	86	82	87	80	90
Total ...	595	384	376	378	328	475	349	472

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1964 5 August	1965 4 August	1964 9 September	1965 8 September
ASSETS								
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	13.505	13.730	11.950	13.709	11.950
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.570	1.454	1.637	1.474	1.643
Total gold certificate reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.075	15.184	13.587	15.183	13.593
Cash	320	288	182	146	140	117	148	119
Discounts and advances	130	38	63	186	735	472	142	436
Acceptances :								
Bought outright	48	52	70	59	41	36	38	36
Held under repurchase agreement	3	58	92	35	25	...	22	23
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	3.193	2.442	4.142	6.044	5.398	8.006	5.112	7.838
Certificates	1.699	13.182	7.066	...	...	...	...	...
Notes	19.984	10.717	17.729	25.188	24.912	25.737	25.064	24.823
Bonds	3.846	4.137	4.645	5.274	4.741	5.384	5.097	6.550
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	36.506	35.051	39.127	35.273	39.216
Held under repurchase agreement	159	342	11	538	207	685	360	...
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	37.044	35.258	39.812	35.633	39.216
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	37.924	36.059	40.320	35.835	39.711
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	7.190	5.330	5.920	5.247	5.499
Bank premises	111	104	104	102	101	102	102	102
Other assets	237	357	400	552	530	1.043	472	1.114
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	60.389	57.344	61.089	56.987	60.138

LIABILITIES

Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	34.659	32.764	35.270	33.217	35.765
Deposits :								
Member bank reserves	17.387	17.454	17.049	18.086	17.584	18.409	17.143	17.447
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	820	828	808	839	951
Foreign	279	247	171	229	129	158	121	231
Other	320	424	291	321	186	184	206	175
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	19.456	18.727	19.559	18.309	18.804
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	4.584	4.093	4.639	3.646	3.967
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	642	104	412	139	374
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	59.341	55.688	59.880	55.311	58.910

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	445	467	497	524	516	542	517	544
Surplus	888	934	990	524	990	524	990	524
Other capital accounts .....	...	...	...	...	150	143	169	160
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	60.389	57.344	61.089	56.987	60.138
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	122	137	149	130	142
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	56,7 %	51,2 %	46,3 %	42,7 %	45,7 %	37,9 %	45,0 %	37,4 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 610 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1964 10 augustus	1965 9 augustus	1964 7 september	1965 6 september
ACTIVA								
Goud	5.698	5.698	5.770	6.080	5.770	6.325	5.770	6.326
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	484	586	1.081	1.435	1.013	1.222	1.000	1.064
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	14	7	15	31	38	27	39	31
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	48	...	...	...	45	36	24	15
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	523	597	729	346	545	704	536	704
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	52	72	25	16	5	16	8	85
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	21	13	16	14	12	16	14	18
Belegging van kapitaal en reserves	183	183	178	173	186	184	187	184
Gebouwen en inventaris	1	1	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	8	10	11	17	16	18	13	18
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	7.630	8.548	7.591	8.445

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	5.279	5.758	6.225	6.927	6.534	7.279	6.565	7.321
Bankassigaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.421	1.036	1.261	853	738	929	685	759
's Rijks schatkist	995	620	1.095	665	258	615	435	640
Banken in Nederland	283	283	122	138	442	289	183	94
Andere ingezetenen	143	133	44	50	38	25	67	25
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	77	112	76	79	104	71	86	94
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	71	106	70	73	102	67	81	91
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	6	2	4	5	3
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	18	16	14	13	12	13	12
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	168	165	167	165	167	165
Diverse rekeningen	53	55	59	54	54	72	55	74
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	7.630	8.548	7.591	8.445
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	69	63	62	65	62	70	62	69

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1961 dicembre	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre	1964 giugno	1965 giugno	1964 luglio	1965 luglio
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Cassa ¹	13	12	25	22	28	23	19	17
Portafoglio ²	500	616	942	764	1.028	671	909	663
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	1
Anticipazioni ³	107	260	337	285	386	357	305	248
Prorogati pagamenti	6	12	42	51	63	65	13	...
Ufficio italiano dei cambi	1.810	2.146	1.770	2.069	1.543	2.068	1.561	2.128
Disponibilita in divisa all'estero	63	63	65	64	64	65	64	66
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	83	244	168	519	290	306	272	295
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	123	132	229	305	208	228	195	181
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	485	440	410	410	380	410	380
C/c servizio tesoreria	—	—	506	558	451	704	608	820
Servizi diversi per conto dello Stato	1	—	—	29	10	13	27	16
Spese	45	56	71	88	37	48	40	51
Totale attivo ...	4.236	5.026	5.595	6.164	5.518	5.928	5.423	5.866
Circolazione dei biglietti ⁵	2.779	3.235	3.699	3.914	3.445	3.637	3.530	3.731
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	39	43	62	57	71	27	24	25
Conti correnti liberi	118	122	87	119	118	111	38	46
Conti correnti vincolati	797	988	1.305	1.459	1.373	1.628	1.356	1.684
Creditori diversi	189	237	352	517	465	467	424	318
C/c servizio tesoreria	263	320	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	18	10	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	4	5	6	5	6	6	7
Fondo di riserva straordinario	2	2	3	3	3	3	3	3
Rendite	45	57	72	89	38	49	40	52
Totale passivo e patrimonio ...	4.236	5.026	5.595	6.164	5.518	5.928	5.423	5.866
Depositante di titoli e valori	4.775	4.845	4.273	4.918	4.918	5.556	4.899	5.575
¹ Comprese monete di Stato	6	8	5	2	5	2	4	2
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	246	298	343	363	364	335	365	340
— istituti speciali	235	290	274	279	278	232	280	281
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	104	256	334	282	383	352	302	243
— privati	3	4	2	2	2	4	2	4
⁴ Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	n.d.	81	7	90	50	9	50	3
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	2	2	2	2	2	
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	18	29	21	17	20	16	17

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1964 7 August	1965 6 August	1964 7 September	1965 7 September
AKTIVA								
Gold	14.426	14.490	15.138	16.731	16.257	17.255	16.347	17.293
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	11.387	10.929	12.894	10.770	11.666	7.413	11.398	7.487
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	292	329	417	563	485	629	474	629
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.442	2.289	2.122	2.684	2.000	3.274	2.000	3.273
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	1.038	897	751	615	640	518	639	518
b) an Weltbank	1.342	1.342	1.342	1.343	1.343	1.366	1.343	1.366
c) an I.W.F.	—	—	—	720	—	1.390	—	1.390
Deutsche Scheidemünzen	57	45	81	116	124	144	126	146
Postcheckguthaben	281	546	376	377	167	225	239	229
Inlandswechsel	1.146	1.967	1.647	2.413	3.250	5.730	3.664	6.058
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	...	125	307	85	383	152	258
Lombardforderungen	220	158	208	646	30	50	19	27
Kassenkredite	167	739	1.749	1.212	16	978	34	664
Wertpapiere	1.484	1.369	1.222	1.176	1.177	1.176	1.173	1.176
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.432	4.958	3.990	6.081	4.611	6.961	5.104	6.586
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.636	2.156	2.294	3.016	2.845	2.956	2.779	2.953
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.778	3.703	3.595	2.953	3.456	2.788	3.456	2.788
Sonstige Aktiva	307	253	406	463	398	403	349	398
	42.055	43.931	46.264	49.508	46.567	50.365	47.314	49.965

PASSIVA

Banknotenumlauf	22.992	24.147	25.426	27.692	26.077	28.587	26.071	27.808
Einlagen von	16.600	16.795	18.006	18.610	17.447	18.396	18.170	18.759
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	11.615	12.232	13.607	15.143	13.265	15.624	14.440	16.474
Öffentlichen Einlegern	4.733	4.284	4.126	3.215	3.883	2.546	3.453	2.046
Andere inländischen Einlegern	252	279	273	252	299	226	277	239
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	368	374	270	308	357	321	245	320
Einlagen ausländischer Einleger	274	353	234	257	330	291	186	284
Sonstige	94	21	36	51	27	30	59	36
Rückstellungen	867	950	1.076	1.260	1.260	1.475	1.260	1.475
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	588	638	701	776	776	861	776	861
Sonstige Passiva	350	737	495	572	390	435	502	452
	42.055	43.931	46.264	49.508	46.567	50.365	47.314	49.965

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 7 août	1965 6 août	1964 7 septembre	1965 7 septembre
ACTIF								
Encaisse or	11.078	11.543	12.204	11.794	10.983	11.481	10.956	11.492
Devises	842	867	1.083	1.679	1.294	1.015	1.309	978
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	—	431	—	459	—	459
Portefeuille effets sur la Suisse	70	124	142	163	79	83	76	79
<i>Effets de change</i>	70	79	107	138	79	83	75	79
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i> .....	...	45	35	25	...	...	1	...
Avances sur nantissement	66	72	97	78	32	30	23	25
Bons du Trésor étrangers en FS	—	207	207	432	432	432	432	432
Titres	43	43	52	65	59	84	59	86
<i>pouvant servir de couverture</i>	17	16	...	1	1	1	1	1
<i>autres</i>	26	27	52	64	58	83	58	85
Correspondants :	65	88	71	92	38	24	31	34
<i>en Suisse</i>	58	78	62	75	4	8	15	18
<i>à l'étranger</i>	7	10	9	17	34	16	16	16
Autres postes de l'actif	30	41	35	29	47	51	48	52
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.964	13.659	12.934	13.637
PASSIF								
Fonds propres	53	54	55	56	56	57	56	57
Billets en circulation	7.656	8.506	9.035	9.722	8.675	9.116	8.715	9.116
Engagements à vue	2.947	2.800	3.188	3.271	2.328	2.537	2.247	2.501
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	1.996	2.294	2.700	2.908	1.818	2.077	1.727	2.096
<i>Autres engagements à vue</i>	951	506	488	363	510	460	520	405
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	293	373	357	433	625	625	625	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	—	3	3	2	5	4
Autres postes du passif	210	217	221	243	242	237	251	299
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.964	13.659	12.934	13.637

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1963	31 décembre 1964	31 juillet 1964	31 juillet 1965	31 août 1964	31 août 1965
I. Or en lingots et monnayé	1.603	3.206	2.839	3.852	2.964	3.737
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	40	42	47	521	45	835
III. Portefeuille réescomptable	729	598	231	119	222	80
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	96	62	69	125	69	125
Y. Dépôts à terme et avances :	1.666	1.752	1.618	1.883	1.513	1.872
a) à 3 mois au maximum	1.427	1.422	1.228	1.107	772	1.026
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	227	229	226	536	550	638
d) de 6 à 9 mois	9	68	70	56	79	44
e) de 9 à 12 mois	—	21	82	116	90	96
f) à plus d'un an	—	9	9	65	19	65
VI. Autres effets et titres :	1.195	1.426	1.409	1.732	1.435	1.716
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	161	281	277	373	320	384
b) de 3 à 6 mois	—	3	23	16	16	9
c) de 6 à 9 mois	69	85	23	16	21	15
d) de 9 à 12 mois	41	26	2	2	—	5
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	380	744	609	880	792	967
b) de 3 à 6 mois	445	120	380	248	131	143
c) de 6 à 9 mois	14	17	4	50	12	44
d) de 9 à 12 mois	24	25	7	28	17	65
e) à plus d'un an	60	125	84	119	126	83
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68
Total actif ...	5.398	7.155	6.282	8.301	6.317	8.433

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	221	221	221
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76
Total ...	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataires-trustees ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1958, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1968	31 décembre 1964	31 juillet 1964	31 juillet 1965	31 août 1964	31 août 1965
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	25	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	12	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	2.733	3.757	2.972	4.542	3.034	4.762
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	21	72	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	21	21	21	21
c) de 3 à 6 mois	10	79	10	176	—	128
d) à 3 mois au maximum	764	783	202	619	161	943
e) à vue	1.825	2.518	2.566	3.233	2.667	3.146
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	—	69	—	69	—	69
d) à 3 mois au maximum	—	69	69	—	69	—
e) à vue	113	167	104	424	116	455
IV. Dépôts (monnaies) :	2.180	2.554	2.546	2.894	2.504	2.814
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	48	78	79	36	79	31
b) de 9 à 12 mois	—	26	73	109	8	8
c) de 6 à 9 mois	82	81	15	32	95	113
d) de 3 à 6 mois	364	331	512	364	505	312
e) à 3 mois au maximum	1.364	1.666	1.499	1.900	1.462	1.840
f) à vue	19	20	25	27	18	22
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	15	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	6	31	34	31	65	33
d) à 3 mois au maximum	275	254	281	375	237	434
e) à vue	22	52	28	20	35	21
V. Effets :	77	415	359	437	372	424
a) de 9 à 12 mois	—	37	149	33	161	33
b) de 6 à 9 mois	—	68	—	2	—	2
c) de 3 à 6 mois	—	98	—	65	—	27
d) à 3 mois au maximum	77	212	210	337	211	362
VI. Divers	54	65	41	52	43	58
VII. Comptes de profits et pertes	8	9	9	10	9	10
VIII. Provision pour charges éventuelles	196	204	204	215	204	214
<i>Total passif ...</i>	5.398	7.155	6.282	8.301	6.317	8.433

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	153	153	153
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	76	76	76
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Couvener aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.020.880.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.Y.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1.		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2.		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	Y - 1a		
b) Navigation maritime	Y - 1b		
c) Navigation intérieure	Y - 1c		
2. Tourisme	Y - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	Y - 3a		
b) Ventes à tempérament	Y - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1961	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.			
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4	4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :		5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a	XX. — Banques d'Emission étrangères.	
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b	1. Taux d'escompte	XX - 1
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c	2. Banque de France	XX - 2
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d	3. Bank of England	XX - 3
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6	4. Federal Reserve Banks	XX - 4
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7	5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	6. Banca d'Italia	XX - 6
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9	7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10	8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
		9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9
Principales abréviations utilisées.			
XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays			
	XV	Liste des graphiques :	
XVI. — Emissions et dettes du secteur privé.			
1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1	I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2	II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3	IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4	IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
		IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.			
1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1	VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2	VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3	VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4	VIII — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5	XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XVIII. — Marché monétaire.			
1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1	XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 2	XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.			
1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1	XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2	XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3		

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5